

Sentiment de sécurité et climat social à St-François de Laval

VIRGINIE BERRIT, M.sc.

En collaboration avec

LOUISE ROUSSEAU, Ph.D

Projet « St-François, Mythes et Réalités »

Pour la Table de concertation jeunesse du territoire des Mille-Îles
Juillet 2005

ISBN 2-9809157-0-X

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 2005

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2005



Canada 

Québec 

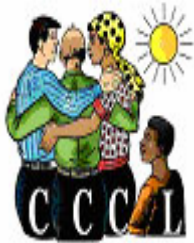


BUREAU DE CONSULTATION JEUNESSE

CP 308 succursale Verdun, Verdun, Qc. H4G 3E1 Tél. : (514) 274-9887
Laval • Montréal • Rive-Sud

*Agence
de développement
de réseaux locaux
de services de santé
et de services sociaux*

Québec 
Laval



**Le Centre communautaire Le Coumbite de
Laval**

**Centre de santé et de services sociaux
de Laval**

CLSC des Mille-îles - CHSLD Laval
4731, boul. Lévesque est
Laval (Québec)
H7C 1M9

REMERCIEMENTS

Cette recherche n'aurait jamais vu le jour sans la précieuse collaboration de plusieurs personnes et organismes.

Tout d'abord, nous tenons avant tout à remercier sincèrement tous les citoyens de St-François, petits et grands, pour leur généreuse participation à ce projet. Ils ont su très vite comprendre la philosophie de ce projet, et sans eux, il n'y aurait pas eu de recherche.

Nous tenons à remercier les directrices et les directeurs adjoints des écoles L'Escale, Fleur-Soleil et Leblanc, ainsi que la Maison de la famille de St-François, pour nous avoir ouvert leurs portes et contribués activement à la réalisation de la recherche. Merci aussi aux parents d'avoir autorisé la participation de leurs jeunes.

Merci aussi aux Chevaliers de Colomb Fabre 6035, au Club optimiste St-François, au club d'Âge d'or St-Noël Chabanel, aux Loisirs St-François de Laval, au Centre de la petite enfance Chez nous c'est chez vous, au comité régional Violence, de nous avoir accueillis lors de leurs activités et de l'intérêt montré pour la recherche.

Plus particulièrement, nous aimerions remercier grandement pour leur collaboration : Diane Babin, Marie-Céline Bernard, Martine Bouffange, Diane Cécile, Sylvie Chrétien, Ginette Cossette, Nirva Davilmar, Éric Denis, Francine Dubuc, Jean Faucon, Eric Fostin, Gilbert Grou, Diane Hurtubise, Nauzicaa Jean, Florent Lavoie, Ronald Livernois, Francine Lemay, Danielle Lévesque, Jean-Baptiste Méhu, Yves Murray, Lucie Payette, Michel Roberge et tous les participants qui nous ont aidé au recrutement et dont, pour une question d'anonymat, nous devons taire les noms. Nous sommes sûres que ces personnes se reconnaîtront.

Nous tenons aussi à souligner la contribution fort appréciée de Madame Louise Rousseau, directrice d'ERAS et conseillère cadre en recherche à l'Agence de développement des réseaux de santé et des services sociaux de Laval, comme soutien scientifique bienveillant et très avisé à l'auteure.

À l'équipe de recherche « Jeunes et gangs de rue » de l'IRDS, ainsi qu'à Marie-Marthe Cousineau pour avoir permis l'utilisation de leurs questionnaires.

Au Comité d'éthique de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal, pour avoir bien voulu faire une exception afin de certifier cette recherche.

Aux bailleurs de fonds pour leur soutien financier, nous remercions le Gouvernement du Canada en collaboration avec le ministère de la Sécurité publique du Québec, dans le cadre de la Stratégie nationale pour la prévention du crime pour la première étape, et pour la seconde, le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Agence de santé et des services sociaux de Laval, dans le cadre du programme de subventions en santé publique.

Aux membres de la Table de concertation jeunesse du territoire des Mille-Îles, porteurs et initiateurs de ce projet.

Enfin, la conception de cette recherche n'aurait pas été la même s'il n'y avait pas eu un réel partenariat entre les membres du comité aviseur et la chercheuse. Pour avoir travaillé si fort, en ne perdant jamais de vue l'objectif de cette recherche et la philosophie du projet, nous remercions chaleureusement les membres : le lieutenant Nathalie Bédard (PPC 1), Yasmine Delice (Centre Le Coumbite), Marc-André Laforest (BML secteur 1), Anne-Marie Miller (CSSS Laval), Sébastien Rivard (BCJ-Laval), Josée Talbot (Centre Défi-jeunesse), sans oublier ceux qui ont siégé temporairement sur ce comité, soit Jacynthe Girard (CSSS Laval), Maxime Rheault et Michel Roberge (PPC1) et le CSSS (anciennement le CLSC des Mille-Îles) et l'équipe Famille-Enfance-Jeunesse pour m'avoir accueillie dans leurs locaux et pour leur soutien logistique et administratif.

Index des graphiques et des tableaux

- Graphique 1 - Répartition des participants par sexe et catégories d'âge (%).15
- Graphique 2 - Répartition totale par catégories d'âge (%)15
- Graphique 3 - Répartition des participants par origine ethnique (%).....17
- Graphique 4 - Répartition des participants en fonction de l'âge de leurs enfants.....18
- Graphique 5 - Répartition des participants enfants et adolescents en fonction de la fratrie (%)
.....18
- Graphique 6 - Répartition des participants adultes en fonction de leur revenu familial brut
.....19
- Graphique 7 - Répartition des participants dans la population active (%).....19
- Tableau 1 - Taux pour 1000 habitants de la criminalité générale pour St-François et Laval
.....116
- Tableau 2 - Taux par 1000 habitants de la criminalité envers les personnes de St-François et
Laval117

Table des matières

INTRODUCTION	9
MÉTHODOLOGIE	12
2.1 Objectifs de la recherche.....	12
2.2 Délimitation du territoire aux fins de la recherche	13
2.3 Première étape : le questionnaire	13
2.3.1 Le questionnaire.....	14
2.3.2 L'échantillon.....	14
2.3.3 Analyse des questionnaires.....	20
2.4 Deuxième étape : les focus groupes.....	20
2.4.1 Déroulement des groupes de discussion	20
2.4.2 L'échantillon.....	21
2.4.3 Analyse des focus-groupes	21
2.5 Le rapport.....	22
PORTRAIT DU SENTIMENT DE SÉCURITÉ ET DU CLIMAT SOCIAL À ST-FRANÇOIS	23
Partie I. « Prélude »	23
3. Quelques considérations primordiales sur le vécu dans le quartier	23
3.1 Sentiment d'appartenance au quartier.....	23
3.2 Cohésion sociale, solidarité, entraide dans le quartier.....	25
3.3 Qualité de vie dans le quartier	27
3.4 Définition de la sécurité personnelle.....	28
Faits saillants de la partie I	30
Partie II. Les deux principaux problèmes à St-François	31
4. Attroupements de jeunes et/ou de gangs de rue	31
4.1 Attroupements de jeunes.....	31
4.1.1 Types de groupe.....	32
4.1.2 Groupe criminalisé hier, attroupement aujourd'hui.....	33
4.2 Le glissement de sens	34
4.3 Les gangs de rue	35
4.3.1 Définition gang de rue	35
4.3.2 Présence de gangs de rue à St-François	37
4.3.3 Gangs de rue et couleur	38
5. Climat social ou comment se vit la multiethnicité dans le quartier	41
5.1 La multiethnicité en chiffre.....	42
5.2 Relations entre les différentes communautés.....	42
5.2.1 « Minorité sous surveillance »	43
5.2.2 Manque d'ouverture d'esprit	45
5.2.3 La mixité.....	47
5.2.4 Implication parentale	47
5.2.5 Théorie de la pomme pourrie.....	49

5.2.6 Cloisonnement social	51
5.3 Les relations entre les jeunes de différentes origines ethniques	53
Faits saillants de la partie II.....	55
Partie III. Les conséquences perçues ou vécues	58
6. Climat de peur.....	58
6.1 Facteurs contribuant au climat de peur	58
6.1.1 Loi de l'omerta à St-François	59
6.1.2 Vulnérabilité	60
6.1.3 L'impact des rumeurs	61
6.2 La perception de la criminalité	64
6.3 Espace social déserté	66
7. Sentiment d'insécurité et victimisation.....	67
7.1 Sentiment de (in)sécurité	67
7.1.1 Marcher seul de jour et de soir dans la rue	67
7.1.2 Secteurs problématiques	69
7.2 Victimisation à St-François	70
7.2.1 Victimisation auto-révelée.....	72
7.2.2 Crimes contre la personne.....	73
7.2.3 Crimes contre les biens	78
7.2.4 Autres infractions.....	79
7.2.5 Victimisation à la danse du vendredi soir	80
Faits saillants de la partie III.....	81
Partie IV Distribution des responsabilités dans la situation décrite	84
8. Responsabilité imputée à la police et aux médias dans la situation vécue	84
8.1 Relations avec la police	84
8.1.1 La visibilité policière	84
8.1.2 Interventions policières.....	86
8.1.3 Relations police/citoyens	88
8.1.3.1 Relations de la police et des jeunes noirs.....	88
8.1.4 Besoin d'informations.....	90
8.2 L'influence des médias	91
8.2.1 La stigmatisation du Noir dans les médias	91
9. Participation et diversité communautaire	93
9.1 Besoin d'activités diversifiées	94
9.1.1 Coûts des activités sportives et de loisirs.....	95
9.2 Manque d'infrastructures.....	96
9.2.1 Recul des activités et lieux de rassemblement	97
9.3 Partage des responsabilités	97
Faits saillants de la partie IV	98

Partie V. « Épilogue »	101
10. Pistes de solution	101
10.1 Pistes de solution des adultes.....	101
10.2 Pistes de solution des enfants et des adolescents.....	103
Faits saillants de la partie V	106
SYNTHÈSE, DISCUSSION ET RECOMMANDATIONS	107
11. Brève synthèse des principaux résultats	108
12. Quelques considérations sur la définition de sécurité/insécurité/ peur du crime	112
12.1 La dimension affective du sentiment de sécurité.....	113
12.2 La dimension cognitive du sentiment de sécurité.....	114
13. À la recherche des causes...	115
13.1 Perceptions et statistiques officielles de la criminalité.....	116
13.2 Les médias et la police comme causes.....	118
13.3 L'inversion de la causalité.....	119
13.4. À la recherche des facteurs.....	120
14. Récurrence des thèmes dans la question de la sécurité	120
14.1 Jeunesse et insécurité.....	120
14.2 Racisme et/ou ethnocentrisme.....	123
14.3 Vulnérabilité et victimisation.....	124
15. Prévention de la criminalité et recommandations	125
CONCLUSION	132
BIBLIOGRAPHIE	135
ANNEXES	140
Annexe I - Caractéristiques et statistiques de l'échantillon total	141
Annexe II - Les Questionnaires	201
Annexe III - Carte des secteurs de la recherche	233

Introduction

Depuis quelques années, le quartier St-François à Laval semble vivre différents problèmes touchant la sécurité et le climat social. En effet, dans le procès-verbal de la Table de concertation jeunesse du territoire des Mille-Îles de septembre 2001, il ressort que la situation dans le quartier de St-François se dégrade. Certains événements survenus durant cette année-là auraient contribué à cette dégradation, dont, entre autres, un grand nombre d'arrestations d'adolescents et d'émission d'amendes à l'été 2001.

Bien que cet événement a été, semble-t-il, contextuel, il n'en reste pas moins que les intervenants du milieu affirmaient que certains gestes répréhensibles et non rapportés étaient en recrudescence (taxage, consommation de drogues et d'alcool, violence physique entre jeunes, etc.). Cette victimisation cachée serait venue grandement grossir le « pourcentage habituellement admis » du chiffre noir de la criminalité. Selon ces intervenants, les citoyens de St-François se montraient plus inquiets et un certain sentiment de crainte était apparu. Le noyau du problème semblait converger vers les adolescents et notamment vers les jeunes noirs. Toutes sortes de rumeurs circulaient, dont celle qu'un groupe de jeunes noirs exigeait un droit de passage dans le parc de la Montée du Moulin à partir d'une certaine heure le soir. Les médias locaux étaient aussi pointés du doigt, en décrivant St-François comme le « Bronx » de Laval, où tout acte « spectaculaire » recevait une plus grande couverture que des événements dans d'autres quartiers.

Quartier multiethnique, St-François est un des quartiers de Laval, où la population haïtienne représente 10,6 % de la population du quartier, pour un total de 13 % des minorités visibles y résidant (Statistiques Canada, 2001). Ainsi, ce climat régnant, cela aurait engendré des tensions raciales « diffuses » entre les deux communautés principales de St-François, soit les Québécois de souche et les Haïtiens. Malgré ce contexte, et selon les forces de l'ordre, le taux de criminalité officielle à St-François était relativement stable, voire même, il y aurait eu une augmentation de certains crimes rapportés. Ainsi, selon les services de police desservant le territoire, St-François était l'un des quartiers les plus tranquilles de Laval.

Événements isolés et rarissimes selon les uns, expression d'une dégradation de la situation selon les autres, en septembre 2003, l'assassinat d'un jeune noir de 18 ans, Jean-Paul Rodney, devant son domicile à St-François, aurait relancé les craintes et les rumeurs. Tout portait à croire à un règlement de compte entre connaissances de gangs de rue rivales, non implantées dans le quartier, mais dont certains membres ou connaissances vivaient sur le territoire. Le fantôme d'une potentielle présence de gangs de rue semblait être une source de peur ou du moins fortement redoutée. Juillet 2004, mois où débutait la recherche, six jeunes adultes noirs, dont cinq étaient de St-François, furent arrêtés pour le meurtre de Rodney.

Hormis un sentiment naturel de choc de voir que de tels gestes puissent arriver dans le quartier, selon certains, cet événement a eu d'autant plus d'impact compte tenu de la mentalité

« village » ou « semi-rurale » de St-François. Il est effectivement à noter que St-François est un quartier résidentiel, composé à plus de 86 % de ménages propriétaires à majorité en maison unifamiliale à 92,9 % (Statistiques Canada, 2001). Le territoire est grand et composé de beaucoup de terres agricoles qui donnent l'impression que les lotissements d'habitation sont enclavés et isolés.

Quoi qu'il en soit, les opinions divergeaient sur un réel problème de sécurité dans le quartier. Souvent, les informations arrivaient par bribes aux oreilles des intervenants. Cela ne leur permettait pas de se faire une idée précise de ce qui se passait dans le quartier et de savoir si le sentiment d'insécurité, dont tout le monde parlait, était de l'ordre du fondé et/ou de la perception. À dire vrai, pour certains, ce sentiment était de l'ordre du perceptif non fondé et pour d'autres, c'était bel et bien fondé.

Dans ce contexte et sous la responsabilité d'un comité issu de la Table de concertation et formé de divers intervenants du quartier, le projet de recherche « St-François, Mythes et Réalités » a vu le jour en juillet 2004. Ce projet est le résultat d'un partenariat réussi entre les différents organismes impliqués sur le territoire, mais aussi entre les intervenants et la chercheuse.

L'objectif principal de ce projet a été de dresser le portrait, le plus exhaustif possible, de la réalité du quartier en ce qui concerne le sentiment de sécurité et le climat social tels qu'en rendent compte les citoyens (enfants, adolescents et adultes) du quartier et de voir à la pertinence d'un plan d'action. Ce projet repose sur la mobilisation des citoyens dans le bien-être de leur collectivité, en leur donnant une part active dans la réalisation du projet, voire dans la concrétisation d'un plan d'action.

Le présent rapport rend compte de la recherche menée pendant un an auprès des citoyens de St-François. À travers un questionnaire et des groupes de discussion, un portrait de la situation dans le quartier a pu être réalisé.

Ainsi, dans le premier chapitre de ce rapport, la méthodologie utilisée, la présentation de l'échantillon et les objectifs poursuivis seront explicités.

Le deuxième chapitre présente le portrait du sentiment de sécurité et du climat social tels que vécus et racontés par les citoyens ayant participé à cette recherche. Il se compose de cinq parties ordonnées suivant le cours de la réalité racontée par ces participants.

En premier lieu, « le prélude » raconte le sentiment d'appartenance, la vision de la cohésion sociale, de la solidarité et de la qualité de vie dans le quartier et pour finir la définition de la sécurité personnelle pour ces personnes. Cette partie va permettre de mieux comprendre la suite du portrait. La deuxième partie expose les deux principaux problèmes perçus comme causes de la situation vécue, soit le problème d'attroupement de jeunes noirs et de gangs de rue et celui du climat social. La troisième partie est la narration des conséquences perçues de ces problèmes, soit la présence d'un

climat de peur et celle d'un sentiment d'insécurité et de victimisation. Dans la quatrième partie, les participants de la recherche expliquent à qui et à quoi, ils incombent la responsabilité de cette situation qu'ils décrivent. Et dans la dernière partie, soit « l'épilogue », nous retrouvons le résultat d'un « brainstorming¹ » auquel se sont livrés spontanément les participants, petits comme grands, pour l'amélioration du bien-être dans leur quartier. À la fin de chaque partie, les faits saillants de ces dernières sont rappelés sous forme d'encadré.

Le troisième chapitre constitue la deuxième partie de l'analyse, soit la compréhension et l'interprétation de la situation à St-François et les recommandations de l'auteure. Nous verrons que le portrait se constitue d'un sentiment d'insécurité vécu particulièrement par la majorité blanche et qu'elle repose sur des peurs, l'une « concrète » et l'autre « diffuse », amenant un certain nombre de citoyens à vivre dans un relatif climat de peur et de victimisation réelle et/ou anticipée. Ceci a pour conséquence un retrait et un désinvestissement de l'espace social de la part de ces citoyens. C'est « l'inversion de la causalité » (Wilson et Kelling, 1982; Brodeur, 1990 et 1991), c'est-à-dire qu'à l'état actuel et à la lumière de la situation décrite, il semble que ce soit le sentiment d'insécurité qui crée, pour une large part, la criminalité dans le quartier. À la lumière de cet éclairage, nous verrons les recommandations qui s'imposent pour la suite du projet.

Cette recherche a été rendue possible grâce à la contribution financière du Gouvernement du Canada en collaboration avec le ministère de la Sécurité publique du Québec, dans le cadre de la Stratégie nationale pour la prévention du crime pour la première étape, et pour la seconde, le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Agence de santé et des services sociaux de Laval, dans le cadre du programme de subventions en santé publique.

¹ « Brainstorming » est l'expression consacrée pour remue ménage.

Méthodologie

Compte tenu des objectifs poursuivis, nous avons privilégié un protocole « mixte », alliant quantitatif et qualitatif.

L'approche qualitative a le mérite de permettre de mettre l'importance sur le contact avec le terrain et sur les acteurs sociaux, comme « informateurs-clé » de la réalité à l'étude (Poupart, 1997). Quant à elle, l'approche quantitative permet de tendre vers une représentativité statistique de la population à l'étude (Pirès, 1997). De plus, elle a l'avantage, surtout dans ce cas-ci, de permettre de rejoindre un grand nombre de personnes dans un temps moindre. Ce qui n'est pas la raison d'être de l'approche qualitative. Cette approche « mixte » nous a permis de mettre en contraste les données entre elles. Ainsi, au final, un portrait plus affiné du sentiment de sécurité et du climat social tels que vécus par les citoyens de St-François a été possible.

2.1 Objectifs de la recherche

Principalement, deux objectifs sont poursuivis dans cette recherche :

1. Dresser le portrait du sentiment de sécurité et du climat social à partir du point de vue des enfants, des adolescents et des adultes résidants dans le quartier St-François, secteur St-Noël Chabanel, à Laval.
2. Déterminer la pertinence de mettre en place un plan d'action en regard du portrait tracé en première partie, afin de remédier à la situation telle que décrite par les citoyens de St-François.

La sécurité, est-ce une préoccupation à St-François ? Comment les citoyens trouvent-ils le climat social et ce qui le constitue (qualité de vie, solidarité et cohésion sociale...) dans le quartier ? Vivent-ils un sentiment d'insécurité dans le quartier, sur quoi repose ou non ce sentiment ? Crainte de victimisation ou victimisation réelle ? Qu'est-ce qui constitue de l'insécurité pour eux (définition subjective de la sécurité/insécurité) ? Si un sentiment d'insécurité est vécu, est-ce que cela change leurs habitudes de vie ? De façon plus globale, qu'est-ce qui pourrait être fait dans le quartier pour améliorer leur sentiment de sécurité personnelle et le climat social, si une amélioration est souhaitée ? Autant de questions auxquelles cette recherche répond.

Par sécurité, nous avons retenu en partie la définition suivante : « *Situation où les dangers d'ordre matériel, physique ou moral sont contrôlés de manière à préserver la santé et le bien-être des individus et de la communauté.* » (Comité intersectoriel sur la sécurité dans les milieux de vie, 1999 : 15). Trois conditions sont indispensables afin de garantir à une collectivité une sécurité optimale : le contrôle des dangers de blessures, le respect de l'intégrité physique, matérielle ou morale

de la personne et le climat de cohésion, de paix sociale et d'équité qui protègent les droits et libertés (Maurice & al., 1997; Centre collaborateur OMS du Québec, 1998). Compte tenu des objectifs, notre intérêt s'est porté sur deux des trois aspects, et ce, dans la perspective du bien-être de la communauté :

- 1) **Le climat social** : « cohabitation harmonieuse et non violente des différentes collectivités ou groupes d'intérêt; cet état conduit à une société libre d'affrontements violents entre des groupes de pays, de race, de religion, de sexe, de niveau social ou économique, etc. différents. » (Maurice & al., 1997 : 7).
- 2) **Le respect de l'intégrité de la personne** : « cohabitation harmonieuse et non violente entre les individus au sein d'une collectivité. Cet état assure à chaque individu de ne pas être personnellement agressé physiquement (voies de fait, viol, etc.) ou moralement (harcèlement, propos haineux, etc.) et de pouvoir jouir de ses biens sans risque de se les faire dérober ou vandaliser. Contrairement au climat social de paix (première condition), qui réfère à des actions entre groupes, la présente condition réfère plutôt à des actions entre individus. » (Maurice & al., 1997 : 7).

2.2 Délimitation du territoire aux fins de la recherche

Le territoire couvert par la recherche a été délimité au secteur St-Noël Chabanel. La délimitation est la suivante : à l'ouest la rue de l'Harmonie, à l'est la rue Duchesneau ou encore la pointe de l'île, au nord le boulevard Marcel Villeneuve/de Tilly et au sud, le boulevard Lévesque. Ce choix s'est imposé de lui-même en quelque sorte, dans le sens où toutes les rumeurs convergeaient au cœur de ce secteur, et particulièrement dans le quadrilatère entourant la Montée du Moulin. Géographiquement parlant, le secteur St-Noël Chabanel représente le coin du territoire le plus peuplé et donc le plus dense. Les activités se passent et les organismes communautaires sont situés majoritairement dans ce secteur de St-François. Tout comme les différentes communautés ethnoculturelles y vivent majoritairement. Le reste de ce vaste territoire qu'est le quartier St-François est le plus souvent occupé par des champs avec des petits « lotissements » ci et là.

2.3 Première étape : le questionnaire

Dans un premier temps, il a s'agit de dresser un portrait statistique de la réalité telle que vécue dans le quartier du point de vue de la sécurité et du climat social. Un questionnaire a été élaboré et adapté aux différentes catégories de l'échantillon (enfants/adolescents/adultes) et selon les deux aspects retenus (intégrité/climat).

2.3.1 Le questionnaire

Pour des raisons de temps, le questionnaire et ses variantes ont été construits à partir de deux questionnaires existants et ayant déjà été testés : l'un administré à des élèves d'écoles primaires et secondaires de Laval portant sur la violence vécue entre les jeunes dans cette ville (voir Blais et Cousineau, 2000) et l'autre portant sur le climat social dans Villeray/Petite Patrie/Montréal Nord (voir équipe de recherche jeunes et gangs de rue, IRDS). Une des questions a été empruntée à l'échelle de distance sociale de Bogardus (voir Javeau, 1982 : 125). Le questionnaire² reprend les thèmes rattachés au sentiment de sécurité et au climat social : Sentiment d'appartenance au quartier, cohésion sociale, solidarité et qualité de vie (10 questions), les besoins de sécurité des individus (environ 8 questions, tout dépendant de la catégorie d'âge du questionnaire), les expériences de victimisation (environ 23 questions) et la dernière section porte sur la participation communautaire et la perception communautaire des jeunes du quartier - soit ceux âgés de 10 à 17 ans - (de 2 à 6 questions).

Le questionnaire a été pré-testé auprès d'environ 10 personnes représentatives des catégories de l'échantillon. Ceci nous a permis d'y apporter certaines modifications nécessaires à certaines questions (clarté, ajout de consignes...). En ce qui concerne l'administration, elle a été faite majoritairement au domicile pour les participants adultes et dans les écoles pour les enfants et les adolescents. Presque tous les participants ont répondu eux-mêmes au questionnaire, à quelques exceptions près. La chercheuse était systématiquement présente afin d'apporter, au besoin, un soutien technique et s'assurer que la réponse se fasse bien individuellement, surtout dans les cas de regroupement de personnes.

Cet outil a représenté l'avantage de fournir un premier portrait global concernant la situation telle que perçue par la population de St-François. Cela a permis de faire émerger certaines variables qui ont été approfondies dans la deuxième phase, soit celle des groupes de discussion.

2.3.2 L'échantillon

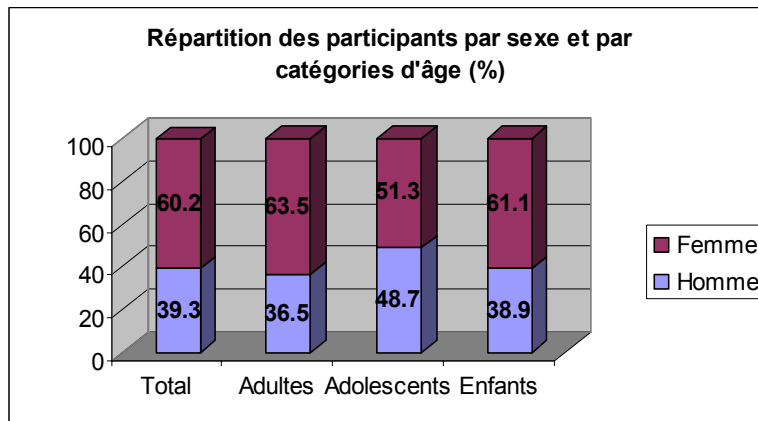
Ainsi, pour l'étape du questionnaire, nous avons utilisé la technique de l'échantillon par « boule de neige ». Nous sommes parties du principe que chaque personne rencontrée fait partie de divers réseaux sociaux, qui mis en contact avec ces derniers, nous permettent de rencontrer d'autres personnes appartenant à d'autres réseaux et ainsi de suite. Ce n'est pas un secret, nombre d'articles méthodologiques soulèvent la difficulté pour les chercheurs d'arriver à recruter des participants dans une communauté (Markova, 2003). C'est pour cette raison que notre choix s'est arrêté sur la stratégie « boule de neige ». Notre choix a été aussi motivé par la potentielle difficulté d'accès à certains groupes de personnes et la volonté de ne pas limiter l'échantillon de la population de St-François à la clientèle fréquentant les organismes communautaires (personnes *a priori* plus accessibles). Chaque

² Pour plus de détails, voir les questionnaires en annexe II.

participant a signé une feuille de consentement et en a obtenu copie. Pour les moins de 18 ans, l'autorisation parentale était obligatoire.

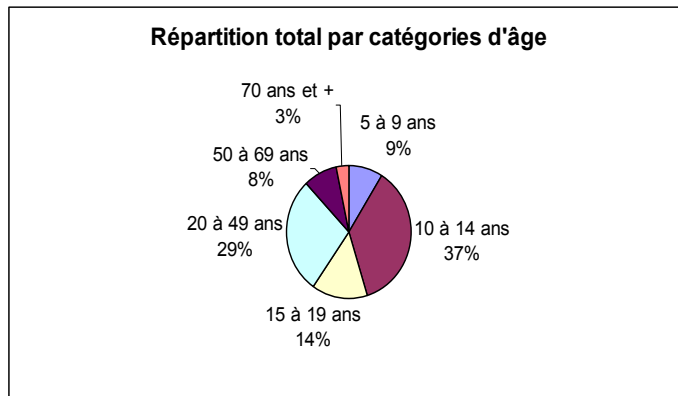
Ainsi, 239 personnes ont fait partie de l'échantillon du questionnaire³ : 104 adultes (18 ans et plus), 39 adolescents âgés de 12 à 17 ans et fréquentant une école secondaire et 96 enfants fréquentant une école primaire et âgés entre 8 et 13 ans. Ainsi, 60,2 % de l'échantillon total sont des femmes, contre 39,3 % des hommes.

Graphique 1



Âge des participants⁴

Graphique 2



Plus concrètement, 22,1 % des enfants du primaire sont âgés entre 8 et 9 ans, 45,2 % entre 10 et 11 ans et 32,6 % entre 12 et 13 ans. En ce qui concerne les adolescents, 30,8 % des adolescents du secondaire sont âgés entre 12 et 14 ans et 69,3 % entre 15 et 17 ans. Pour finir, 21,6 % des adultes sont âgés entre 18 et 25 ans, 13,7 % entre 26 et 34 ans, 45,1 % entre 35 et

54 ans, 6,9 % entre 55 et 64 ans et 11,8 % de 65 ans et plus.

³ L'échantillon total (questionnaire et groupes de discussion) compte 250 participants. Pour plus de détails, voir page 16 (échantillon groupes de discussion).

⁴ La tarte représente la répartition des participants en fonction du découpage des catégories d'âge du Recensement 2001 (Statistiques Canada, 2001). Bien que cela donne un aperçu global, cela ne permet pas de se faire une idée de la répartition pour chaque sous-échantillon. C'est pourquoi, à côté se trouvent les pourcentages plus détaillés pour chaque sous-échantillon.

En ce qui concerne l'âge de la population totale de St-François des secteurs de la recherche, 9 % des enfants sont âgés entre 5 et 9 ans, 9 % entre 10 et 14 ans, 9 % entre 15 et 19 ans, 48 % entre 20 et 49 ans, 19 % entre 50 et 69 ans et 6 % sont âgés de 70 ans et plus (Statistiques Canada, Recensement 2001⁵). Ainsi, nous pouvons dire que l'échantillon de la recherche pour les 5 à 9 ans est égal, un peu inférieur pour les 15-19 ans et les 70 ans et plus, inférieur pour les 20-49 ans et les 50-69 ans et supérieur pour les 10-14 ans par rapport à la population générale du quartier.

Durée de résidence et secteur

La durée de résidence dans le quartier St-François varie de deux mois à 51 ans, pour une moyenne de 16,6 ans pour les adultes, 10,4 ans pour les adolescents dont 38,5 % y vivent depuis leur naissance et 7,7 ans pour les enfants, dont 48 % depuis leur naissance. Cela en fait une population assez stable. De plus, selon les deux secteurs de recensement du territoire délimité pour la recherche (625,01 et 625,02⁶), les échantillons des adultes et des enfants proviennent de façon assez équilibrée des deux secteurs. Par contre, pour les adolescents, la répartition ne l'est pas autant. Un peu plus d'adolescents vivent dans le secteur 625,02.

Scolarité

La majorité des adultes ont un niveau scolaire de secondaire ou de collégial (67 %). 9,7 % des participants ont atteint un niveau primaire, 36,9 % un niveau secondaire, 30,1 % un niveau collégial et 23,3 % un niveau universitaire⁷.

Pour les adolescents, 97,4 % de l'échantillon fréquentent un établissement secondaire : 10,3 % sont en secondaire 1, 17,9 % sont en secondaire 2, 43,6 % sont en secondaire 3, 20,5 % sont en secondaire 4 et un élève est en cheminement particulier (CC2). Ainsi, la grande majorité de l'échantillon des adolescents est composée de jeunes de 14 à 16 ans, fréquentant le secondaire 2 au secondaire 4.

Pour les enfants, 5,5 % sont en 2^e et 3^e année, 19,8 % sont en 4^e année, 25,3 % sont en 5^e année et 50,5 % sont en 6^e année. Ainsi, la grande majorité de l'échantillon des enfants du primaire est composée d'enfants de 11 ans et plus, fréquentant la 5^e et 6^e année.

⁵ Site internet : <http://www12.statcan.ca/francais/census01/home/Index.cfm>

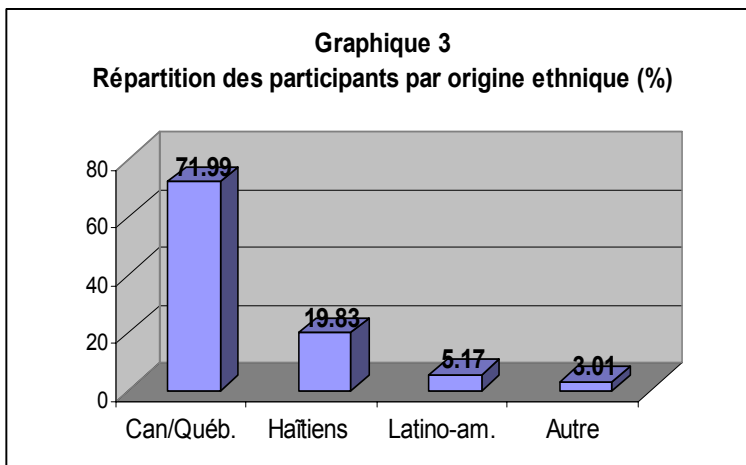
⁶ Voir la carte en annexe III.

⁷ L'échantillon des adultes est plus scolarisé que la population adulte de St-François en ce qui concerne le niveau collégial et universitaire, un peu inférieur en ce qui concerne le niveau primaire et relativement égal en ce qui concerne le niveau secondaire. En effet, 14,46 % des adultes de St-François ont un niveau primaire, 37,74 % un niveau secondaire, 21,97 % un niveau collégial et 11,67 % ont un niveau universitaire (Recensement 2001).

Lieu de naissance et appartenance ethnique

Plus de 90 % de tous les sondés sont nés au Canada, pour 6,5 % nés en Haïti, 1,7 % en Amérique du Sud et 1,3 % dans d'autres pays. Ceci est sensiblement comparable aux pourcentages de la population générale de St-François des deux secteurs de la recherche. En effet, 98 % des personnes de ces secteurs se déclarent être nés au Canada, pour 13 % en dehors du pays (Statistiques Canada, 2001).

Pour les moins de 18 ans dont les parents ne sont pas nés en territoire canadien, pour 29,3 %, leurs deux parents sont nés en Haïti, pour 20 % l'un des deux parents est né dans un pays d'Amérique latine, pour 6 %, l'un des parents ou les deux sont nés dans un pays européen, pour 6 % l'un des parents ou les deux sont nés dans un pays arabe, et pour 7.9 % dans des pays autres.



Ainsi, 64,4 % des adultes, 84,2 % des adolescents et 71,1 % des enfants se déclarent d'origine canadienne\québécoise, 26,9 % des adultes, 15,8 % des adolescents et 13,3 % des enfants d'origine haïtienne, 2,9 % des adultes et 10 % des enfants d'origine latino-américaine et 4,9 % des adultes et 5,5 % des enfants de d'autres origines (arabe, européenne, etc.).

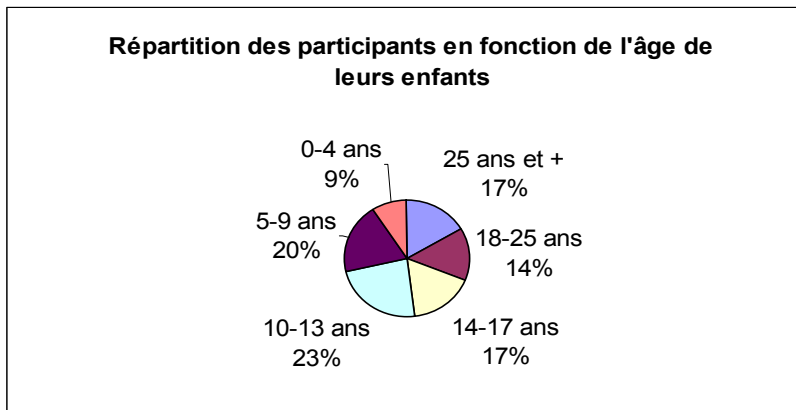
Volet familial

En ce qui concerne le volet familial, la grande majorité des participants adultes (62,3 %) vivent en union de fait ou sont mariés, dont 45,5 % vivent avec des enfants, contre 16,8 % sans enfants⁸. Plus de 12 % des adultes sans conjoint(e) vivent avec (8,9 %) ou sans enfants (4 %). De plus, 24,8 % des sondés se sont déclarés vivant avec d'autres adultes⁹. Ainsi, 66,7 % de l'échantillon des adultes ont des enfants.

⁸ Ce dernier chiffre peut s'expliquer, entre autres, par le fait que certains couples rencontrés avaient des enfants assez vieux pour qu'ils ne vivent plus au domicile parental.

⁹ Ce chiffre peut s'expliquer par le nombre de jeunes adultes faisant partie de l'échantillon et résidant encore chez leurs parents.

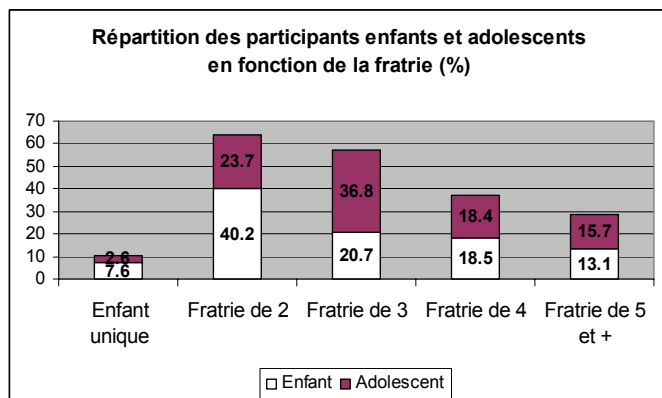
Graphique 4



Le type de ménages de l'échantillon de participants semble être plutôt du type famille établie. Par « établie », nous entendons un ménage monoparental ou non avec enfants. On peut en déduire que St-François semble être un quartier investi par les familles, plutôt qu'un quartier de jeunes célibataires ou encore hétérogène. Ceci est confirmé par le fait que 85,9 % de la population générale de St-François sont des ménages familiaux (Ville de Laval, 2005¹⁰). De plus, 75,8 % des enfants et 64,5 % des adolescents vivent avec leurs parents.

Des 24,2 % des enfants et 35,9 % des adolescents de parents séparés, 50,6 % vivent avec leur mère, 14,9 % une fin de semaine sur deux avec leur père, 23,6 % une fin de semaine sur deux avec leur mère, 24,7 % avec leur mère et son nouveau conjoint, 17,6 % avec leur père et dans 3,3 % des cas avec l'amie de ce dernier, dans 3,3 % une semaine avec la mère et une semaine avec le père ou encore avec un parent et d'autres membres de la famille (3,3 %).

Graphique 5

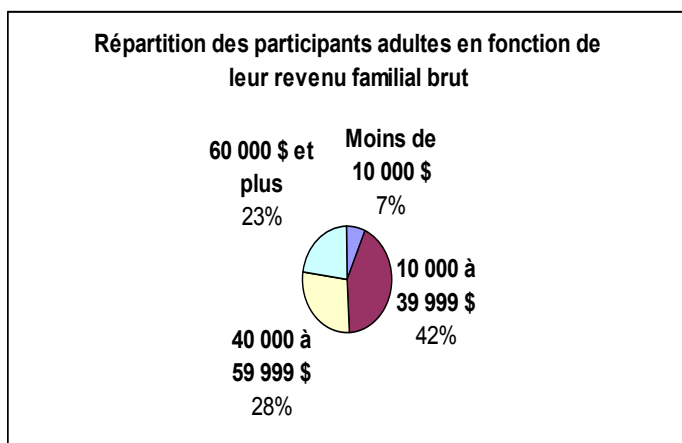


Majoritairement, et ce, autant pour les enfants que pour les adolescents, ces derniers vivent avec leurs frères et sœurs.

¹⁰ Site internet :

http://www.ville.laval.qc.ca/wlav2/docs/folders/documents/cartes_de_la_ville_et_statistiques/profil_socio_econo/ex_municipalite/St-Francois.pdf

Graphique 6

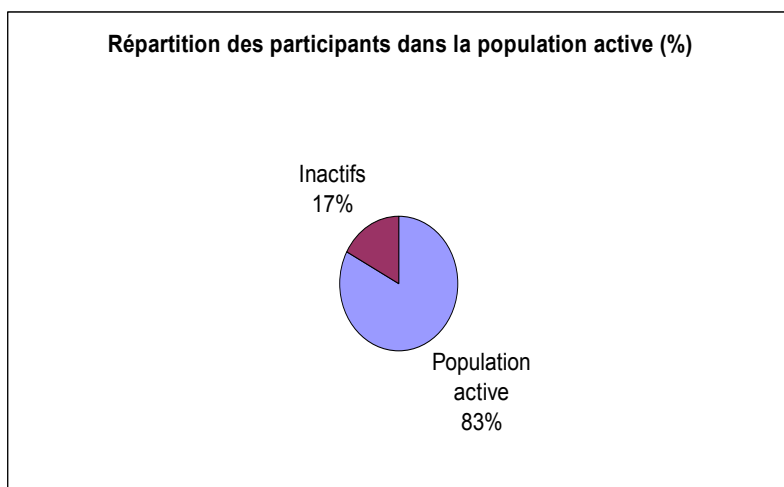


Il est à souligner que 88 participants sur 104 ont répondu à la question.

Comme 4 % de la population générale des deux secteurs de la recherche a un revenu familial de moins de 10 000 \$, 29 % un revenu entre 10 000 et 39 999 \$, 27 % un revenu entre 40 000 et 59 999 \$ et 40 % un revenu familial de plus de 60 000 \$, nous pouvons dire que l'échantillon des adultes est assez semblable en ce qui concerne le revenu familial de moins de

10 000 \$ et celui de 40 000 à 59 999 \$, et inférieur concernant le revenu entre 10 000 et 39 999 \$ et celui de plus de 60 000 \$.

Graphique 7



Des 83 % faisant partie de la population active, 74,5 % occupent soit un emploi à temps plein, partiel, saisonnier et/ou sont aux études. 7,9 % se déclarent au chômage. Dans le 17 % des inactifs, nous retrouvons des retraités ou des femmes au foyer. Des participants occupant un emploi, quelque soit la forme qu'il prend, seulement 21,6 % travaillent à St-François. Ceci est supérieur à la population générale de St-François des

deux secteurs de la recherche en ce qui concerne la population active (70 %) et inférieure, en ce qui concerne la population inactive (30%) (Statistiques Canada, 2001¹¹).

Pour finir, 70,3 % des adultes sont propriétaires de leur résidence, ce qui va dans le sens des 86 % propriétaires de leur logement dans la population générale de St-François (Ville de Laval, 2005¹²).

¹¹ Site internet : <http://www12.statcan.ca/francais/census01/home/Index.cfm>

¹² Site internet :

http://www.ville.laval.qc.ca/wlav2/docs/folders/documents/cartes_de_la_ville_et_statistiques/profil_socio_econo/ex_municipalite/St-Francois.pdf

2.3.3 Analyse des questionnaires

L'analyse des questionnaires a été des plus simples. Pour cause de délai très limité imparti à la recherche, nous nous sommes contentés d'un traitement statistique de base, c'est-à-dire, des calculs de pourcentages et de certaines moyennes. Cependant, nous les avons comparés entre eux, selon la pertinence. L'objectif n'a pas été de faire une analyse statistique poussée de la situation de la sécurité à St-François, mais d'en dégager l'essentiel afin de dresser un premier portrait de la situation.

2.4 Deuxième étape : les groupes de discussion (« focus group »)

En complément des questionnaires, nous avons utilisé la stratégie de recherche qualitative des groupes de discussion (*focus group*). Les *focus groups* sont une façon pratique et valide d'obtenir une rétroaction sur les résultats d'enquête et de suggérer des explications additionnelles (Kruger, 1994).

Ainsi, cette deuxième démarche a été privilégiée à celle des entretiens individuels principalement pour deux raisons :

La première réside dans le fait que nous ne cherchions pas à connaître de façon détaillée l'expérience ou l'appréhension de victimisation d'une personne en particulier, mais plutôt de comprendre comment se vit la sécurité et le climat social à St-François pour l'ensemble de la population du quartier. Ce choix a permis de dépasser le plan individuel pour rendre compte, de façon plus globale, de la réalité vécue par les citoyens de St-François (capacité de l'outil d'apporter les informations recherchées).

La deuxième raison de ce choix est le temps imparti à la réalisation de la recherche. La durée étant de 45 semaines, les groupes de discussion ont permis de rencontrer un plus grand nombre de personnes dans un laps de temps restreint (efficacité de l'outil eu égard au temps imparti à la recherche).

2.4.1 Déroulement des groupes de discussion

Hormis pour les enfants, tous les groupes ont eu la même question de départ soit : « j'aimerais que vous me parliez du climat social dans le quartier... ». Pour les enfants, nous avons préféré la question suivante : « j'aimerais que vous me parliez de la vie dans le quartier... ».

L'animation des discussions a été semi-directive. Cela a permis aux participants de traiter en toute liberté le sujet comme bon leur semblait. Le rôle de l'animatrice a été surtout d'amener les participants à approfondir leurs points de vue, de veiller au bon déroulement de la discussion (respect des droits de parole, possibilité pour tous de s'exprimer, etc.), ainsi que de veiller à ce que les

principaux thèmes de la grille de discussion¹³ soient couverts. Les rencontres de groupe ont été enregistrées (formulaire de consentement) et retranscrites en verbatim.

2.4.2 L'échantillon

Le recrutement des participants aux groupes de discussion s'est fait dans la même continuité que celui du questionnaire : recrutement en cascade. Cependant, nous avons choisi la diversification externe afin de constituer l'échantillon¹⁴, c'est-à-dire par contrastes intergroupes. Ainsi, nous avons voulu couvrir le plus de contrastes possibles entre les groupes de discussion afin de tendre, encore une fois, à un portrait global.

Dans les faits, cela s'est avéré beaucoup plus difficile à faire. S'il est connu que recruter des participants pour des questionnaires est une tâche difficile, ce n'est rien comparé au recrutement pour des groupes de discussion tant pour des raisons pratiques que psychologiques (Markova, 2003 : 229). En effet, la tâche a été beaucoup plus difficile que nous le permettait le temps imparti à la recherche. Hormis le fait que s'exprimer en groupe peut créer une certaine réticence, le plus grand défi a été de réunir un nombre suffisant de participants le même jour, au même endroit, et ce, sans subir d'annulation invalidant le groupe. Le bassin de potentiels participants associé aux difficultés dans l'arrimage des horaires de chacun, a fait en sorte que la constitution des groupes n'a pas été aussi diversifiée que nous l'aurions souhaité.

Quelles qu'ont été les difficultés, nous avons tenu cinq (5) groupes de discussion, de cinq à sept personnes, dont la constitution se répartit comme suit : un groupe d'adultes blancs, un groupe d'adultes noirs, un groupe d'adolescents blancs (15-16 ans), un groupe d'adolescents noirs (15-17 ans) et un groupe d'enfants du primaire à l'origine ethnique mixte (11-12 ans). De ces 30 participants, onze (11) n'avaient pas participé à l'étape du questionnaire. Chaque participant a signé une feuille de consentement et en a obtenu copie. Pour les mineurs, l'autorisation parentale était obligatoire.

2.4.3 Analyse des groupes de discussion

Une analyse de contenu¹⁵ a été effectuée à partir des verbatims tirés des discussions enregistrées. Autrement dit, les données qualitatives recueillies ont été codées (Miles,

¹³ La grille de conduite des discussions pour les groupes a été construite à partir des thèmes contenus dans le questionnaire. Le but était d'approfondir les données issues du questionnaire.

¹⁴ Dans les devis qualitatifs, l'échantillonnage ne peut être aléatoire (Poupart & al, 1997). Les choix sont fonction de leur pertinence théorique selon les objectifs de la recherche. Le premier critère a donc été la diversification externe ou le contraste, puisque la finalité dans cette étude est de donner un portrait global. Nous avons fait appel à des échantillons par contraste-approfondissement, puisque le critère de sélection de l'échantillon théorique pour les groupes de discussion est la représentativité de chaque groupe. Le deuxième critère a été la diversification interne qui vise à donner un portrait global à l'intérieur d'un groupe homogène. Ainsi un représentant de chaque sous-groupe de toutes les catégories d'acteurs touchés par la problématique à l'étude a été, autant que possible, échantillonné.

¹⁵ Pour plus de détails, voir, entre autres, la théorisation ancrée de Glaser et Strauss (1967) telle que décrite par Paillé (1994).

Huberman, 1994). Concrètement, cela consiste en l'analyse ligne par ligne de la transcription des enregistrements des *focus groups* et du découpage des données en segments ensuite codifiés.

Les chercheurs qualitatifs utilisent un ensemble de mesures pour garantir la validité des devis¹⁶. Toutes les mesures habituelles ont été utilisées pour garantir la validité des résultats.

Ainsi, cette analyse a permis l'émergence des thèmes significatifs pour les participants, concernant le sentiment de sécurité et le climat social dans le quartier. Bien que certains thèmes aient été récurrents, il n'en reste pas moins que les points de vue ont pu être concordants comme divergents. Nous avons tenté d'en rendre compte, le plus fidèlement possible, dans ce rapport.

2.5 Le rapport

L'analyse que nous vous présentons dans les pages qui suivent est la triangulation des deux démarches que nous venons de voir et des écrits tirés de la littérature et autres sources de données.

Ainsi, dans une première partie (chapitre 3), la parole est laissée aux citoyens du quartier ayant participé à cette recherche. Sous la forme d'un portrait cohérent et le plus complet possible, nous vous présentons l'état de la situation concernant le sentiment de sécurité et le climat social dans le quartier de St-François.

Dans la deuxième partie de l'analyse (chapitre 4), avec comme pierre angulaire la recension des écrits que nous avons spécifiquement faite pour ce sujet, nous présentons la compréhension de ce portrait et les recommandations auxquelles nous sommes arrivées.

¹⁶ Dans ce projet, cette validité est assurée par la prise en compte de la subjectivité et l'échantillonnage théorique lors des groupes de discussion, par des codifications précises, consistantes, exhaustives et vérifiées, par la triangulation des données obtenues de divers instruments (Miles, Huberman, 1994, Yin, 1994, Laperrière, 1994, Poupart et al, 1997).

Portrait du sentiment de sécurité et du climat social à St-François

Ce chapitre présente le portrait du sentiment de sécurité et du climat social tels que vécus et racontés par les citoyens ayant participé à cette recherche. Il se compose de cinq parties ordonnées suivant le cours de la réalité racontée par ces participants.

En premier lieu, « le prélude » qui raconte le sentiment d'appartenance, la vision de la cohésion sociale, de la solidarité et de la qualité de vie dans le quartier et pour finir la définition de la sécurité personnelle pour ces personnes. Cette partie va permettre de mieux comprendre la suite du portrait. La deuxième partie expose les deux principaux problèmes perçus comme causes de la situation vécue, soit le problème d'atroupement de jeunes et de gangs de rue et celui du climat social. La troisième partie est la narration des conséquences perçues de ces problèmes, soit la présence d'un climat de peur et celle d'un sentiment d'insécurité et de victimisation. Dans la quatrième partie, les participants de la recherche expliquent à qui et à quoi, ils incombent la responsabilité de cette situation qu'ils décrivent. Et dans la dernière partie, soit « l'épilogue », nous retrouvons le résultat du remue-ménages auquel se sont livrés spontanément les participants, petits comme grands, pour l'amélioration du bien-être dans leur quartier.

Autrement dit, le portrait qui suit s'inscrit tout à fait dans l'approche constructiviste (Spector et Kitsuse, 1977; Mayer et Ouellet, 1998). Dans le sens où la narration qui suit est la construction de la réalité (attribution des causes, des conséquences, des responsabilités) telle que la perçoivent les personnes ayant participé à la recherche.

Partie I. « Prélude »

3. Quelques considérations primordiales sur le vécu dans le quartier

Comme nous l'avons laissé entrevoir, avant de plonger au cœur du portrait du sentiment de sécurité et du climat social, il faut voir le sentiment d'appartenance, la vision de la cohésion sociale, de la solidarité et de la qualité de vie, ainsi que ce que représente la sécurité personnelle pour les personnes ayant participé à la recherche.

3.1 Sentiment d'appartenance au quartier

Dresser un portrait du sentiment de sécurité et du climat social tels que vécus par des citoyens d'un quartier passe avant tout autre chose par l'examen du sentiment d'appartenance, de cohésion sociale, de solidarité et de la qualité de vie. Ce premier portrait permettra de mieux comprendre ce qui se vit dans le quartier et de proposer des pistes de solution réalistes pour les citoyens de St-François.

Ainsi, nous pouvons avancer que le sentiment d'appartenance au quartier est bel et bien présent chez les citoyens ayant participé à la recherche.

En effet, les participants aux groupes de discussion se sont montrés attachés à leur quartier. La plupart y habitent depuis leur naissance ou ont aménagé avec leurs parents peu de temps après. Certains y vivent depuis plusieurs générations.

Le plus souvent, les justifications de ce sentiment d'appartenance au quartier se basent sur le fait que dans ce « petit » quartier, tout le monde se connaît. Chacun a l'air de s'y sentir chez soi. Certains adultes vont même dire « on se tient debout à St-François ». Le fait de connaître « les running gags » du quartier, comme par exemple la rivalité entre les gens de Duvernay Est et ceux de St-François, renforcent et constituent aussi l'appartenance.

Pour les enfants et les adolescents, même si certains n'y sont pas installés depuis leur naissance, le sentiment d'appartenance semble aussi présent. Cependant, il repose, pour une large part, sur l'élément que leurs amis vivent dans le quartier, élément très important pour des adolescents. Leur vie est à St-François, parce qu'ils y ont leurs petites habitudes, leur entourage, leur église pour certains, et ceci vaut autant pour les adultes, que les enfants ou les adolescents. Il y a un attachement qui semble réel à leur « ghetto » comme disent certains jeunes, parce que ce dernier est le leur depuis la naissance.

Cette tendance est confirmée par les réponses au questionnaire. En effet, lorsque nous demandons aux résidents¹⁷ de St-François s'ils se sentent chez eux dans le quartier, nous pouvons dire que la très grande majorité de l'échantillon répond par l'affirmative à 76,6 %¹⁸. Les adultes obtiennent le score d'appartenance le plus élevé avec 95,2 %, suivi des adolescents avec 82,1 % et des enfants avec 59,4 % qui ont répondu aimer leur quartier¹⁹.

Pour approfondir cette dimension, nous leur avons demandé s'ils aimeraient dire qu'ils habitent St-François ou qu'ils en sont fiers. La majorité, soit 65,7 %, a répondu dans ce sens. Encore une fois, les adultes affichent le score le plus élevé avec 86,6 % de réponses affirmatives, suivi des adolescents avec 74,3 %, et des enfants avec 36,5 % (45,8 % se déclarant être « un peu » fier de leur quartier²⁰).

Bien qu'aimer dire qu'ils habitent le quartier obtient une majorité relativement moins forte pour les adultes, les adolescents et encore plus pour les enfants, que le sentiment d'être chez soi dans ce même quartier, cette légère baisse peut s'expliquer par le fait que certains résidents de St-François

¹⁷ Par résidents de St-François, nous entendons l'échantillon total des adultes, des adolescents du secondaire et des enfants du primaire (N=239).

¹⁸ Pour plus de détail sur les résultats du questionnaire, voir l'annexe I.

¹⁹ Pour des raisons évidentes de compréhension, les enfants avaient un questionnaire plus simplifié. De plus, ils n'ont pas été interrogés en profondeur sur toutes les dimensions.

²⁰ Les enfants se déclarant « un peu fiers » de leur quartier, l'emportent sur ceux étant tout à fait fiers. Bien que cette différence soit assez minime en nombre d'enfants, cela ressemble à un bémol que les enfants exprimeraient. Est-ce que cela veut dire que ce qu'ils entendent de leur quartier ne leur plaît pas toujours ? Le nombre d'indécis est aussi le plus haut de toutes les questions de cette partie. Est-ce tout simplement le fait que la notion de fierté n'est pas un concept tout à fait intégré chez tous les enfants (nous pensons notamment aux plus jeunes de l'échantillon), que cela exprime une ambivalence chez ces sondés ou encore que le sentiment d'appartenance est un sentiment qui se développe dans le temps ?

n'apprécient pas la réaction suscitée chez les personnes extérieures au quartier quand ils leur annoncent résider à St-François.

Ainsi, déjà dans leur enfance, le quartier avait toute une réputation : les jeunes de St-François étaient considérés comme plus violents et le quartier était « un trou ». Sans connaître la raison de ces préjugés, ils étaient acquis, intégrés, ce qui créait des frictions à l'école secondaire du secteur entre les jeunes de ce quartier et ceux des quartiers avoisinants. Cependant, cela peut quand même avoir un côté positif pour les jeunes de St-François. Ces derniers se feraient moins embêter à l'extérieur car ils passeraient pour des durs. Ils font peur car ils vivent à St-François. Les jeunes en seraient fiers car il y aurait un respect envers ceux qui viennent du quartier. Mais, de tout temps, plusieurs ont du défendre le quartier. D'autres, au contraire, ont peur de l'image qu'il a. Ils se disent « pas fiers » de ce que St-François est en train de devenir.

Le sentiment d'appartenance semble donc entaché par la réputation du quartier, qui a, semble-t-il, la vie longue. Elle se matérialiserait à tous les niveaux, dont dans le sport et dans les relations entre les jeunes des différents quartiers.

Cependant, lorsque nous nous penchons sur le désir de rester ou non dans le quartier, les avis deviennent un peu plus mitigés. En effet, les citoyens du quartier se disent prêts à déménager pour les adultes à 41,3 %, pour les adolescents à 38,5 % et pour les enfants à 12,5 %.

Quand l'on regarde de plus près les raisons²¹ motivant un déménagement chez les adultes, 40 % des sondés²² avancent des raisons reliées à une question de préférence (la campagne versus la ville ou la proximité du travail), 31,1 % pour des raisons reliées à la sécurité et au climat social du quartier et 24,4 % pour des raisons reliées à un manque d'infrastructures, de services, et de transport en commun (quartier mal desservi) et d'emplacement géographique du quartier (loin de Montréal ou du centre ville de Laval). Tout au long de ce portrait, nous verrons que ces deux dernières préoccupations vont ressortir de façon importante et récurrente.

3.2 Cohésion sociale, solidarité, entraide dans le quartier

69,2 % des adultes, 56,4 % des adolescents et 58,3 % des enfants déclarent connaître leurs voisins, avec lesquels dans 92,5 % pour les adultes et 82,1 % pour les adolescents, ils ont plutôt de très bons rapports avec eux. Bien que la question ait été posée différemment pour les enfants, nous en arrivons aux mêmes conclusions. En effet, plus de 79 % des enfants iraient demander de l'aide à leurs voisins dans une situation où ils s'estimeraient « mal pris ».

²¹ Ces catégories sont exclusives les unes par rapport aux autres.

²² Dans l'analyse, lorsque nous parlons des « sondés », il s'agit des personnes ayant participé au questionnaire. Tandis que lorsque nous parlons des participants, il s'agit des personnes ayant participé aux groupes de discussion.

Dans l'ensemble, nous pouvons dire que la majorité des sondés semblent entretenir de bons liens avec leur voisinage, assez en tout cas, pour les enfants, pour leur demander de l'aide en cas de besoin.

Bien que 65,7 % des sondés adultes et adolescents estiment que les gens s'entraident dans le quartier, certains participants adultes aux groupes de discussion penchent plutôt pour une certaine détérioration de la solidarité sociale dans le quartier. Selon ces derniers, dans le temps les gens se connaissaient et ils communiquaient plus. Il y avait moins de ségrégation : le quartier était vivant et solidaire. La régulation sociale et la surveillance étaient l'affaire de tous. Aujourd'hui, la société est perçue comme individualiste. Certains émettent le souhait qu'il faudrait se parler, créer des mouvements sociaux pour faire bouger les choses, « faire grandir le quartier ».

Pour certains, c'est l'effritement du lien social qui va de pair avec l'expansion du quartier et qui engendre une augmentation de l'isolement des gens. Cependant, ceux ayant une implication communautaire ne sont pas d'accord. Pour eux, ils connaissent leurs voisins et « plein de monde » dans le quartier. Par contre, ils semblent tous d'accord sur le fait qu'il y aurait un manque d'implication communautaire des adultes dans le quartier.

Le plus souvent, l'entraide et la surveillance dans le quartier semblent limitées aux voisins de la rue. Ce qui pourrait expliquer que 71,1 % des sondés adultes et dans une proportion plus faible, 51,2 % des adolescents estiment que les gens s'entraident dans le quartier.

Dans le lot des participants adultes, du moins blancs²³, ceux impliqués ont des enfants soit préadolescents ou adolescents, soit des petits-enfants. La variable « Avoir des enfants » semble très importante dans le type de points de vue, et ce, tout au long des discussions. Ceux qui n'ont pas d'enfants ne semblent pas investir le quartier de la même façon. Souvent à part y dormir, ils ne sortent pas le soir ou ne s'impliquent pas dans la communauté. Donc ils ne s'estiment pas les mieux placés pour parler du quartier.

Un certain sentiment de confiance envers ses voisins semble bel et bien exister chez la plupart des sondés adultes. En effet, 88,2 % feraient appel aux voisins pour la surveillance de leur domicile en cas d'absence. Quant aux adolescents, les avis sont plus partagés, car seulement 41 % le feraient. Ceux qui refusent préfèrent s'adresser, quand cela est possible, à des membres de leur famille.

²³ Pour des raisons de simplification, nous utilisons, tout au long de ce rapport, les termes « Blanc » pour désigner les participants québécois de souche et « Noir » pour les participants haïtiens ou québécois d'origine haïtienne. Nous reconnaissons cependant que cette terminologie peut être réductrice aux yeux des participants à la recherche. Cependant, la façon dont l'on se définit étant propre à chacun, nous avons préféré, afin d'éviter d'imposer nos propres conceptions, utiliser une terminologie plus « dichotomique ».

3.3 Qualité de vie dans le quartier

Plus de 80 % des sondés adultes et adolescents estiment qu'il fait bon vivre dans le quartier. Les adolescents se montrent cependant un peu plus modérés (74,4 %) que les adultes (82,7 %). Quant aux enfants, 53,1 % estiment trouver agréable la vie sur leur rue.

Alors que jusqu'à présent, nous constatons un certain sentiment d'appartenance, de cohésion sociale et de solidarité (bien que nous verrons qu'il a des limites), quand on interroge les sondés sur la qualité de vie dans le quartier, nous nous retrouvons avec des résultats divergents.

En effet, 62,5 % des adultes trouvent que la qualité de vie dans le quartier depuis qu'ils y résident s'est « un peu » à « beaucoup » détériorée, 21,2 % trouvent qu'elle s'est de « beaucoup » à « un peu » améliorée et 14,4 % qu'elle est restée la même. Pour les 62,5 %, il est à souligner que c'est dans la catégorie « qualité de vie s'est un peu détériorée » que nous retrouvons la plus grande proportion, soit 47,1 %.

Certains jeunes participants rapportent que ce sont justement pour des raisons de tranquillité que leurs parents sont venus s'installer dans le quartier. Cependant, pour les adolescents noirs, le quartier a perdu de sa tranquillité. Selon ces jeunes, dans le temps, St-François était calme, car majoritairement habité par des Québécois de souche. La communauté haïtienne était petite. Avec les années, de plus en plus d'Haïtiens sont venus s'installer, rendant le quartier moins calme. Cependant, la faute ne serait pas due à l'arrivée de Noirs dans le quartier, mais au fait qu'avec cette augmentation de la population noire, la surveillance policière se serait énormément accrue. Selon ces jeunes, c'est sur ce point que réside le problème de la qualité de vie.

Dans le même esprit, nous avons demandé aux adolescents de se prononcer sur la question de savoir s'ils élèveraient leurs enfants dans ce quartier. Seulement 28,2 % ont répondu par l'affirmative. Cependant, 46,2 % n'ont pas su se prononcer sur cette question.

Une façon de mettre en perspective cette ambivalence des adolescents à l'idée d'élever leurs enfants dans le quartier, peut s'expliquer par une variable qui est ressortie de façon cruciale chez les adolescents, quel que soit leur origine, et qui semble influencer leur perception du quartier : l'entrée au secondaire ou encore l'entrée dans l'adolescence.

Depuis leur entrée au secondaire et dans l'adolescence, les jeunes disent ne plus vivre le quartier de la même façon. Ils se retrouvent plus souvent à se promener dans les rues du quartier (plus grande liberté de ne plus être des enfants), et sont amenés à fréquenter plus de monde. C'est dans ce contexte là que leur perception a changé (dégradation de la qualité de vie dans le quartier). Il semblerait que l'entrée au secondaire et dans l'adolescence ouvre la porte au risque d'avoir plus de problèmes ou à vivre plus de conflits avec l'agrandissement de leur réseau social et le cloisonnement entre groupes de jeunes, typique et normal à cette période de leur vie. Les adolescentes blanches se

décrivent comme plus touchées que les garçons. Leur vie dans le quartier serait devenue « un enfer ». Nous verrons pour quelles raisons un peu plus loin.

Nous trouvons une confirmation de ce point de vue dans le discours des enfants du primaire. Ils se décrivent comme les témoins des relations conflictuelles entre les adolescents, ainsi que des comportements qu'ils jugent typiques de l'adolescent (consommation de drogue et d'alcool, violence, etc.). Ce dernier point est soulevé aussi par les adolescents qui, en se remémorant leur enfance, disent qu'à l'époque, ils ne s'intéressaient pas à ce genre de choses. Les enfants ne sont pas touchés de la même façon. Nous verrons plus loin l'importance de la hiérarchisation en fonction de l'âge chez les moins de 18 ans et les conséquences que cela amène surtout pour les enfants du primaire dans leur façon de vivre le quartier.

Cependant, que la qualité de vie dans le quartier soit perçue comme agréable ou, au contraire, qu'elle se soit dégradée depuis quelques années, ils sont tous d'accord sur le fait qu'il y a des choses à améliorer (pour les plus modérés) ou des problèmes à régler en priorité (pour les plus inquiets). Certains adolescents blancs installés depuis quelques années seulement dans le quartier, en veulent pour preuve que s'ils sont aperçus qu'il y avait des choses qui ne fonctionnent pas dans le quartier, c'est que les problèmes doivent être visibles.

Une autre explication est amenée par des jeunes noirs. Ils pensent que la réalité d'un nouveau venu dans le quartier n'a rien à voir avec celle de ceux nés à St-François. Selon eux, compte tenu qu'ils vivent dans le quartier depuis leur naissance ou à peu près, cela explique qu'ils sont habitués à la vie dans le quartier. Dans ce contexte là, ils trouvent tout à fait normal de percevoir le quartier comme un endroit où il fait relativement bon vivre. À contrario, un nouveau venu peut se sentir moins bien, à cause d'un manque de repères concernant la vie du quartier.

Ces adolescents semblent bien connaître les rumeurs qui circulent dans le quartier. D'ailleurs, ils prennent position en déclarant que la situation n'est pas aussi affreuse que les gens ont tendance à le penser. Ils admettent que la violence est présente à St-François, mais que cela reste, somme toute, un quartier vivable et tranquille.

Les enfants, quant à eux, ne peuvent pas vraiment s'exprimer sur une potentielle dégradation de la qualité de vie dans le quartier compte tenu de leur jeune âge. Par contre, ils expriment clairement ne pas toujours se sentir en sécurité dans le quartier. Ce qui revient à dire que leur qualité de vie n'est pas la meilleure qu'il soit possible d'avoir.

3.4 Définition de la sécurité personnelle

Si nous nous essayons de donner une définition générale, quoi que forcément réductrice, qui engloberait ce que cela signifie « être en sécurité » pour les sondés/participants, cela donnerait :

« Être en sécurité veut dire que toutes les conditions sont réunies pour ne pas être victimisé - physiquement et matériellement – ce qui vaut pour les proches dont les enfants, et ceci afin d’avoir un bien-être, une paix, une tranquillité d’esprit. ».

Plus concrètement, trois principaux thèmes²⁴ ont émergé des définitions personnelles des sondés. Certains thèmes sont communs aux trois catégories de l’échantillon. Ainsi :

1. Avoir un climat social paisible sans risque de victimisation : autrement dit, c’est la recherche d’un bien-être où l’harmonie régnerait entre les gens. Avoir un sentiment général d’appartenance et de bien-être dans le quartier, ce serait pouvoir se promener et sortir dans les rues du quartier de jour et surtout de soir, sans craindre d’être victime d’actes criminels ou d’actes préjudiciables : agressions physiques - sexuelles - et verbales, harcèlement, intimidation, taxage, violence, vols, gangs de rue, enlèvement, blessures, offre de drogue, discrimination (entre autres policière), vols par effraction, vandalisme, et vol d’automobile. Plus de 75 % des sondés adultes et adolescents et 49 % des enfants ont mis de l’avant ce point. À cela s’ajoute 20,8 % qui ont la même préoccupation pour leurs proches et notamment leurs enfants.

2. Avoir confiance dans les autres, notamment les voisins (respect, entraide, protection) : 13,8 % des adultes et 32,4 % des adolescents ont avancé ce point. Cela peut être la famille, les amis, des endroits connus ou des moyens comme un système d’alarme, des caméras ou un animal de compagnie. Le fait est de pouvoir compter sur ces personnes ou ces moyens et d’être bien dans son entourage. Le plus important pour les enfants, c’est de se sentir protégés (45,9 %).

3. Avoir une présence policière dans le quartier : 9,9 % des adultes et 8,3 % des enfants ont avancé ce point.

Nous allons voir que ces dimensions mises de l’avant pour une sécurité personnelle vont se retrouver tout au long du portrait.

Ainsi, il y a deux problèmes majoritaires qui sont ressortis dans le quartier et qui préoccupent tant les sondés que les participants : ce sont le problème du flânage et celui du climat social. C’est ce que nous allons voir dans la partie qui suit.

²⁴ Il va de soi que ces thèmes ne sont pas exclusifs les uns par rapport aux autres. Ils ne sont que le reflet de ce que chaque sondé met en priorité pour que sa sécurité soit assurée.

Faits saillants de la partie I

Un sentiment d'appartenance au quartier est présent chez les participants aux groupes de discussion et au questionnaire.

Ce sentiment d'appartenance est cependant entaché par la réputation négative du quartier qui ne date pas d'hier.

La majorité des sondés entretient de bons liens avec son voisinage. Le plus souvent, l'entraide et la surveillance dans le quartier semblent limitées aux voisins de la rue. Un certain sentiment de confiance envers ses voisins semble bel et bien exister chez la plupart des sondés adultes.

Pour certains, mais pas pour tous, il y aurait cependant un effritement du lien social, qui irait de pair avec l'expansion du quartier, et qui engendrerait une augmentation de l'isolement des gens.

Par contre, ils semblent tous d'accord sur le fait qu'il y aurait un manque d'implication communautaire des adultes dans le quartier.

La variable « Avoir des enfants » dans le type de points de vue est importante, et ce, tout au long des discussions. Ceux qui n'ont pas d'enfants ne semblent pas investir le quartier de la même façon. Ce qui semble faire une différence dans les perceptions.

62,5 % des adultes trouvent que la qualité de vie dans le quartier depuis qu'ils y résident s'est « un peu » à « beaucoup » détériorée, 21,2 % trouvent qu'elle s'est de « beaucoup » à « un peu » améliorée et 14,4 % trouvent qu'elle est restée la même.

La variable « entrée au secondaire » (ou encore l'entrée dans l'adolescence) chez les adolescents est importante, et ce, quel que soit leur origine. Cela semble influencer leur perception du quartier.

Cependant, que la qualité de vie dans le quartier soit perçue comme agréable ou, au contraire, qu'elle se soit dégradée depuis quelques années, ils sont tous d'accord sur le fait qu'il y a des choses à améliorer (pour les plus modérés) ou des problèmes à régler en priorité (pour les plus inquiets).

Trois principales caractéristiques composent le sentiment de sécurité personnelle : avoir un climat social paisible sans risque de victimisation, avoir confiance dans les autres, notamment les voisins (respect, entraide, protection) et avoir une présence policière dans le quartier.

Partie II. Les deux principaux problèmes à St-François

Le flânage et le climat social sont incontestablement deux sujets de préoccupation majeure pour les citoyens de St-François ayant participé à la recherche. Chacun vient avec son lot de problèmes et de conséquences, qui vont nous permettre de mieux comprendre ce qui se vit dans le quartier. De plus, ces deux sujets sont indiscutablement reliés entre eux comme nous allons le voir.

Ainsi, 79,6 % des adultes, 53,8 % des adolescents et 47,3 % des enfants estiment qu'il existe à St-François des problèmes qui mériteraient d'être traités en priorité dans les prochaines années, dont celui des attroupements de jeunes et/ou de gangs de rue.

4. Attroupements de jeunes et/ou de gangs de rue

4.1 Attroupements de jeunes

Bien qu'un peu moins de la moitié des sondés adultes et un seul adolescent ont mis de l'avant un problème de flânage chez les jeunes, sous forme de regroupement, attroupement ou gangs de rue, la préoccupation est belle et bien présente, et ce, de façon majoritaire. Elle s'exprime dans le pourcentage accordé à la présence d'attroupement/rassemblement.

En effet, l'écart entre ceux qui pensent que le flânage constitue une réalité du quartier et ceux qui pensent le contraire est de loin le plus marqué, que pour toutes les autres variables sur lesquelles ils se sont exprimés. Ainsi, 79 % des adultes, 82,1 % des adolescents et 73,9 % des enfants trouvent que le flânage est une réalité de « beaucoup » à « moyennement » présente. Il est à souligner que le pourcentage d'abstention à cette question n'a jamais été aussi bas, soit 3,3 % de l'échantillon total. D'ailleurs, en grande majorité, soit 73 % des adultes, estiment que le flânage des jeunes a augmenté depuis qu'ils vivent dans le quartier.

Voir des attroupements de jeunes, surtout de Noirs selon certains, a l'air d'être un fait commun dans le quartier. D'ailleurs, 74,5 % des adultes, 79,4 % des adolescents et 62,7 % des enfants trouvent que les rassemblements sont de « très » à « assez » présents dans le quartier. Ces jeunes traînent pour passer le temps, que cela soit au parc, dans la rue ou dans un abri d'autobus. Selon certains, il serait faux de croire qu'il n'y a pas aussi des rassemblements de jeunes blancs. Cependant, ces derniers semblent moins visibles ou on ne fait peut-être pas autant attention à eux. Quoi qu'il en soit, l'attroupement fait peur, d'autant plus, quand il s'agit des jeunes noirs, et ce, partout à Laval. Certains adultes noirs trouvent cela désolant, d'autant plus qu'un attroupement serait une chose contreproductive pour eux.

Une grande partie des adolescents sondés ont mis de l'avant comme problème à régler en priorité, celui des gangs de rue (attroupement, gang de Noirs). Ce point de vue est repris par certains

enfants qui aimeraient bien qu'elles disparaissent du quartier et qu'ils bénéficient de moins de tolérance dans la réprobation sociale.

Ce problème de flânage et/ou de gang de rue/atroupements engendrerait la commission d'actes criminels ou de gestes indésirables selon les adultes, les adolescents et les enfants : vols (maisons, bicyclettes), agressions (sexuelles), taxage, intimidation, trafic et consommation de drogue, vandalisme (graffitis, destruction d'infrastructures au parc l'Escale), harcèlement et meurtres²⁵. Par conséquent, il y aurait une augmentation de la violence dans le quartier.

4.1.1 Types de groupe

Bien que le terme « gang » ou « gang de rue » soit souvent utilisé, nous nous apercevons qu'il englobe plusieurs variantes que les groupes de discussion ont permis de mettre en lumière.

En effet, il y aurait deux types de groupe typiques à l'adolescence (explications provenant des enfants) : les « fresh » qui rassembleraient plutôt des jeunes noirs et les « skateurs » (comme son nom l'indique font du *skateboard*²⁶), qui, quant à eux, seraient plutôt composés de jeunes blancs. Tant dans leur façon vestimentaire, dans leur couleur de peau, que dans les endroits où ils se rassemblent, ils seraient en rivalité constante selon les enfants.

Ainsi, les fresh s'habillent de marques, ont des pantalons larges portés très bas et se tiendraient au parc du Moulin. Ces groupes de jeunes noirs se regrouperaient ensemble dans ce parc ou à l'entrée, à écouter de la musique hip-hop. Les enfants (dont certains semblent particulièrement bien renseignés car leur grand frère se tiendrait au parc) auraient déjà vu des jeunes avec des armes.

Tandis que les skateurs portent des pantalons qui ressemblent plus à des « pyjamas » (mot utilisé par une jeune fille préférant le style vestimentaire des fresh) et se tiendraient au parc l'Escale. Ces jeunes blancs auraient été eux aussi aperçus avec des armes comme, par exemple, une carabine.

Dans les deux cas, et ce, quelque soit l'origine ethnique et leur préférence/allégeance, les jeunes du primaire disent avoir peur de ces « gangs » qui traînent dans les parcs surtout en fin de journée et le soir, à cause de leurs comportements et de leurs attitudes (consommation de drogue et d'alcool, possession d'armes, la façon dont ils les regardent, beaucoup de va et vient, etc.). Même si leur grand frère peut y être, la conséquence est qu'ils préfèrent se tenir loin de ces gangs ou de ces parcs selon l'heure.

²⁵ Les sondés font référence au meurtre d'un jeune noir de 18 ans en septembre 2003.

²⁶ Expression consacrée pour planche à roulette.

Hormis la distinction entre les fresh et les skateurs, il y a deux autres types de groupe à distinguer. Ces derniers font assez l'unanimité auprès des participants, et ce, quel que soit leur âge : « la gang d'amis » (ou groupe d'amis qui se tiennent ensemble) et « la gang de rue ».

Ce qui différencie ces deux groupes est le but poursuivi et les actes posés. Autrement dit, (explications fournies par les adultes blancs), il y aurait la gang dangereuse et celle qui ne l'est pas. La première est, plus souvent qu'autrement, attribuée à tort ou à raison aux jeunes noirs. En étant regroupés ensemble, ils font peur. Les gens éviteraient de passer à côté d'eux. La deuxième serait, semble-t-il, plutôt attribuée aux jeunes blancs. En effet, dans l'exemple avancé par certains adultes blancs, il s'agissait de jeunes qui se tenaient dans le stationnement du centre d'achat à faire du skateboard. Pourtant cela pourrait être perçu comme un comportement dérangeant dans un stationnement. Il est possible d'en déduire qu'il s'agissait de jeunes blancs, si l'on se réfère à l'explication fournie par les jeunes du primaire sur les fresh et les skateurs. Cette supposition peut d'autant plus s'avérer exacte, si l'on tient compte que plusieurs jeunes ont expliqué que les adolescents noirs ne font pas de « skateboard ».

Dans le même esprit, certains jeunes noirs expliquent les ressemblances et les différences entre leur « gang » et celle des gangs de rue. Les deux types aiment être en groupe avec leurs amis à « chiller », mais il y aurait deux différences entre les deux : leur « gang » se rassemble le jour. Le soir, ils rentrent chez eux, à la différence d'une gang de rue selon eux. La deuxième différence réside dans les actes posés et la finalité. Les gangs de rue font du grabuge, du vandalisme, ils battent les gens dans les autobus de la Ville, et ce, sans aucune raison. Leur « gang » ne poserait pas de tels gestes. De plus, les intentions seraient différentes : l'une est une gang pour s'approprier un territoire (pas tous les jeunes sont des jeunes du quartier) et l'autre se met en gang pour avoir du plaisir. Une gang peut être des jeunes voisins noirs qui volent leur voisinage ou leur jettent des roches. Une gang a l'air de se définir par le nombre de jeunes.

Certains ont tendance à se décrire comme un groupe d'amis non délinquants. Cependant, ils peuvent se donner le qualificatif de « gang de rue » bien qu'ils n'en seraient pas une, tout simplement, parce qu'ils se tiennent dans la rue²⁷. Une minorité de ces jeunes souligne qu'une gang d'amis peut faire du vol à l'étalage, sans être pour autant une gang de rue. Certains admettent finalement qu'ils peuvent faire des mauvais coups, sans être une vraie gang de rue.

4.1.2 Groupe criminalisé hier, attroupement aujourd'hui

Les adultes font souvent référence à leur jeunesse pour expliquer la dégradation du quartier à cause des attroupements de jeunes et de la présence de gang de rue. À leur époque, il y avait aussi de la violence entre jeunes. Cela leur arrivait de se battre ou de faire des mauvais coups. Cependant, il n'y avait ni problème d'attroupement de jeunes noirs, ni gangs de rue composées de jeunes armés,

²⁷ Peut-on parler d'une identification au phénomène de gangs de rue ?

c'était plutôt un groupe de motards criminalisés qui occupait le quartier. Cela amenait évidemment un certain nombre de problème.

La réalité pour les jeunes blancs est décrite différemment selon certains adultes blancs. Bien qu'il existe aussi des gangs de jeunes blancs, ces derniers n'auraient pas de « modèle intermédiaire » de gang de rue comme les jeunes noirs et ils seraient trop jeunes pour adhérer à un groupe de motards criminalisés. Autrement dit, certains veulent faire comprendre que leurs jeunes ne sont pas problématiques faute « d'opportunité » de gang structuré pour leur âge. Ils se servent de cet argument de manque d'opportunité pour les jeunes blancs pour expliquer que bien qu'ils finissent tous, à la même heure, l'école, seulement un des deux groupes ferait des bêtises. Ils émettent cependant l'hypothèse que les jeunes blancs se cacheraient peut-être pour faire leurs mauvais coups.

Pour certains cependant, la différence ne résiderait pas dans la présence d'attroupements de jeunes, mais plutôt dans le fait que la cohésion sociale, la solidarité entre les citoyens du quartier n'existeraient plus aujourd'hui. Pour ces derniers, les habitants du quartier étaient solidaires avant, ils exerçaient un contrôle social informel en faisant leur « propre justice » par la réprobation de gestes ou de comportements inacceptables. Ce contrôle social exercé par tous faisait en sorte que les citoyens de St-François avaient moins peur qu'aujourd'hui²⁸.

Un autre bémol est apporté par un participant qui se souvient que dans sa jeunesse « rebelle », les gens changeaient de trottoir en le voyant avec ses amis. Pourtant, ils n'avaient aucune mauvaise intention. Leur rébellion contre la société se limitait à afficher un certain type vestimentaire. Ce souvenir remémoré fait conclure que de tous temps finalement, les attroupements de jeunes ont toujours fait peur, parce que l'imagination collective leur attribue des intentions malveillantes, alors que ce n'est pas forcément le cas.

4.2 Le glissement de sens

Malgré ces distinctions et ces bémols apportés, les adultes blancs ont une nette tendance à associer « attroupement de jeunes noirs » et « gang de rue ». Nous verrons plus loin l'influence jouée par les médias dans cette association²⁹. Un certain glissement de sens s'opère donc, faisant en sorte qu'un attroupement de jeunes noirs devient presque automatiquement une gang de rue dans la tête des gens.

L'exemple de leur présence dans le transport en commun montre bien ce glissement de sens. Dans l'autobus, il semblerait que les comportements des jeunes noirs dérangent un bon nombre de personnes. Ils sont vus comme prenant tout l'espace. Comme ils se connaissent tous et qu'ils parlent fort, ils remuent beaucoup d'air. En soi, ces comportements ne peuvent pas être directement attribués

²⁸ Selon certains, si la situation a empiré aujourd'hui, cela ne serait pas dû à St-François, quartier plus calme que certains de Montréal, mais parce que les gens vivent dans une société plus violente.

²⁹ Voir à cet effet page 86.

à une gang de rue. Cependant, pour certains, ils seraient armés. Cela ne repose pas sur une observation directe, mais sur ce que rapportent les jeunes du quartier. Alors, dans la tête de certains, ces groupes de jeunes noirs sont des gangs de rue dangereuses. Un bémol est apporté par une des participantes qui pense que ce n'est pas le nombre de jeunes ensembles qui pose un problème, c'est le fait qu'ils prennent possession de l'endroit (surtout dans un autobus, il n'y a pas vraiment de lieu de replis). Ils ne sont pas en soit dangereux ou menaçant, c'est leurs attitudes qui rendent mal à l'aise.

Les adultes noirs apportent une explication à ce glissement de sens qui leur paraît, somme toute, normal, compte tenu que les jeunes eux-mêmes le font, et ce, à cause de l'identification des jeunes noirs au phénomène des gangs de rue.

Cette identification ferait la différence entre deux attroupements d'adolescents avec des comportements jugés typiques d'adolescents (traîner, fumer, etc.) : certains jeunes noirs voudraient faire comme les membres de gang de rue, en adoptant leur façon de s'habiller et leurs attitudes. Dans ce cas là, ces participants adultes ne sont pas étonnés que certains d'entre eux finiront par se mettre les pieds dans des situations problématiques (criminalité). Cependant, il semblerait que les gangs de rue comme celles de Montréal Nord et St-Michel, ne seraient pas encore présentes en tant que telles à St-François. Toutefois, le terrain serait fertile, prévient certains, compte tenu que beaucoup de jeunes noirs s'identifieraient déjà à ce phénomène des gangs de rue. Nous verrons plus loin comment le processus s'inscrit pour ces jeunes avec, encore une fois, l'influence des médias³⁰.

4.3 Les gangs de rue

4.3.1 Définition gang de rue

Les définitions de gang de rue données par les sondés et les participants se ressemblent énormément. La seule différence est que chacun met en priorité les caractéristiques dans l'ordre qui lui convient. Cinq principales caractéristiques sont ressorties :

Première caractéristique³¹ : Une gang de rue est avant tout un groupe ou encore un regroupement/attroupement/troupe. Il peut être constitué d'adolescents, voire de jeunes adultes, ou par des personnes ou individus sans que soit spécifié la tranche d'âge.

Cet avis est partagé par les participants des groupes de discussion. Pour eux, c'est avant tout un groupe structuré, organisé et armé d'adolescents le plus souvent, ou un rassemblement de personnes. La tendance de ce groupe serait à la violence et irait à l'encontre des valeurs sociétales.

Deuxième caractéristique : Ces groupes commettent des activités criminelles et affichent des comportements délinquants ou inadéquats (avis encore une fois partagé par les participants des

³⁰ Voir à cet effet page 86.

³¹ Ces caractéristiques ne sont pas forcément exclusives les unes par rapport aux autres.

groupes de discussion). En effet, pour un bon nombre de sondés et de participants, l'occupation principale d'une gang tourne autour d'activités délictuelles : vol, intimidation, agression - sexuelles-, « bang gang », prostitution, harcèlement, taxage, batailles, vandalisme, voies de fait, recel, meurtre, règlement de compte, trafic et consommation de drogue et contrôle du quartier.

L'objectif poursuivi est la recherche d'un gain collectif généralement illicite dans le but de faire de l'argent facilement. Ils contrôlent un territoire pour avoir du pouvoir. Un seul sondé donne comme finalité aux membres de gang d'avant tout poser ces gestes pour s'amuser. Pour la plupart des autres, l'intention est avant tout de nuire.

Donc, la rue est leur territoire. Ils s'y trouvent à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. Ils prennent d'assaut un espace qui devient leur territoire délimité par la présence de chaussures de sport sur les fils électriques.

Troisième caractéristique : Ils ont des attitudes et des comportements qui dérangent, comme le flânage dans les rues, les parcs et les écoles, le manque de respect, les non-dits, la force du nombre, le bruit. De plus, ils envoient promener les personnes, les regardent de travers, cherchent à faire du trouble, écoeurent, embêtent, chahutent, font des paris, s'approprient des endroits dans le quartier et ne pas fréquentent pas l'école.

Quatrième caractéristique : Ces membres de gang ont besoin d'avoir un sentiment d'appartenance et d'identification qui passe, entre autres, par un habillement particulier (signes distinctifs). Ils s'affichent avec des bandeaux de couleur et s'habillent de la même façon selon la couleur de leur affiliation. Ils valorisent les mêmes valeurs et intérêts communs comme la loyauté. Ces jeunes sont vus comme n'ayant aucun endroit où se tenir, ils se cherchent car ils sont mal dans leur peau. Étant perçus comme laissés à eux-mêmes par leur famille, alors ils font des bêtises pour s'occuper. La gang viendrait combler un besoin socio-affectif.

D'autres les décrivent par des caractéristiques personnelles comme le manque de courage, la croyance d'être supérieurs aux autres, plus forts, ou sans pitié. Un seul jeune précise le sexe (des garçons). Ils sont sûrs d'eux et sont prêts à tout pour montrer leur vaillance à leurs amis (violer, taper), afin de se prouver entre eux. Ils consomment de la drogue et de l'alcool et roulent en voiture de luxe avec des belles filles à leur côté.

Dernière caractéristique soulevée par quelques personnes est le fait que les membres de gang de rue appartiennent souvent à la même origine ethnique. Les Noirs et les Latino-américains seraient la représentation la plus populaire.

Selon un bon nombre de sondés et de participants, ces groupes feraient souvent peur et engendreraient de la violence dans le quartier.

Quelques personnes ont fait la distinction entre un groupe d'amis qui se tiennent ensemble et une gang de rue. Le groupe d'amis devient une gang de rue quand ils se mettent à nuire au quartier par différents actes illégaux. Deux jeunes décrivent les gangs de rue comme un groupe d'amis mais dont l'un les qualifie de « dangereux ». Peu d'enfants ont défini une gang de rue comme des amis. Quoi qu'il en soit, une infime minorité des enfants amène la distinction que « la gang » peut être un groupe de gentils ou un groupe de méchants ou encore dépendant de ce qu'ils font, ils porteront ou non le qualificatif de gang de rue. Ceci rejoint le point de vue des participants adolescents noirs comme nous l'avons vu plus haut.

4.3.2 Présence de gangs de rue à St-François

Suite au fait de leur avoir demandé de définir ce qu'est une gang de rue pour eux, nous leur avons demandé dans quelle proportion ils pensent qu'elles sont présentes dans le quartier. 70,3 % des adultes, 73,6 % des adolescents et 64,5 % des enfants pensent que les gangs de rue sont de « très » à « assez » présentes dans le quartier. Aucun adolescent ne pense que les gangs de rue sont absentes du quartier.

À la lumière de leurs définitions et tout comme les sondés, beaucoup d'adultes et d'enfants participants pensent que les gangs de rue dans le quartier sont très présentes. Les enfants disent le savoir car ils entendent souvent parler de la présence de gangs tous les soirs près du parc. À contrario, les adolescents noirs ont plutôt tendance à penser que la présence de gangs de rue (dans le sens de leur définition) dans le quartier serait un phénomène mineur.

Il n'est pas facile de catégoriser les justifications des sondés qui trouvent que les gangs de rue sont de « très » à « assez » présentes. Plus de la moitié des sondés à cette question s'appuient sur leurs observations directes : ils les voient au parc du Moulin, dans la rue, au centre d'achat. D'autres s'appuient sur des observations indirectes : les enfants en parlent que ce soit les leurs ou ceux d'amis, les médias en parlent, des événements criminels sont rapportés et rattachés à un phénomène de gang, etc. Ou encore pour finir, une minorité ne fait aucune observation, mais comme elle en entend parler, elle le croit. Un sondé dit même ne pas les croiser facilement, remettant en question de fréquenter les mêmes lieux que les gangs, mais comme il en entend parler, il le croit.

Une minorité des sondés s'appuient sur des observations plus concrètes comme la présence de signes distinctifs (chaussures de sport sur les fils électriques, jeunes portant des bandeaux particuliers); la présence de jeunes hommes roulant au volant de voitures de luxe et accompagnés de jeunes filles; ou être témoin d'arrestation de jeunes dans leur rue dont ils connaissaient les familles³²; la présence de gang d'une certaine origine ethnique sur une des rues du quartier comme les latinos sur la rue de l'Harmonie; ou encore connaître des gens depuis leur enfance qui se dirigent vers les gangs

³² Maisons où vivraient des membres de gang de 13 à 18 ans dont, dans au moins une, il n'y aurait que des jeunes adultes à peine majeure.

de rue. Une personne souligne que ceux qui sont étiquetés « gang de rue » à St-François ne sont que des jeunes qui se tiennent ensemble depuis leur enfance.

Un des participants pensait que le problème en était un d'attroupement de jeunes qui se promenaient dans les rues, et non une vraie gang de rue. Cependant, depuis qu'il a vu les signes, dont les « running shoes » (ils ont depuis disparu) sur les fils électriques du quartier, il déclare avoir sensiblement révisé son point de vue. Malgré cela, les doutes d'une présence effective de gang de rue persistent quand même dans sa tête.

Fait courant, évènement sporadique, simple groupe de jeunes qui se rassemblent ou vraie gang de rue ou sympathisants, il n'est pas évident de se faire une idée claire. Les jeunes aux bandeaux, est-ce des membres de gang ou l'expression de la volonté d'identification à un phénomène de gang de rue sans en faire réellement partie ? Une chose est sûre, les gens du quartier semblent très préoccupés par cette question et visent particulièrement les jeunes noirs. Le mot « gang de rue » fait peur aux résidents du quartier. La plupart ont peur d'être victime de ces gangs ou que leurs enfants le soient.

Devant cet état de fait, du moins devant la façon dont certains adultes perçoivent leur quartier, il est évident qu'il y a des conséquences. À commencer par l'interdiction pour des adolescents de fréquenter certains endroits dans le quartier, comme par exemple le parc du Moulin, car trop de commission d'actes criminels selon des participants. Cela engendre une baisse de la qualité de vie des jeunes dans le quartier, compte tenu de toutes les restrictions de déplacement qu'ils se font subir eux-mêmes ou qu'ils leur sont imposés par leurs parents. Ce qui n'empêcherait pas certains jeunes (les grands frères des enfants entre autres) de fréquenter quand même le parc, ce qui leur vaudrait régulièrement de se faire disputer par leurs parents.

4.3.3 Gangs de rue et couleur

Les enfants sont ceux qui décrivent le plus en détail et avec le moins de sous-entendus ce qu'il se passerait dans le quartier côté « gang de rue » et affiliation par la couleur.

Ainsi, selon les adolescents et les enfants, il y a deux types d'affiliation à St-François, proches des deux grandes gangs de rue de Montréal : les Bloods (les Bô-gars) qui comme son nom le laisse entendre portent la couleur rouge et les Crips dont la couleur est le bleu. À St-François, il s'agirait de la gang de bandeaux mauves : les « Purples ». Cela se voudrait une variante des gangs de rue de Montréal. Ils seraient plutôt proches des Bloods. Cependant, tous les jeunes du quartier ne seraient pas des Purples. Il y aurait d'autres gangs, dont des jeunes plus proches des bleus. La conséquence de cette promiscuité est que cela créerait des tensions, encore plus quand des jeunes « affiliés » non Purples viendraient dans le quartier.

Cependant, ces groupes ne seraient pas tous des gangs de rue affiliés. Selon les adolescents, il y aurait des gangs « nowhere », c'est-à-dire, des jeunes qui font semblant d'appartenir à une gang de Montréal, alors que ce ne serait pas le cas. Doit-on encore une fois y voir une valorisation de certains jeunes à l'identification au phénomène de gang de rue ? Laval étant proche de Montréal, ils disent que la plupart des Noirs connaissent du monde de Montréal. Ceci leur donnerait les moyens de se déclarer d'une gang précise. Les jeunes admettent qu'il n'est pas évident de savoir si tel jeune qu'ils connaissent fait vraiment partie d'une gang de rue. Cependant, ils énumèrent une série de caractéristiques, qui, selon eux, seraient des indices :

- ❖ Le physique : le membre de gang serait physiquement « bâti ». Ce serait un « beef », un « bad boy »,
- ❖ Les piercing,
- ❖ Les lignes dans les sourcils,
- ❖ Les tatouages,
- ❖ Et le port d'un bandeau.

Bien que ces caractéristiques paraissent sujettes à prudence, les adolescents semblent être persuadés de l'importance de ces indices.

Quoi qu'il en soit, la couleur semble être devenue tellement le signe d'une appartenance à une gang bien précise, que cela entraîne des dérives. Par exemple, un jeune avec aucune affiliation se retrouvant habillé en bleu dans un secteur où se trouvent des rouges, risquerait fortement de se faire agresser parce qu'il porte une couleur inacceptable pour les rouges. L'inverse serait également vrai selon les enfants, voire un affilié bleu peut se faire agresser par ses amis s'il est surpris à porter du rouge. Ce genre d'évènements se passerait dans le quartier selon les enfants, témoins réguliers de cette violence entre les adolescents.

Cette narration s'est retrouvée dans le discours des jeunes noirs. Bien qu'ils s'expriment plus indirectement ou à mots couverts sur le sujet, ils laissent clairement comprendre que le jeune noir qui s'habille en rouge ou en bleu, il y a peu de doute sur son appartenance à une gang précise. Selon ces adolescents, s'il n'y a pas de place au doute, c'est parce que tout le monde ne peut se permettre de s'afficher en rouge ou en bleu. Selon ces jeunes, les menaces de se faire frapper ou tuer de la part des jeunes de gang peuvent se produire dans le quartier, puisqu'il y aurait la présence de membres de gangs rivales (bleu/rouge) à St-François.

Si nous faisons attention aux exemples qu'ils donnent, souvent ce sont des jeunes bleus qui se retrouvent avec le mauvais rôle. On peut se questionner s'il n'y aurait pas, de leur part, des sympathies plus marquées envers les rouges.

Ainsi, cela peut être dangereux de s'habiller, soit en bleu soit en rouge, tout dépendant qui le jeune croise. Ceci ne serait pas exclusif à St-François, mais à tous les endroits où peuvent se retrouver

des gangs de rue. Cependant, dans le quartier, il y aurait moins de problème, parce que, comme le dit un des jeunes : « on respecte ta couleur ». Par cela, il veut dire que les jeunes entre eux se respectent entre couleur différente. Malgré cette explication qui pourrait amener à y déceler, encore une fois, certaines sympathies, les jeunes du groupe veulent se distancer des gangs de rue en précisant qu'ils ne sont pas dans ce genre de groupe³³. Ils finissent donc par résumer la situation par : « des fois, les bandeaux veulent dire quelque chose, des fois ils ne veulent rien dire ».

En continuant notre exploration du monde des « gangs » à St-François, les enfants expliquent qu'il n'y a pas que des gangs de jeunes noirs et des gangs de jeunes blancs. Il y aurait aussi des gangs où les jeunes seraient mélangés. C'est comme s'ils mettaient en garde de ne pas être trop réducteur en expliquant que les problèmes dans le quartier ne viennent pas tout le temps par la faute des groupes de jeunes noirs. D'ailleurs, autant les enfants acceptent très bien la présence de groupes noirs et blancs tant qu'ils les laissent tranquilles, «c'est correct » comme ils disent, autant ils ont l'air de s'offusquer de la présence de nouveaux groupes, comme ceux des jeunes latino-américains. Ils se demandent d'où ils sortent et presque de quel droit ils se mettent en groupe dans le quartier. Il est intéressant de constater qu'ils acceptent ceux qu'ils sont habitués de voir dans le quartier (des jeunes blancs et des jeunes noirs), mais qu'ils ont visiblement des préjugés envers d'autres communautés nouvellement installées à St-François. Le phénomène existait à Montréal, mais comme ce n'était pas dans leur quartier, cela ne les dérangeait pas. Ils constatent que le phénomène arrive à St-François et visiblement cela ne fait pas leur affaire.

Selon les adultes noirs, il est clair que certains jeunes en « gang » font des mauvais coups dans le quartier. Cependant, ces adultes se questionnent sur le type de mauvais coups. Est-ce grave, important? Ces participants ont tendance à penser que les actes posés ne sont pas encore très graves : « des cas mineurs ». Selon eux, le problème est que l'intention d'en faire serait présente dans la tête de ces jeunes. La tendance des jeunes noirs du quartier à s'afficher comme des gangs de rue serait très présente, bien qu'ils n'en seraient pas, du moins, pas encore.

Comme nous venons de le voir, la présence d'atroupement de jeunes, particulièrement de jeunes noirs dans le quartier, fait l'unanimité chez les sondés et les participants, sans égard à leur origine ethnique. Certes, cette dimension est centrale dans le discours des participants aux groupes de discussion et a été avancée, le plus souvent, très tôt lors du début des discussions. Cependant, bien que ce focus envers les jeunes ne peut être nié, il n'en reste pas moins que cette situation est abordée sous des angles différents selon l'origine ethnique à laquelle les participants appartiennent (hormis les enfants du primaire), selon le statut attribué à chaque groupe (adultes, adolescents, enfants) et selon la réalité qu'ils considèrent être la leur.

³³ Ces jeunes n'ont jamais oublié l'enregistreuse pendant le groupe de discussion (regards, réflexion sur sa présence). Cela nous fait prendre avec prudence cette dissociation d'appartenance.

Autrement dit, concernant l'attroupement de jeunes dans le quartier, nous retrouvons des opinions communes, comme des opinions divergentes, ainsi que des tentatives d'explication pouvant paraître antagonistes, mais en fin de compte, tout à fait compatibles et complémentaires. Il serait réducteur de croire que les deux plus grandes communautés présentes dans le quartier (les Québécois de souche et les Haïtiens) soient systématiquement en désaccord, ou qu'ils se renvoient systématiquement la responsabilité des problèmes du quartier.

5. Climat social ou comment se vit la multiethnicité dans le quartier

Après cette préoccupation envers la jeunesse, le deuxième point à traiter en priorité dans le quartier est celui d'une amélioration du climat social, particulièrement entre les deux communautés, noire et blanche, présentes à St-François.

Il y a deux points de vue qui ressortent chez les participants aux groupes de discussion : ceux qui trouvent que le climat social n'est pas très bon, il est « bof » pour reprendre un terme d'une adolescente et ceux qui trouvent, à l'inverse, qu'il est bon, et ce, malgré quelques problèmes.

Nous nous apercevons que la perception du climat social est teintée par la façon dont les personnes vivent dans le quartier. Autrement dit, ils peuvent trouver que le quartier est agréable, qu'il fait bon vivre pour eux (sentiment personnel), mais ceci n'est pas forcément le cas pour tous les résidents du quartier. L'inverse est également vrai. Ce sentiment personnel de bien-être (« pausé, relax ») dans le quartier ressort particulièrement chez les personnes noires, qu'ils soient adultes ou adolescents. Par contre, la réalité est perçue différemment pour les enfants de la même origine. Dans ce dernier cas, nous ne retrouvons pas de différence liée à l'appartenance ethnique entre les enfants blancs et les enfants noirs.

Ainsi, par climat social « bon », les individus appuient leur perception avec la description du quartier. Ce dernier est perçu comme agréable à vivre, car, en étant un petit village ou un petit quartier « résidentiel, beau et calme », cela fait en sorte que tout le monde finit par se connaître assez rapidement. Certains (les adolescents noirs) vont plus loin en déclarant que tout le monde s'entend bien et que personne ne se cherche de problème. Il faut cependant apporter un bémol à cette façon positive de voir le quartier. Surtout chez les adolescents et les enfants du primaire, l'expression « tout le monde se connaît » semble surtout restreinte à ceux qu'ils connaissent, que cela soit de simples connaissances ou des amis. Ils ne leur viendraient pas à l'idée d'aller vers quelqu'un qu'ils ne connaissent pas. Pour les adultes qui endossent cette vision du quartier, cela se matérialise par leur implication communautaire dans le quartier : « tout le monde » sont ceux qu'ils rencontrent dans ce contexte là.

Pour résumer, nous pouvons dire qu'au départ, le climat social dans le quartier est visiblement vécu et décrit différemment³⁴ selon les personnes. Cependant, certaines dimensions peuvent se rejoindre.

5.1 La multiethnicité en chiffre

Nous avons demandé aux sondés adultes et adolescents de se prononcer à savoir s'ils accepteraient de côtoyer, dans différents contextes, une personne de race différente de la leur.

66,3 % des adultes et 34,2 % des adolescents déclarent être à l'aise d'avoir comme membre de leur famille une personne de race différente; 79,8 % des adultes et 55,3 % des adolescents être à l'aise d'avoir comme ami une personne de race différente; 73,1 % des adultes et 50 % des adolescents être à l'aise d'avoir comme voisin une personne de race différente; 67,3 % des adultes et 36,8 % des adolescents être à l'aise d'avoir comme collègue de travail une personne de race différente; 66,3 % des adultes et 39,5 % des adolescents être à l'aise d'avoir comme citoyen de leur pays une personne de race différente; 8,7 % des adultes et 36,8 % des adolescents être à l'aise d'avoir comme touriste dans leur pays une personne de race différente; et 6,7 % des adultes et 2,6 % des adolescents déclarent être à l'aise qu'une personne de race différente soit expulsée ou interdit d'entrée au pays.

Nous constatons qu'avoir un ami ou un voisin de race différente de la sienne semble être plus populaire, tant auprès des adultes que des adolescents, que les autres catégories. Par contre, l'avoir dans sa famille, comme collègue, ou comme citoyen, semblent être plus acceptables pour les adultes que pour les adolescents. Une infime minorité d'adultes et d'adolescents préférerait les expulser. Ces résultats sont quand même assez paradoxaux. Il faut se demander jusqu'à point, cette question a été vraiment discriminatoire.

Comme une minorité préférerait expulser ou refuser le droit d'entrer au pays aux étrangers, cela laisserait présager que les relations ne sont peut-être pas si difficiles entre les différentes communautés culturelles. Cependant, cela n'a pas l'air d'être aussi simple dans la vie quotidienne.

5.2 Relations entre les différentes communautés

Les relations entre les citoyens des différentes communautés n'ont pas l'air d'être toujours évidentes.

Ainsi, selon les enfants, il y aurait des adultes racistes dans le quartier. Les personnes âgées le seraient particulièrement plus. Certains rapportent ce qu'ils entendent ou ce qu'on leur dit, et ce,

³⁴ Cela souligne l'importance des variables comme l'origine ethnique, la catégorie d'âge, le sexe et avoir des enfants.

autant de la part d'adultes que d'enfants (cela peut venir de leur propre famille) : « Ah t'es rien qu'un nègre, tu te prends pour un nègre », « les Noirs ça pue », ou encore cela peut être des qualificatifs méprisants sur des attributs physiques. Ils rapportent aussi les surnoms de St-François : St-Afrique, St-Noir. Pendant un des groupes, la blague suivante est sortie : à propos de la construction du pont de la 25, « c'est peut-être la solution, ils (comprendre les Noirs) vont traverser (comprendre dans le sens de St-François vers Montréal). ». De plus, toujours selon les enfants, une certaine hypocrisie envers les Noirs peut être présente. Devant eux, certains se montreraient très sympathiques, mais dès qu'ils auraient le dos tourné, ils les critiqueraient.

Cela donnerait lieu à toute sorte de conflits entre les citoyens de différentes origines, entre autres, des conflits de voisinage³⁵ où il y aurait surenchère dans les torts qu'ils pourraient mutuellement se causer.

5.2.1 « Minorité sous surveillance »

Les jeunes noirs semblent vivre ce problème décrit par les enfants. Comme ils l'expliquent, entre jeunes de la même origine (« solidarité ») et entre jeunes noirs envers les jeunes blancs, il n'y aurait pas de problèmes dans les relations. Là où le bas blesse selon ces derniers, ce serait du côté des Blancs (adultes comme adolescents) envers eux. Ils trouvent qu'il y a beaucoup de racisme à St-François, surtout de la part des parents blancs. Les pères de jeunes filles sont perçus comme les plus racistes. Les jeunes noirs influenceraient négativement les autres jeunes et ils seraient tous violents : « Va pas au parc, il y a plein de Noirs », « fais attention, les Noirs arrivent, on s'en va », « Estie de nègre, tu joues pas avec ma fille ».

Dans la même veine, les jeunes adultes noirs ressentent aussi des préjugés³⁶ à leur égard. Dès qu'ils se retrouvent en groupe, ils disent se sentir plus regardés par les gens autour d'eux. Des fois, ils ont l'impression de lire les préjugés dans les yeux des gens, avec comme question en toile de fond : « ces Noirs font-ils partie d'un groupe criminel? ». Cela leur donne l'impression d'être une « minorité visible sous surveillance », amenant un auto questionnement : sont-ils paranoïaques ou ont-ils bien interprété la situation ? Malheureusement, il arrive qu'après un examen du contexte, ils en concluent que la réaction est directement liée à leur couleur de peau.

Deux participants jeunes adultes ont eu tous les deux, à des moments différents, une expérience similaire à la pharmacie du quartier. Alors, qu'ils se trouvaient dans une rangée du magasin où il n'y avait personne, ils ont entendu à l'interphone qu'un commis était demandé précisément dans la section où ils se trouvaient. Voyant le commis errer sans but précis, ils en ont déduit qu'il avait été envoyé pour les surveiller.

³⁵ Dans le souci de préserver l'anonymat, certains exemples ne peuvent être décrits car il serait très facile de reconnaître les personnes. De plus, à quelques reprises, nous avons utilisé le masculin pour tous les participants, quel que soit leur sexe, afin d'éviter qu'ils puissent être reconnus.

³⁶ Quoi que cela ne soit pas exclusif à St-François.

Il y a cependant deux variables qui semblent faire la différence dans l'intensité de la surveillance : le type d'habillement et la catégorie d'âge. Ceux ayant vécu ce genre de surveillance sont d'accord pour dire que cette dernière est particulièrement ressentie si on est un adolescent ou un jeune adulte corrélé au fait d'être habillé de façon juvénile ou décontractée. Les adultes « d'âge mûr » ne vivraient pas cette réalité là. Cette perception se retrouve dans le discours des adolescents noirs.

La variable de l'âge est importante à plusieurs titres. En plus de réveiller l'imaginaire collectif de méfiance envers la jeunesse chez les adultes, elle l'est dans le sens, où selon les âges, on ne fréquentera pas le quartier de la même manière. Ainsi, les adolescents et les jeunes adultes sont plus susceptibles de vivre ce genre de surveillance, car ils sont beaucoup plus souvent à arpenter le quartier. Tandis que les adultes reviendraient tard dans le quartier après une journée de travail. D'ailleurs, ce sont les jeunes et les jeunes adultes qui disent se sentir le plus visés par les préjugés.

Ainsi, les jeunes noirs se sentent blessés et frustrés. On ne peut pas dire que ces jeunes ne savent pas ce qui se dit ou se fait dans le quartier vis-à-vis d'eux ou de leur communauté. Ils savent ce que certaines personnes du quartier ont tendance à dire d'eux, c'est-à-dire qu'ils frappent régulièrement les Blancs, qu'ils sont des animaux sauvages. Ils sont noirs, mais comme ils disent, ils n'y peuvent rien. Ils se disent « vivables » comme les autres. Ils renchérissent en déclarant que si les Blancs venaient en Haïti, ils comprendraient c'est quoi être une minorité pas considérée de la bonne couleur. Par conséquent, ils ne se sentent pas appréciés par la majorité blanche. À contrario, certains adultes blancs laissent sous-entendre que ce sont les jeunes noirs qui auraient des préjugés envers les Blancs perçus comme inamicaux.

Tout ceci a évidemment un impact. Selon les adultes noirs, les jeunes ressentent beaucoup de frustration d'être toujours renvoyés à l'image de la minorité visible qui semble aller de pair avec toute une série d'images négatives. Cela se vit aussi dans l'emploi, ayant pour conséquence une baisse de l'estime de soi. Plusieurs pensent que le problème réside dans le fait que les autres communautés, dont les Québécois de souche, auraient peur des Noirs et de s'intégrer avec eux. Ils en veulent pour preuve que beaucoup de ménages « blancs » déménageraient de St-François, à cause de la présence de la communauté haïtienne jugée excessive. Cependant, pas tous les participants ne les trouvent racistes. Pour certains, ce n'est qu'une question de peur et de manque d'intégration.

Ces derniers pensent qu'en tant qu'Haïtiens, ils doivent commencer par régler leur complexe afin que les jeunes et les autres cultures viennent à eux. La responsabilité leur incomberait d'intégrer les autres communautés à la leur en leur tendant la main. Ils ont vraiment l'impression que certaines fois les Québécois de souche ne veulent pas se mélanger à eux. La solution, selon certains, est qu'il faudrait que les communautés se mettent ensemble. Ils prennent comme exemple l'intégration mieux réussie des Chinois à Montréal. Un des participants rappelle que la communauté haïtienne, comme n'importe quel autre groupe, n'est pas homogène. Ils ont des divisions et des façons différentes de voir les choses, de vivre le quartier. Il semblerait qu'entre eux, ils n'arrivent pas à collaborer pour faire découvrir leur culture aux gens. Par contre, selon tous, le point de vue sur la réalité des jeunes

noirs et la perception négative qui leur colle à la peau seraient une opinion majoritairement partagée par la communauté noire de St-François. En résumé, il y aurait du travail à faire dans les deux cultures, dont la responsabilité incomberait en partie aux organismes.

D'ailleurs si nous écoutons certains enfants, ils trouvent que certaines institutions, comme le CLSC, lors de certaines de leurs interventions, renforcent l'idée que les différentes communautés ont des préjugés entre elles et qu'elles ne veulent pas se mélanger. C'est du moins le message compris par les demandeurs de service dans l'exemple donné³⁷ par les enfants. Quelque uns de ces derniers leur reprochent de ne pas se donner la peine de bien écouter les demandeurs de service et de ne pas tenter de comprendre les gens.

Pour les participants adultes noirs, il est important de faire la part des choses : pas tous les citoyens de St-François auraient des préjugés. Il faut analyser la situation au cas par cas et se rappeler que cette situation n'est pas spécifique au quartier.

En effet, il serait réducteur de croire que les préjugés ne vont que dans un sens ou dans l'autre. Selon les enfants, il y a des racistes blancs envers les Noirs, mais aussi des racistes noirs envers les Noirs et des racistes noirs envers les Blancs. Ils résument ainsi la situation dans le quartier : il y a des gens bien qui ne sont pas racistes et il y a des « cons » qui le sont. Le problème, c'est que les « cons » semblent plus nombreux selon les enfants et qu'ils influencent négativement les autres, et ce, quelque soit l'origine ethnique. D'ailleurs, les adolescents noirs semblent dire que leurs parents ne sont pas forcément mieux, de ce côté-là, que les parents blancs. En effet, ces derniers peuvent réagir de la même façon s'ils ne connaissent pas le jeune. Ils vont avoir tendance à se méfier de l'influence qu'il pourrait avoir sur leur enfant.

5.2.2 Manque d'ouverture d'esprit

Quoi qu'il en soit, il y a un autre point de vue exprimé tant par certains adultes blancs, que par des adultes noirs, par les enfants et sur certains côtés, par les adolescents noirs : c'est le manque d'ouverture de la population blanche du quartier à la différence.

En effet, lors de la discussion de groupe, la responsabilité de la communauté noire dans les problèmes entre les deux communautés n'a pas fait l'unanimité auprès de tous les Blancs. Au moins quelques participants ne voient pas le multiculturalisme dans le quartier de la même façon que certains autres.

Une des participantes explique que dans son enfance dans le quartier, il y avait un Noir et tout le monde le trouvait « super ». Aujourd'hui, le quartier est beaucoup plus multiculturel (« plein de belles couleurs ») et c'est « le drame » dit-elle. En revenant dans le quartier, elle a remarqué que le

³⁷ Pour une question d'anonymat, nous ne pouvons expliciter l'exemple.

quartier avait changé. La communauté haïtienne était plus présente et elle a entendu des commentaires comme « eux autres (les Noirs), c'est toutes des crottés ». Cela visait toujours les Noirs, qu'ils se mettent en gang, qu'ils s'attroupent : elle a senti un rejet envers la communauté noire.

Devant cet état de fait, certains essayent de comprendre : est-ce dû à leur couleur qui fait qu'ils sont plus visibles que les Blancs quand ils sont en groupe ? Ces derniers ne nient pas qu'il puisse y avoir de la violence dans le quartier. Cependant, ils pensent qu'il y a surtout un manque d'ouverture d'esprit envers les autres communautés culturelles. Les Blancs refuseraient d'accepter que la communauté noire a, elle aussi, un sentiment d'appartenance. De la même manière que tous les gens de la majorité blanche ne sont pas des mauvaises personnes, il en va de même avec les personnes noires. Selon ces participants, il ne faut pas être naïf, il y a sûrement un groupe problématique dans le quartier. Cependant, le primordial à leurs yeux est que les citoyens de St-François doivent accepter que le quartier ait changé.

Nous retrouvons sensiblement le même point de vue du côté des adultes noirs. Ces adultes se disent qu'en toute logique des choses, on devrait assister à l'effet contraire. Comme St-François est un petit village où tout le monde se connaît, les jeunes dénoncés sont ceux du quartier. Les gens devraient avoir l'habitude de les voir. Ils devraient les accueillir parce que ce sont aussi des jeunes québécois, d'origine haïtienne certes, mais des Québécois aussi. Ils regrettent que beaucoup de personnes restent bloqués sur la question de la couleur de peau, comme si c'était une différence insurmontable. Ces jeunes noirs sont socialisés au Québec. Il est évident dans la tête de ces participants, qu'il y a moins de différence entre un jeune québécois haïtien et un jeune québécois de souche, qu'entre ce même jeune et un jeune d'Haïti.

Une variable qui semble, encore une fois, avoir une influence sur les perceptions est celle d'avoir ou non des enfants. Une des participantes explique ne s'être jamais sentie menacée par la présence des Noirs. Cependant, la peur ou du moins une certaine préoccupation est apparue avec la venue au monde de ses enfants. Il ne s'agit pas d'une peur vis-à-vis des Noirs, mais vis-à-vis des comportements de gang (va et vient, trafic de drogue, etc.).

Selon les enfants, cette inquiétude serait présente aussi chez certains parents noirs. En effet, certains racontent que le choix du secteur où habiter dans le quartier a été fait en fonction de la présence majoritaire des Blancs, et ce, pour une raison de tranquillité. Ils éviteraient d'emménager du côté de la Montée du Moulin (secteur jugé très habité par les Noirs). Certaines familles ne voudraient pas habiter à côté de ceux de leur communauté, voulant protéger leurs enfants et surtout leurs fils, des mauvaises influences. C'est sans compter cependant sur le potentiel de mobilité des jeunes. Certaines mères noires « une pure Haïtienne, elle sort d'Haïti » semblent avoir très peur des Noirs, à cause de tout ce qu'elles entendent à la télévision impliquant toujours des Noirs. Elles ne feraient pas confiance aux jeunes noirs.

Avec ce focus sur les jeunes noirs, les adultes noirs se demandent si St-François est à ce point « mono ethnique haïtien », comme voudrait le faire croire « la majorité francophone ». Personne ne parle des jeunes de d'autres origines ethniques, et pourtant il doit bien y en avoir, ainsi d'ailleurs que des jeunes québécois de souche.

5.2.3 La mixité

Du côté des enfants, la plupart s'estiment chanceux parce que tout le monde est mélangé (Noirs/Blancs) dans le quartier. Ils considèrent vivre en paix. Le côté mixte du quartier peut être plus large pour certains enfants qui y incluent les latino-américains et les espagnols. Bien qu'ils aiment cette mixité, un des enfants rapporte toutefois que concernant sa rue, cette dernière ne semble pas apporter la paix sociale.

On s'aperçoit que la perception de la vie dans une même rue peut être vécue bien différemment selon la couleur de la peau. Ainsi, un des enfants trouve sa rue calme, surtout parce que majoritairement ce sont des enfants qui y vivent (comprendre pas d'adolescents) et il y a très peu de Noirs dont sa propre famille. La rue est calme, sauf quand son grand frère amène ses amis. Comme ils mettent la musique trop forte, la voisine blanche d'à côté les menace d'appeler la police. On aurait pu penser que c'est une réaction face à des comportements de jeunes sans égard à la couleur de peau, si la voisine en question ne criait pas, en plus, des propos injurieux et racistes. Pourtant à peine plus loin dans cette même rue, un autre enfant blanc trouve que sa rue est « cool » et que tout le monde s'entend bien. Ils admettent qu'il y a des fois des relations conflictuelles entre voisins de différentes origines ethniques (quoi que cela puisse aussi se produire à l'intérieur d'une même culture, exemples à l'appui). Les enfants trouvent cela « plate ».

Certains participants adultes blancs déclarent eux aussi ne pas avoir de problèmes en ce qui concerne leurs relations sociales avec les adultes noirs, dont avec leurs voisins. Ils l'expliquent par le fait les adultes ne frappent pas impunément les gens, à la différence de leurs jeunes de 13 à 18 ans (« le plus gros problème ») et des gangs de rue. D'ailleurs, il faut faire attention, dans le sens où les problèmes ou les affinités de voisinage ne sont pas toujours une question de couleur. Il faut être vigilant à ne pas tout interpréter en fonction de la couleur de la peau.

5.2.4 Implication parentale

Autant ces adultes exemptent les adultes de la communauté noire, autant quand ils leur accordent le statut de parents, cela devient une autre histoire. Ils pensent qu'il y a un problème de responsabilité parentale dans le comportement de leurs jeunes.

Les adultes blancs disent regretter d'avoir de la difficulté à rentrer en contact avec les parents des autres cultures. Ils disent voir les enfants mais pas les parents. Ils semblent avoir du mal à

s'habituer à certaines différences de comportement. Par exemple, lorsque des jeunes noirs participent à une activité, si le leader se retire, ils se retirent tous. À cela, s'ajouterait une difficulté de recruter des adultes des autres communautés pour encadrer les activités des jeunes. Ce point de vue sur le manque d'implication parentale dans les activités des jeunes est aussi soulevé par les adultes noirs. Nous verrons un peu plus loin l'explication avancée par ces participants.

Une participante adulte blanche n'est cependant pas tout à fait d'accord avec le fait que les parents étrangers ne s'impliquent pas. Dans différentes activités auxquelles elle participe, elle en voit. Une autre mère lui explique que cela est dû à l'âge des enfants. Quand les enfants sont petits, les parents s'impliquent, mais quand ils deviennent adolescents, il n'y aurait plus personne.

C'est souvent dans le sport que se cristallisent les perceptions dans le discours des participants adultes. Certains sports ne semblent pas intéresser les jeunes noirs. On dirait que les gens, en se questionnant sur les raisons rattachées à ce fait, s'ils ne voient pas cela comme un boycott de leurs activités. Il y a quand même un bémol : dans le hockey chez les petits, il y aurait des enfants noirs. Selon certains, cela prouverait peut-être un début d'amélioration de la mixité dans certains sports.

Pour tenter d'expliquer cette différence de choix, certains blancs se disent que les visées éducatives sont différentes d'une culture à l'autre : pas le même mode de vie et les mêmes façons de faire. Les parents étrangers visent peut-être plus l'autonomie des enfants et leur capacité à se débrouiller seul, ce qui peut se confronter aux valeurs québécoises.

Selon les adultes noirs, les jeunes noirs ont effectivement un intérêt marqué pour le basket-ball. De là à penser que c'est un sport de Noirs, ils ne pensent pas. Ils expliquent cet engouement, plutôt par le fait qu'à travers ce sport, les jeunes se sentent reliés par rapport à ce qu'ils voient à la télévision. C'est un sport, semble-t-il, très intéressant et de plus en plus exposé. Dans les ligues du quartier, il semble y avoir de plus en plus de jeunes de différentes nationalités. Par conséquent, ils se disent que c'est plus pour une question d'intérêt s'il y a plus de Noirs dans le basket-ball, qu'une question de culture. Ainsi, une culture du basket-ball s'est créée. Aujourd'hui, elle serait très présente auprès des jeunes des communautés culturelles et particulièrement auprès des jeunes noirs.

Quoi qu'il en soit, certains adultes noirs parlent « d'une odeur de catastrophe », « d'un cancer » dans les relations entre les jeunes noirs et leurs parents. Les parents ne seraient pas équipés, outillés (« autre réalité, autre système ») pour faire face, encadrer et soutenir leurs jeunes dans la réalité étrangère à leur culture, dans laquelle leurs adolescents grandissent. Ils ne seraient pas capables de détecter que le jeune fume de la drogue ou encore de suivre son cheminement scolaire qu'ils ne comprennent pas. Il ne faut pas oublier que le parent, lui-même, fait face à un certain nombre de difficultés dans son intégration. De plus, il sera encore plus vulnérable s'il est sous-scolarisé, ce qui le rend sous-équipé pour fonctionner dans la société québécoise basée sur l'écrit. Alors comment accompagner leur jeune là-dedans ? À cela s'ajoute le fait qu'ils travaillent beaucoup

et par conséquent ils ne sont pas présents pour surveiller leurs enfants. Ils n'arriveraient pas à actualiser les valeurs de leur pays d'origine dans l'immigration. Ce qui donnerait lieu à une confrontation entre les jeunes et leurs parents : confrontation des valeurs et problèmes de communication. La conséquence, c'est que les parents se sentiraient disqualifiés, incapables d'éduquer leurs enfants. Ils auraient l'impression de faillir dans leur tâche d'éducateur (échec social). Certains finiraient par s'en laver les mains et c'est justement quand il y a un lâché prise que la délinquance juvénile peut surgir.

L'influence du rêve américain dans l'immigration semble jouer aussi son rôle. Comme ils ont quitté leur pays où la vie était très difficile, ils s'imagineraient que la vie dans le pays d'accueil sera idyllique et que le développement, l'éducation, la réussite se feront tout seul. Quand aux jeunes, n'ayant plus de modèle adéquat à la maison, ils auraient tendance à chercher ailleurs un modèle, par exemple, à la télévision avec le modèle afro-américain. Cette réalité ne serait pas exclusive à St-François, cependant le quartier commencerait à être touché, d'où le fait qu'il faut faire quelque chose selon ces participants³⁸.

À cette situation décrite, ces participants expliquent qu'avant, St-François ne connaissait pas ce genre de problèmes avec leurs jeunes. Cependant avec le meurtre du jeune noir Jean-Paul Rodney devant son domicile à St-François en septembre 2003 et l'augmentation des attroupements, les gens se sont mis à se poser des questions. Toutes sortes de mythes ont commencé à circuler. Maintenant, les parents noirs se questionnent plus et questionnent plus leurs enfants. Cependant, comme ils ne sont pas outillés, ils n'arriveraient pas à grands résultats et à faire face à la montée du phénomène d'identification aux gangs.

5.2.5 Théorie de la pomme pourrie

Les adolescents noirs, en reprochant aux adultes blancs de voir, par méconnaissance, la communauté noire comme homogène, trouvent qu'ils ont tendance à tous les mettre dans le même panier négatif : c'est la théorie de la pomme pourrie. Cependant, ce regret n'apparaît pas pour les mêmes raisons selon le groupe de discussion.

En effet, pour certains adultes blancs, si une personne est animée par de mauvaises intentions, comme faire du mal, elle le fera quel que soit son origine ethnique. Cependant, quand à ce « fait » s'ajoute l'appartenance à une minorité visible dans le quartier, cela crée, selon eux, une solidarité entre les jeunes noirs qui peut devenir préjudiciable. Tel est le cas, quand c'est « une pomme pourrie » qui prend le leadership du groupe. Les autres se mettent à suivre ce leader négatif. Cela peut engendrer à un tas de dérives inacceptables dans le quartier. Bien qu'ils finissent par exprimer le fait que cela ne soit pas exclusif aux jeunes noirs, certains ont l'air de penser que ces

³⁸ Ils tiennent cependant à souligner que ce ne sont pas toutes les familles noires ou défavorisées ou encore ayant des difficultés qui rentrent dans ce pattern décrit ci-dessus.

jeunes se montrent plus perméables à la mauvaise influence. Les jeunes souvent ciblés ont de 8 ans jusqu'au début de la vingtaine. Les plus jeunes voulant se prouver comme les plus vieux, ils suivraient le même chemin. Un certain déterminisme semble accolé à ces jeunes de la part de ces participants.

Les adultes noirs partagent en partie le point de vue des adultes blancs, dans le sens où, selon eux, il y a effectivement dans le quartier certains jeunes noirs qui seraient « des pommes pourries ». Si la population laisse faire ces dernières, elles vont amener une vraie gang de rue dans le quartier. Rappelons que selon ces participants, St-François serait un terreau fertile où la graine aurait commencé à germer. Par terreau fertile, ils entendent l'attraction et la valorisation des jeunes noirs vis-à-vis du phénomène de gang de rue. Comme de fait, certains jeunes peuvent se faire influencer par des « amis » négatifs. Selon eux, cela a été le cas dans l'affaire Rodney.

Une certaine migration de gens de Montréal se fait dans le quartier. Rodney et sa famille était l'une d'elles. Il venait de St-Michel. Selon un des participants, ce serait lui qui aurait amené le problème des gangs dans le quartier en s'affichant ouvertement. Rodney jouait le caïd, il parlait fort. Certains des participants ont entendu les jeunes de 10-12 ans dire de lui qu'il était « cool », qu'ils le respectaient. Il aurait influencé les jeunes du quartier. Les participants ont l'impression que c'est avec sa venue que la graine a commencé à germer en donnant envie aux jeunes de poursuivre « ce jeu ».

Sans dresser un portrait catastrophique, il ne faut pas oublier que St-François communique avec d'autres quartiers dont Montréal Nord et St-Michel, quartiers connus pour ses gangs de rue rivales. Ainsi, certains participants pensent que la mauvaise graine peut revenir sous la forme de quelqu'un d'autre. D'autant plus que St-François a la réputation d'un quartier calme où l'accession à la propriété est encore abordable. Ceci peut donner l'envie à des familles d'y emménager. Selon eux, il ne faut pas s'inquiéter outre mesure, mais prendre en considération ce phénomène de mobilité de Montréal vers St-François et par conséquent de la possibilité de la venue d'un autre jeune qui voudrait s'afficher comme membre de gang de rue. Ceci aura forcément un impact sur les jeunes du quartier.

Les enfants aussi abordent à leur façon la théorie de la pomme pourrie. Un des jeunes garçons s'est questionné sur le fait d'être ou non raciste. Avant sa réflexion, il se disait raciste envers les Noirs qu'il connaissait depuis sa naissance. Cependant, un jour il s'est posé la question du bien fondé de son racisme. Il en a conclu qu'il n'avait pas à l'être, compte tenu qu'il était faux de croire que ce sont seulement les Noirs qui sont des meurtriers. Il en veut pour preuve que le plus grand terroriste est un Arabe (Oussama Ben Laden). Depuis ce jour, il déclare ne plus être raciste et appelle à la tolérance envers les Noirs qui viennent s'installer pour leur sécurité au Québec ou dans le quartier.

5.2.6 Cloisonnement social

Selon les jeunes noirs, ce climat social cloisonné et plein de préjugés rend les relations plus compliquées, à partir du moment où les gens du quartier « se mélangent ». À contrario, s'ils restent entre personnes de même culture, ils disent ne pas avoir de problèmes. La St-Jean Baptiste semble être un de ces moments de mixité. L'un des adolescents s'est déjà fait dire qu'il n'avait rien à faire à cette fête parce que c'était la fête des Québécois.

Bien qu'ils soient nés au Québec, la plupart se déclarent « 100 % Haïtiens » et non Québécois. Ils se déclarent vivre selon la culture haïtienne, la culture québécoise n'ayant pas de place dans leur vie. Ceci n'est pas paradoxal, dans le sens où il peut être normal de vouloir renforcer leur appartenance ethnique à partir du moment où ils sentent rejetés. Un seul de ces participants s'est déclaré Québécois à part entière. Dans le même esprit, il y aurait un problème d'intégration identitaire chez les jeunes noirs. Selon les adultes noirs, ces derniers auraient du mal à trouver leur place dans la société québécoise et donc dans le quartier. Ils n'arrivaient pas à s'identifier en tant que citoyen à part entière. Bien qu'il y ait une responsabilité incontestable des pouvoirs publics dans cet état de fait, un certain nombre se disent qu'il y aurait aussi une responsabilité parentale, comme nous l'avons vu un peu plus haut.

Les adultes noirs remarquent « ce cloisonnement social » entre les deux communautés s'ils comparent la fête du drapeau haïtien³⁹ et celle de la St-Jean Baptiste. Selon eux, à cette dernière, toutes les nationalités participent. Eux-mêmes (du moins pour les jeunes adultes) se sentant Québécois, ils veulent participer au 24 juin. Cependant, la réalité à la fête du drapeau haïtien semblerait tout autre. Le pas vers les Haïtiens ne se ferait pas.

Un autre problème vient se greffer à celui-ci, c'est l'intégration défailante entre les jeunes de différentes origines ethniques. Malgré un climat social jugé bon, ils avouent qu'il y a un « manque d'intégration » des jeunes entre eux et plus particulièrement des jeunes noirs. Pour eux, il est normal qu'à l'adolescence les jeunes s'associent entre eux, à partir de leur origine ethnique, de leur culture et à travers un sport. L'impact logique est donc une augmentation des attroupements, toutefois pour une question d'appartenance et non de dessein criminel. Les jeunes se rassemblent en fonction de leur besoin d'appartenance. Le besoin n'étant pas le même selon l'origine ethnique, ils ne se mélangent pas entre eux. Donc, nous nous retrouvons avec des groupes de jeunes noirs et des groupes de jeunes blancs.

Du « travail civique » devrait être fait dans l'interaction entre les jeunes des différents groupes. Le repli sur soi des jeunes noirs serait, entre autres, la cause du cloisonnement social. De l'autre côté (celui des jeunes et des adultes blancs), ce serait un manque d'intérêt, doublé d'une certaine crainte de la différence.

³⁹ Cette fête n'est plus célébrée depuis quelques années.

La multiethnicité dans le quartier a donc un impact. Tous les problèmes vécus par les jeunes et les adultes blancs seraient avec des adolescents de d'autres origines ethniques. À ce qu'il paraît, quand il se passe quelque chose dans le quartier, cela implique toujours des Noirs. Devant « cet état de fait », les jeunes n'auraient pas besoins de leurs parents pour apprendre par eux-mêmes les préjugés. Ainsi, si un adolescent a tel comportement, le jeune blanc va se l'expliquer par l'origine ethnique de l'autre jeune. Cela donnerait l'équation suivante : Noir = « plus tannant ». Les jeunes blancs seraient donc confrontés systématiquement au fait que les problèmes dont ils sont témoins ou victimes, impliqueraient toujours des Noirs. D'ailleurs, « c'est des Noirs qui mènent à St-François » disent certains adultes blancs, parce que la réalité dans le quartier est haïtienne en terme de représentation ethnique. S'ils vivaient à Chomedey par exemple, ils disent que ce serait différent en ce qui concerne cette représentation ethnique. Ils seraient « confrontés » à d'autres minorités ethniques.

Certains participants adultes blancs trouvent que cette situation entre les jeunes de différentes origines ethniques amène une discrimination dans le traitement des comportements répréhensibles. Autrement dit, les jeunes noirs seraient plus facilement pardonnés que les jeunes blancs (« versus nous »). Cela commence à l'école. Ils considèrent que les adolescents noirs ne sont pas assez punis à l'école versus un jeune blanc qui ferait la même gaffe. Pour appuyer leur point de vue, nous comprenons qu'ils font référence aux arrestations « Printemps 2001 » dans les rangs des Hell's angels. Ils en concluent qu'un jeune blanc qui s'affilierait à ce groupe de motards aura plus de chance de se faire arrêter, au contraire des jeunes de gangs de rue. Même si certains trouvent que tous les Noirs sont effectivement mis dans le même paquet, ce n'est pas normal qu'il y ait une injustice face à la répression Noirs/Blancs. Il est à souligner que ce point de vue n'a pas fait l'unanimité.

Malgré ce portrait, tout n'est pas si négatif que l'on peut le penser. Le constat sur le quartier est qu'effectivement les communautés sont relativement repliées sur elles-mêmes. En même temps, nous rappellent certains, les groupes existeront toujours, parce que c'est un phénomène humain. Malgré ce repli sur soi, il y aurait quand même une petite amélioration dans certains secteurs, comme l'embauche des jeunes adultes noirs dans le quartier depuis un an ou deux. Même si ce sont des emplois précaires et que la représentation de la diversité n'est pas énorme, cela commence tout de même. Selon les adultes noirs, c'est un symptôme qui témoigne d'un peu d'ouverture envers leur communauté. Cela permet à ces gens de se sentir plus reconnus et d'avoir des relations plus harmonieuses et bienveillantes avec les autres. Une qualité de vie agréable dans le quartier passe par l'acceptation, par la majorité blanche, de l'autre dans son existence, car ils vivent dans un espace civique commun.

Des comportements harmonieux, il y en aurait quand même comme le racontent certains enfants. Quand les parents d'une jeune noire née au Québec se sont installés dans le quartier, ils avaient un voisin haïtien. Le besoin d'être entouré de gens qui ont vécu les mêmes choses et qui partagent la même culture est tout à fait normal et important. Cependant, quand un nouveau voisin

blanc et sa famille sont arrivés, ils ont été accueillis par toute sa famille, sans égard à la couleur de peau.

5.3 Les relations entre les jeunes de différentes origines ethniques

Nous venons de voir comment les adultes perçoivent les relations entre les jeunes et de façon générale, comment ce vit la multiethnicité dans le quartier. Nous allons maintenant voir la vision des jeunes sur cette dimension.

Ainsi, comme nous l'avons vu, il y aurait un certain manque de comportements pacifiques entre les gens du quartier, empêchant de créer des relations harmonieuses entre les Blancs et les Noirs et empêchant un rapprochement entre les cultures. « Ce problème » de cloisonnement social entre les deux communautés a l'air de prendre le plus d'acuité dans les relations entre les jeunes des deux communautés.

Pour les adolescents noirs, ils estiment s'entendre avec tous les jeunes quel que soit leur origine ethnique. Ce serait les Blancs qui auraient un problème avec eux et non l'inverse. Cela n'a pas l'air d'être partagé par les adolescents blancs. En effet, ces derniers trouvent que le « mélange » des communautés dans le quartier « ne marche pas ». « Tout le monde le dit », Laval est « un ghetto », c'est-à-dire un quartier de Noirs et de gangs de rue. Selon certains, dans un futur proche, St-François va devenir pire que Montréal Nord avec, entre autres, l'arrivée du pont de la 25. Le quartier ne sera plus le lieu des jeunes blancs, c'est-à-dire que quand tous les Noirs vont se mettre ensemble, qu'ils vont prendre le contrôle, et les Blancs n'auront plus le choix que de partir. Ils trouvent que cela commence déjà à être le cas. Nous constatons un glissement vers un scénario, qui a tout l'air, d'être apocalyptique. Paradoxalement, cela n'empêche pas certains d'avoir des amis noirs.

Selon ces jeunes blancs, la mixité pourrait cependant marcher si les Noirs n'étaient pas racistes. Les Noirs les accuseraient d'être racistes, mais dans le fond ce serait eux qui le seraient. Dans la tête de ces jeunes, ne pas être raciste veut dire pouvoir parler à n'importe quel Noir. Le racisme des Noirs se manifesterait par un manque de respect à leur égard, surtout envers les jeunes filles qu'ils auraient tendance à considérer comme des objets. Selon eux, la cause de ce « racisme » serait le passé esclavagiste. Pour ces adolescents, aujourd'hui les Noirs leur renvoient l'ascenseur afin de se venger, alors que la faute de ce passé incombe à leurs ancêtres et non à eux. Ils considèrent qu'ils n'ont pas à payer pour les erreurs de leurs aïeux. Bien qu'ils soulignent que les Noirs ne se comportent pas tous de cette façon, cela resterait cependant des exceptions, car la plupart le feraient. De plus, bien qu'ils mettent beaucoup d'emphasis sur les jeunes noirs, ils reconnaissent que certains Blancs se comportent de la même façon. Ils seraient cependant minoritaires, c'est-à-dire inversement proportionnelle aux Noirs finalement.

Le racisme des jeunes noirs (garçons comme filles) s'exprimerait aussi dans le fait qu'ils n'iront pas embêter une fille ou un garçon de la même origine ethnique qu'eux, pour une question de

solidarité et de respect. Par contre, si celle-ci est blanche, elles (surtout les jeunes filles noires envers les jeunes filles blanches) vont s'en donner à cœur joie. Ces dernières seraient perçues comme plus méchantes que les garçons. Leurs insultes sont jugées plus blessantes et leur jugement plus sévère.

Ces adolescents blancs trouvent qu'ils se font écoeurer à cause de leur différence parce qu'ils n'agissent pas comme eux, ne parlent pas comme eux et n'ont pas la même couleur. Les insultent fuseraient en français et en créole. Cela met finalement une distance de plus entre les deux groupes, parce que pas tous les jeunes blancs connaissent le créole ou du moins les gros mots. Seules exceptions à cette discrimination: les jeunes blancs qui se prennent pour des Noirs, c'est-à-dire qu'ils se tiennent avec des Noirs, parlent comme eux, s'habillent comme eux, se comportent comme eux. Ces derniers seront respectés par les jeunes noirs. Ce point est soulevé aussi par les enfants noirs et blancs qui semblent trouver aberrant qu'un Blanc essaye de se prendre pour un Noir. On peut effectivement se demander s'il n'y aurait pas aussi des jeunes blancs qui s'identifieraient au phénomène des gangs de rue. En admettant l'hypothèse, il ne serait pas étonnant que leurs attitudes et leurs comportements tendent à ressembler à ceux de jeunes noirs qui s'identifieraient eux-mêmes à ce phénomène.

Il y a un facteur qui paraît bien important dans le type de relations que tous ces jeunes entretiennent ensemble : c'est le fait d'être seul ou en groupe. Cela semble faire la différence dans les attitudes et les comportements chez les jeunes noirs et ceux qui se prennent pour des Noirs. Individuellement, ils sont considérés « gentils » et « sympas », surtout à l'école. Mais dès qu'ils se retrouvent en groupe, dans les rues du quartier, ils ne sont plus les mêmes : ils ne les connaissent plus, à peine s'ils leur disent bonjour. Selon les enfants, c'est en groupe qu'ils deviennent dangereux. Ils deviendraient « chiens » (comprendre méchant) et se mettraient à considérer les filles comme des objets. La raison avancée réside peut-être dans le fait qu'ils auraient honte de montrer qu'ils connaissent des Blanches ou des Blanches jugées pas très jolies. « L'effet gang » se retrouverait aussi chez les jeunes blancs, sauf que pour le savoir, la question a du être posée.

Selon ces adolescents, il y a quand même des avantages à connaître des jeunes noirs. Le premier avantage est d'être capable de comprendre quand ils parlent en créole ou du moins quand ils insultent en créole. Ceux qui n'ont pas d'amis noirs, ne peuvent pas comprendre, ce qui les désavantage. Des fois, le fait de parler créole et de le comprendre peut créer, le temps d'un moment, une connivence entre les jeunes blancs et noirs, lorsqu'il s'agit de se mettre sur le dos d'un professeur par exemple. Le deuxième avantage est que cela représente un moyen d'autodéfense pour les filles. Plus elles en connaissent, plus elles ont l'impression de se protéger contre les ennuis. Elles ont donc deux types de relations : les connaissances et les vrais amis.

Un autre danger qui se présenterait dans les relations entre les filles et les garçons, c'est quand ces derniers consomment de la drogue ou de l'alcool. En soi, cela ne dérangerait pas les filles, si leurs comportements ne changeaient pas une fois intoxiqué. Déjà qu'elles trouvent certains de leurs comportements bizarres, cela ne s'arrangerait pas avec la prise de drogue. Ils se mettraient à leur

manquer complètement de respect. Ce genre de comportement est encore une fois très associé aux jeunes noirs. Ces groupes prendraient les filles pour des « prostituées », « des objets sexuels ». Leur stratégie serait de les recruter pour de la prostitution.

Il faut se montrer très vigilant et questionner régulièrement pour s'apercevoir que les jeunes blancs ne sont pas exempts de comportements dérangeants. Nous constatons cependant que pour les jeunes blancs, cela est toujours décrit comme des comportements minoritaires, à l'inverse pour les jeunes noirs, il s'agirait plutôt de comportements majoritaires.

La réalité a l'air bien différente pour les garçons blancs. Selon eux, ils n'ont pas de problème avec leurs confrères noirs, car ils ne se côtoieraient pas vraiment. De toute façon, ils déclarent être moins intéressants que les filles.

De plus, ce n'est pas parce que l'on partage la même origine ethnique qu'on ne peut avoir peur « des siens ». Une jeune noire raconte ne plus passer par une rue du quartier, à cause de la présence de Noirs et de Blancs qui se prennent pour des Noirs. Cela lui fait peur à cause des transactions de drogue. Une autre fois, des enfants noirs et blancs du primaire, en sortant de la maison des jeunes, se sont fait harceler par un groupe de trois adolescents noirs. Une jeune noire explique que maintenant elle a peur des noirs de 16 ans et plus, à cause des « actes » qu'ils font. Un des enfants fait remarquer que si on se met à avoir peur des gens de sa propre origine, c'est qu'il y a un problème qui devient préoccupant.

Pour finir, nous remarquons que pour les adolescents blancs, les problèmes commencent avec les plus jeunes, qui tenteraient de leur ressembler, évidemment, dans les mauvais côtés. Par contre, pour les enfants du primaire (ceux justement visés par les adolescents), ce serait les plus jeunes qu'eux qui seraient les plus tannants et qui influenceraient négativement les autres.

Faits saillants de la partie II

Deux problèmes majeurs à St-François ont été soulevés : l'attroupement et/ou gangs de rue de jeunes noirs et celui du climat social.

Attroupements/gangs de rue

79 % des adultes, 82,1 % des adolescents et 73,9 % des enfants trouvent que le flânage est une réalité de « beaucoup » à « moyennement » présente à St-François. 73 % des adultes, estiment que le flânage des jeunes a augmenté depuis qu'ils vivent dans le quartier.

74,5 % des adultes, 79,4 % des adolescents et 62,7 % des enfants trouvent que les rassemblements sont de « très » à « assez » présents dans le quartier.

L'attroupement de jeunes fait peur, surtout quand il s'agit de jeunes noirs. Certains en concluent que de tous temps, les attroupements de jeunes ont toujours fait peur, parce que l'imagination collective leur attribue des intentions malveillantes, alors que ce n'est pas forcément le cas.

Selon les adultes, les adolescents et les enfants, le problème du flânage et/ou de gang de rue/attroupements engendrerait la commission d'actes criminels ou de gestes indésirables.

Il y a quatre types de gangs : les « fresh » qui rassembleraient plutôt des jeunes noirs et les « skateurs » (comme son nom l'indique font du skateboard), qui, quant à eux, seraient plutôt composés de jeunes blancs. Il y aurait aussi « la gang d'amis » qui se tiennent ensemble et « la gang de rue ». Cette dernière se différencierait négativement dans le but poursuivi et les actes posés.

Il y a un glissement de sens qui se fait dans les perceptions de beaucoup de personnes : un attroupement de jeunes noirs devient presque automatiquement une gang de rue dans la tête des gens.

Selon des adultes noirs, ce glissement de sens serait normal à cause de l'identification des jeunes noirs au phénomène des gangs de rue.

Malgré cette forte tendance à l'identification aux gangs de rue, il semblerait que les « vraies » gangs de rue ne seraient pas encore présentes en tant que telles à St-François. Toutefois, le terreau serait fertile.

La définition d'une gang de rue selon les sondés et les participants serait un groupe structuré, organisé et armé d'adolescents le plus souvent, commettant des activités criminelles et affichant des comportements délinquants ou inadéquats. L'objectif poursuivi est la recherche d'un gain collectif généralement illicite dans le but de faire de l'argent facilement. Ils s'affichent avec des bandeaux de couleur et s'habillent de la même façon selon la couleur de leur affiliation. Ils valorisent les mêmes valeurs et intérêts communs. La gang viendrait combler un besoin socio-affectif. Les membres d'une gang de rue appartiendraient souvent à la même origine ethnique. Les Noirs et les Latino-américains seraient la représentation la plus populaire.

70,3 % des adultes, 73,6 % des adolescents et 64,5 % des enfants pensent que les gangs de rue sont de « très » à « assez » présentes dans le quartier. Le mot « gang de rue » fait peur aux résidants du quartier. La plupart ont peur d'être victime de ces gangs ou que leurs enfants le soient, car ces « gangs » engendreraient de la violence dans le quartier.

À St-François, il s'agirait plutôt de la gang de bandeaux mauves : les « Purples ». Cela se voudrait une variante des gangs de rue de Montréal. Ils seraient plutôt proches des « Bloods ».

La théorie de la pomme pourrie (partagée par la majorité quel que soit l'origine ethnique) signifie qu'il y aurait certains jeunes noirs qui seraient « des pommes pourries » à St-François. Si la

population laisse faire ces dernières, elles vont amener une vraie gang de rue dans le quartier, compte tenu du terreau fertile. Selon eux, cela aurait été le cas dans l'affaire Rodney, ce jeune noir qui a été tué en septembre 2003.

Climat social non harmonieux

Les participants expriment le souhait d'une amélioration du climat social, particulièrement entre les deux communautés, noire et blanche, présentes à St-François. Ce climat social cloisonné et plein de préjugés rendrait les relations plus compliquées, à partir du moment où les gens du quartier « se mélangent ». Le constat sur le quartier est qu'effectivement les communautés sont relativement repliées sur elles-mêmes.

Il y a présence de racisme et de préjugés ou d'une peur de l'autre et d'un manque d'intégration dans le quartier, ressentis par les enfants, les adolescents et les jeunes adultes, et ce, quelque soit l'origine ethnique. Cependant, les jeunes noirs se sentent particulièrement une « minorité visible sous surveillance ».

De plus, il y a une tendance et une erreur à voir l'autre communauté comme un groupe homogène et à voir le quartier comme « mono ethnique haïtien ».

Il y aurait un manque d'ouverture de la population blanche du quartier à la différence, qui vivrait l'arrivée de la population noire comme un « drame ». Cet avis est partagé autant par des Blancs que par des Noirs.

Les problèmes se matérialisent plus sur les jeunes noirs que sur les adultes de la même communauté. Même si certains adultes blancs peuvent voir un problème de responsabilité parentale dans le comportement des jeunes noirs.

Les adultes blancs disent regretter d'avoir de la difficulté à rentrer en contact avec les parents des autres cultures.

Selon des adultes noirs, il y aurait une « odeur de catastrophe » dans les relations entre les jeunes noirs et leurs parents. Les parents ne seraient pas équipés (« autre réalité, autre système ») pour faire face, encadrer et soutenir leurs jeunes dans la réalité étrangère à leur culture. Le parent lui-même ferait face à un certain nombre de difficultés dans son intégration, surtout s'il est sous scolarisé dans une société basée sur l'écrit.

Il y aurait un problème d'intégration identitaire chez les jeunes noirs. Selon les adultes noirs, ces derniers auraient du mal à trouver leur place dans la société québécoise et donc dans le quartier. Ils n'arriveraient pas à s'identifier en tant que citoyen à part entière.

En plus de cette difficulté identitaire, il y aurait aussi une intégration défailante entre les jeunes de différentes origines ethniques, engendrant du racisme et/ou de l'ostracisme entre les différents groupes culturels de jeunes.

Partie III. Les conséquences perçues ou vécues

6. Climat de peur

Nous comprenons que la ligne est mince entre un climat social « cloisonné » et un climat de peur. Certains participants considérés crédibles aux yeux des autres soulèvent justement le climat de peur dans lequel la population de St-François vivrait. Cette crédibilité des participants s'appuie sur trois types d'expériences jugées légitimes⁴⁰ : celle basée sur expérimentation directe du quartier à des endroits stratégiques; celle basée sur l'expérimentation « indirecte », dans le sens être le parent d'adolescents qui peuvent avoir vécu de la victimisation; et celle qui repose sur l'expérimentation directe grâce à une implication communautaire dans le quartier.

Encore une fois, avoir des enfants et l'âge de ces derniers sont deux variables qui ont influencé le discours des participants. Être parent leur a apporté une certaine crédibilité, surtout quand les enfants sont adolescents. Ces parents sont perçus et se perçoivent comme mieux informés des réalités du quartier et de celle de la jeunesse. Cela ressemble à une sorte de hiérarchisation entre les parents.

Ainsi, plusieurs facteurs semblent alimenter ce climat de peur : la légitimité accordée au « rapporteur » des informations, le fait d'être confronté indirectement à un acte criminel, la vulnérabilité, les rumeurs et la loi du silence chez les adolescents. Il faut bien comprendre que ces facteurs interagissent entre eux.

6.1 Facteurs contribuant au climat de peur

Ainsi, un premier facteur est donc la légitimité accordée au « rapporteur » de fait. Par exemple, un moniteur au parc prévient les gens qu'il y aurait eu un viol au parc en plein jour. Cela renforce la peur, d'autant plus que cela fait référence à la vulnérabilité d'être de sexe féminin et d'être parent d'une fille : « faites attention à vos filles ». Le moniteur a-t-il réellement été témoin ou ce fait lui a été relaté ? Les adultes semblent toujours connaître quelqu'un qui leur rapporte une histoire de victimisation.

Un autre facteur pouvant entretenir ce climat de peur, est le fait d'être confronté indirectement à un acte criminel, comme par exemple : une rue barrée pour cause de tentative de

⁴⁰ Elles ne sont pas exclusives les unes par rapport aux autres.

meurtre impliquant des Noirs. Tous les ingrédients sont réunis : des enfants seuls chez eux et pris de panique, le soir, événement se passant dans une rue considérée exempt de gangs de rue et impliquant des Noirs. Cela crée un sentiment de peur, car les personnes ont l'impression de ne plus être nulle part à l'abri dans le quartier.

Cependant, trois facteurs semblent ressortir de façon plus marquée : la loi du silence, la vulnérabilité ressentie et l'impact des rumeurs.

6.1.1 Loi de l'omerta à St-François

Un certain nombre de participants adultes ont tendance à penser que les adolescents en savent beaucoup plus (« meilleurs informateurs ») que les adultes sur ce qui se passe dans le quartier. Dans ce contexte, quand la réaction de leurs jeunes à la participation de leurs parents au groupe a été : « si cela se sait, tu vas te faire tuer », bien que leur participation soit volontaire et sans crainte, cela n'a rien pour rassurer les parents sur le quartier, compte tenu de la crédibilité qu'ils accordent à leurs enfants.

Le climat de peur peut se transformer en campagne de peur de la part de certains. Si le jeune est en contact avec des Noirs, « forcément » il va se faire tuer. Voilà ce que peut raconter un aîné à son petit frère voulant jouer au basket-ball.

Bien qu'ils soient vus comme des informateurs de première ligne, les adultes pensent que les adolescents refusent de parler de ce dont ils sont victimes ou témoins par peur de représailles. Selon ces adultes, les jeunes ont l'impression que s'ils parlent, ils vont se faire tuer. Ceci est confirmé par les adolescents blancs. Cela garde ces jeunes dans un climat de peur qui est réel selon eux. St-François étant un petit quartier, tout le monde se connaît et tout finit par se savoir, surtout, à ce qu'il paraît, entre les Noirs perçus comme « une grosse famille ». Ainsi, les agresseurs finiraient toujours par savoir que la victime a parlé.

Les jeunes ne dénonceraient pas les actes dont ils sont victimes ou peut-être même témoins, car ils auraient peur aussi des réactions des gens ou encore qu'on ne les croit pas. Selon certains adolescents, les parents aussi peuvent être soumis à ce silence pour les mêmes raisons. Une mère d'un ami aurait rapporté que son fils aurait été victime de taxage et qu'il se serait fait agresser le soir en revenant chez lui. La réaction de cette mère aurait été qu'elle ne voulait pas que cela se sache à cause de potentielles représailles envers son fils.

Un seul exemple de représailles semble suffire pour accréditer cette thèse dans la tête des personnes. D'ailleurs, les exemples ne manquent pas, comme celui d'un jeune adulte qui aurait été victime, suite à une tentative d'intervention pour séparer des jeunes qui se battaient. Quelques mois plus tard, il se serait fait poignardé non mortellement par deux jeunes du quartier, impliqués dans la

bagarre. Des histoires comme celle-ci, en circulant, doivent renforcer cette peur des représailles. De plus, cela laisse la porte ouverte à l'interprétation des parents qui doivent deviner ce qui se passe, puisque leurs jeunes ne leur parlent pas ou peu. Par contre, entre eux, les jeunes se parleraient beaucoup plus ouvertement, toutefois sans jamais dénoncer.

Quand les filles blanches subissent les moqueries de jeunes filles noires, c'est comme avec les garçons, elles pensent qu'elles ne peuvent rien dire au risque de devenir le bouc émissaire du groupe. Beaucoup d'impuissance est donc ressentie, en plus de laisser la porte ouverte à une surenchère de comportements méchants.

6.1.2 Vulnérabilité

Le sentiment de vulnérabilité ressentie joue un grand rôle dans le sentiment d'insécurité et le climat de peur.

Cette vulnérabilité peut prendre plusieurs formes : Être une femme ou une jeune fille seule, une personne du troisième âge, un enfant du primaire versus un adolescent, un adolescent versus un adulte, avoir des enfants, être blanc (enfant ou adulte) face aux Noirs, sont toutes des formes de vulnérabilité qui sont ressorties dans le discours des sondés et des participants. Sur le dernier point cependant, la vulnérabilité n'est pas forcément exclusive aux personnes blanches, certaines victimes peuvent être noires. L'isolement peut être aussi un facteur de vulnérabilité. Ainsi, le fait de connaître ses voisins peut être un bon moyen pour limiter le sentiment de vulnérabilité, l'entraide et la solidarité étant rassurantes.

Ainsi, les jeunes filles blanches s'estiment plus vulnérables que les garçons, à cause de leur sexe (point de vue partagé par les garçons du groupe). Ils semblent tous penser que ce sont les filles qui sont le plus victimes dans le quartier. Ceci doit renforcer le sentiment de vulnérabilité des filles. Être une fille dans le quartier veut dire pour ces jeunes participantes, qu'elles ne peuvent se promener dans le quartier sans se faire accoster ou embêter. Elles ne peuvent et ne veulent pas marcher seule le soir, et ce, parce qu'elles disent que c'est dangereux pour elles.

De plus, les adolescents sont perçus comme plus vulnérables que les jeunes adultes. Cela peut s'expliquer par un investissement différent du quartier. Les jeunes adultes auraient des emplois à l'extérieur du quartier, des cours du soir, etc. Ils se sentiraient moins vulnérables. Cela ne veut pas dire qu'un jeune adulte qui se retrouve plus souvent à fréquenter le quartier, ne ressentira pas autant de peur qu'un adolescent.

Cependant, la vulnérabilité peut être en quelque sorte « indirecte ». Nous nous expliquons : ceux qui n'ont pas d'enfants ou dont les enfants sont adultes semblent se sentir moins vulnérables. Pourtant cela ne veut pas dire qu'ils n'ont pas déjà été victimes d'un acte dans le quartier. Avoir des

enfants semble aller de pair avec une certaine implication dans le quartier ou tout au moins, une plus grande fréquentation de ce dernier. Ainsi, la variable « âge des enfants » semble importante dans la vulnérabilité ressentie. Quand les enfants sont plus petits, certains parents ont l'impression de ne rien voir, ou tout du moins, moins de choses que lorsque leurs enfants s'approchent de l'adolescence. Comme les jeunes sortent plus à l'adolescence, ils côtoient plus de monde et ils rapportent donc plus d'histoires à la maison. Les jeunes semblent vraiment le vecteur des informations.

De plus, le sentiment de vulnérabilité, quel que soit la forme sous laquelle il s'exprime, semble plus intense de soir que de jour. Comme nous l'avons vu, la réalité est vécue différemment selon le moment de la journée. De jour, l'espace social est occupé, ce qui est rassurant. Par contre, de soir, les rues se vident : les gens se retirent de l'espace social. Ce que nous appelons « l'imaginaire collectif » se met en marche : le soir, tout le monde ressent plus de danger. D'ailleurs, les parents disent ne pas avoir peur pour leurs enfants de jour. Ceci peut sembler étonnant quand l'on constate qu'il semblerait que ce soit de jour que les jeunes sont le plus victimes, et ce, lors du retour de l'école.

6.1.3 L'impact des rumeurs

Les rumeurs jouent aussi leur rôle dans l'entretien du sentiment d'insécurité et du climat de peur. Surtout que pour la plupart de ces dernières, les gens ne savent pas si elles sont fondées.

Un « fait » qui circule et qui, selon nous, perpétue ce climat de peur, est la rumeur diffusée par les jeunes voulant que les groupes de jeunes noirs feraient des attaques armées. Est-ce que tout jeune noir est armé ? Cela n'est pas prouvé. Cependant, le fait d'associer « jeunes noirs » et « armes » ensemble, perpétue ce climat de peur et le renforce même auprès de ceux qui ne sont pas témoin, et ce, surtout quand « l'information » vient d'une personne qui leur affirme avoir vu des jeunes avec des couteaux.

Voici un exemple de comment la rumeur devient par la confrontation à des faits similaires intégrée par des personnes⁴¹. Au début, la personne entend « beaucoup parler » de problèmes (rumeurs) mais sans y être confrontée. Elle peut « les voir dans l'autobus » (comprendre les jeunes noirs en groupe), sans savoir qui ils sont (la peur n'est pas encore présente). Cependant, un jour la personne a l'impression que les rumeurs rejoignent la réalité. Elle se retrouve confrontée à des « faits » faisant partie des rumeurs, comme par exemple la présence de jeunes noirs avec des comportements qui la mettent mal à l'aise. La peur ou la méfiance s'insinue petit à petit. Elle se met à ressentir un sentiment de vulnérabilité : cela peut être parce qu'elle est une fille, seule, le soir tard, au parc. Plus il se fait tard, plus l'insécurité se ressent. Tous les ingrédients sont réunis pour que la peur apparaisse et que la rumeur s'insinue comme une réalité dans la tête de la personne. À ce moment là, se sentant vulnérable, il y a tentative ou mise en place de moyens de protection ou d'évitement.

⁴¹ Ce résumé se base sur une histoire vécue par une personne ayant participé à la recherche. Le but de cette description n'est pas de nier qu'il n'y a rien qui se passe dans le quartier, seulement de montrer ce que peut faire une rumeur.

Selon certaines jeunes filles blanches, la rumeur se crée parce que certains jeunes vont se vanter d'avoir fait telle chose à une fille. Le fait de croire connaître la potentielle victime dans ses « habitudes » semble permettre d'accréditer ou de réfuter la rumeur. Par exemple : un garçon peut se vanter d'avoir forcé une fille à avoir des rapports sexuels, alors que la fille serait connue pour être consentante. Les réputations et le fait connaître la personne concernée semble influencer de manière importante la façon dont les jeunes interprètent la réalité.

Cependant, la rumeur peut survenir autrement. En effet, la fermeture du passage sur la Montée du Moulin a entraîné la rumeur voulant qu'une fille s'était fait poignarder. Les adolescents ne savent pas si c'est vrai. Cependant ils se disent que le fait est là : s'il a été fermé, c'est qu'il s'est forcément passé quelque chose. Encore une fois, les ingrédients sont réunis : une fille, poignardée, dans un passage (endroit plus caché). Toujours sur la fermeture du passage, une autre rumeur entendue récemment par des jeunes participants, serait que la passerelle aurait été fermée car il y aurait eu beaucoup de viols. Une autre adolescente renchérit en déclarant que c'était une fille qui revenait avec son épicerie qui se serait fait violée et poignardée. Il semblerait que toutes les rumeurs aient été fusionnées en une. Comme ils ne savent pas pourquoi le passage a été fermé ou peut-être n'ont-ils pas retenu l'information, ils imaginent toute sorte de chose et bien sûr, dans ce cas là, le pire.

La vulnérabilité associée à la rumeur ne semble pas faire bon ménage pour un sentiment de sécurité. Cela crée la peur. Ce sentiment est amplifié quand des rumeurs circulent sur la personne fautive ou sur la commission d'actes précis. Par exemple, si des jeunes filles se font harceler par un jeune homme sur lequel circulent des rumeurs dont elles ne savent pas trop les raisons, elles en concluent quand même qu'il doit être un agresseur sexuel. Du coup, des fois, elles ont l'impression de se faire suivre alors que ce n'est pas le cas.

Certains événements racontés sont toutefois des victimisations réelles. Cependant, il est très difficile de faire la part des choses concernant certains autres événements. Selon la lecture que l'on en fait, nous pouvons arriver à des interprétations bien différentes pour un même événement.

Les trois exemples suivants viennent illustrer ce point. Ils sont basés sur des histoires vécues.

Un participant s'est fait abîmer son abri tempo par des jeunes noirs. Les jeunes noirs n'en voulaient pas au propriétaire. C'était un incident involontaire survenu en s'amusant dans la rue. Il n'y avait pas d'intention malveillante. Voici comment le propriétaire de l'abri tempo a interprété la situation. Il aurait pu très bien au contraire l'interpréter autrement avec tout ce qui se dit dans le quartier à propos des jeunes de la communauté haïtienne.

Le deuxième exemple porte sur les « gangs » dans le parc du Moulin. Pour beaucoup, le problème au parc du Moulin sont les gangs qui s'y rassemblent surtout après 22h. Comme ces jeunes se tiennent en « motton » dans des endroits plutôt sombres, les personnes ne voient pas ce qu'ils font. Cela semble interprété comme un manque de transparence de leur part. Du coup, ils se font qualifier

de « sournois ». Nous ne savons pas ce que faisaient ces jeunes, il se peut effectivement que cela soit illicite. Mais l'interprétation survient sans avoir été vérifiée⁴². Il n'y a pas que leur présence qui dérange, mais aussi leurs attitudes et leurs comportements, du moins ce que la personne imagine comme comportements car elle ne voit pas vraiment. De plus, elle vit un sentiment d'impuissance dû à sa vulnérabilité ressentie : elle ne peut aller voir ce qui se passe car elle est une femme seule face à un groupe. Le nombre fait en sorte que finalement les jeunes peuvent faire ce qu'ils veulent, et ce, quel que soit ce qu'ils font.

Le troisième exemple repose sur des insultes téléphoniques par des enfants. L'affaire s'est réglée informellement. Cependant, cela a sensiblement créé de l'insécurité chez les parents, surtout parce que cela touchait leur enfant. L'incident aurait du normalement s'arrêter là. Cependant, il semblerait que l'ambiance de rumeurs crée une inquiétude qui fait en sorte que les gens finissent par se faire des peurs. Ainsi, il y a eu un autre événement survenu quelque temps après avec le même enfant. Ce qui ressemble à une banalité entre deux enfants est réinterprété dans un contexte de taxage. Les parents ne savent plus à quoi se fier pour interpréter au mieux les événements. Alors que le parent se questionnait encore lors du groupe de discussion, il s'est fait confirmer qu'il s'agissait de taxage par plusieurs participants, dont l'un d'eux a un fils qui avait été victime de taxage et de harcèlement au primaire.

Plus souvent qu'autrement, les participants au groupe ont entendu plus de rumeurs qu'ils n'ont été témoins ou victimes d'événement. Ainsi, bien qu'il ne soit pas témoin de situation, un participant affirme s'être aperçu qu'« il y a beaucoup de choses qui ne vont pas à St-François ». Un autre déclare être rarement témoin de violence, par contre, il entend beaucoup plus parler de violence faite aux jeunes sous forme d'histoires racontées.

Cela finit par avoir un impact sur la qualité de vie dans le quartier. Plusieurs disent vivre très bien dans le quartier, hormis les attroupements de jeunes. Ils ont l'impression de pouvoir faire ce qu'ils veulent sans sentir d'insécurité, sauf lorsqu'il y a des attroupements de jeunes. Leur inquiétude sécuritaire semble donc sporadique. Cependant, là où le stress apparaît venant diminuer la qualité de vie, c'est quand ils entendent toute une série d'histoires qui seraient arrivées dans le quartier. Cela amène le doute et cela crée une inquiétude qu'ils n'avaient peut être pas avant.

Une autre rumeur qui circule depuis le retour des beaux jours, c'est qu'en ce moment, ce serait la période de recrutement pour les gangs de rue, en même temps que Montréal Nord et Longueuil. Ce qui sous-entend que ce moment serait plus propice à la violence des gangs : les jeunes s'attaqueraient à n'importe qui et feraient n'importe quoi pour faire leurs preuves. Par exemple : la prise de possession de la Montée du Moulin par des jeunes noirs la semaine précédent le groupe. C'était le soir vers 20h. Les participants se demandent si c'était une forme d'exercices pour se prouver en vue d'un recrutement. Cette information sur la période de recrutement viendrait d'un policier. Les participants ne sont pas sûrs de la véracité des informations, mais comme cela vient de la

⁴² Dans ce cas-là, la personne n'était vraiment pas en moyen de le faire.

police, ils ont tendance à le croire. Une personne aurait même été appelée pour se faire prévenir d'être prudente avec ces enfants à cause de la période de recrutement.

Plusieurs expriment le besoin de savoir si toutes ces rumeurs sont fondées. Ne pas savoir semble pire pour eux. D'ailleurs, certains ont participé au groupe de discussion dans l'espoir d'avoir des réponses concrètes sur ces rumeurs. Un décalage apparaît entre la façon dont ils perçoivent le quartier (sur le plan sécuritaire), ce qui circule et ce qu'il s'y passe vraiment. Il y a un besoin de démystification de toutes ces rumeurs. Est-ce un mythe d'avoir peur d'un attroupement de Noirs qui regardent les gens de travers ? Ont-ils peur pour rien ou doivent-ils avoir raison d'avoir peur ? Vrai ou faux que les jeunes sont armés ? Les gangs sont-ils en période de recrutement ? Est-ce que les choses qu'ils ont observé ou dont ils ont été témoins sont des gestes isolés ? On dirait qu'ils préféreraient que tout soit des mythes. Sans réponses, cela laisse la porte ouverte à toute sorte d'interprétations et à un effet d'entraînement, venant renforcer et alimenter le climat de peur. Autrement dit, peur diffuse et peur concrète se côtoient ici.

Même si ces participants ont été majoritairement témoins que victimes (pour ceux qui l'ont été du moins), l'impact négatif finit par se faire sentir sur la vision de ce qui se passe dans le quartier, et évidemment sur la perception de la criminalité.

6.2 La perception de la criminalité

Évidemment, une des conséquences de ces rumeurs se retrouve dans la perception des citoyens vis-à-vis de la criminalité dans le quartier.

Ainsi, une participante raconte qu'il y a quelque temps encore, elle ne croyait pas que la criminalité était présente à St-François. Cependant, avec tous les oui dire et ce qu'elle a entendu lors du groupe, sa perception a changé : maintenant la criminalité est élevée (influence indéniable des autres). Cela lui fait peur et lui donne envie de déménager. Elle ne conçoit pas rester dans un milieu où le soir elle ne pourrait plus sortir. Une autre participante croit qu'il y a effectivement de la criminalité dans le quartier, avec comme justification, qu'il n'y aurait pas sinon de recherche faite sur le sujet.

Cela rejoint ce que pensent les adultes noirs sur les raisons d'être de cette recherche. Selon eux, il y a des inquiétudes chez certains citoyens du quartier par rapport au phénomène des gangs de rue. Inquiétudes renforcées par le fait qu'il s'est passé des événements isolés, mais frappants, comme le meurtre de Rodney en septembre 2003. Par conséquent, plusieurs participants ont des attentes vis-à-vis de la recherche : ils souhaitent qu'elle démêle toute la situation. Ils ressentent le besoin de savoir quelle est réellement la réalité dans le quartier afin de remédier aux problèmes, en passant à l'action. D'autant plus, qu'ils se méfient des jugements hâtifs qui peuvent porter à interprétations confuses et erronées.

Il est à souligner que ces attentes envers la recherche semblent partagées par la plupart des adultes des groupes de discussion, quel que soit leur origine ethnique. Ils veulent qu'elle leur permette de faire la part des choses. Ceci paraît tout à fait normal, compte tenu que les participants étaient forcément motivés par le sujet, sinon, ils n'auraient pas participé.

En général, ceux (les Blancs) qui semblent le plus au courant de ce qui se passent dans le quartier, basent leur point de vue tant sur ce qu'ils ont entendu et vu, sur la victimisation de personnes qu'ils connaissent, ainsi que sur le vandalisme commis dans le quartier. Certains ne changent pas toujours leurs habitudes de vie, mais ils deviennent plus vigilants. Ceci rend ces personnes plus attentives à leur voisinage, à ce qu'il se passe. Ils peuvent réinterpréter ce qu'ils voient comme des signes d'activités pas très légales, ce qui vient renforcer leur sentiment d'insécurité.

En parlant du quartier, certains le trouvent délabré. La cour de l'école l'Escale est décrite comme « dégueulasse » et « détériorée ». La conséquence en serait l'attroupement de jeunes. Bien que cela ne soit pas nouveau selon eux, cela n'aide pas le quartier. Quand dans un quartier, il y a des endroits mal éclairés et délabrés, il y a un effet insidieux à la longue et les gens se sentent moins en sécurité. De plus, selon eux, les politiques d'urbanisme n'auraient rien amélioré en isolant les gens dans leur rue, créant un manque de visibilité : rue ronde et trop longue sans sortie.

Malgré ce point de vue, 73,5 % des adultes, 66,7 % des adolescents et 48,4 % des enfants trouvent que les bâtiments délabrés sont de « peu » à « pas » présents dans le quartier. Côté malpropreté, 68,3 % des adultes, 48,7 % des adolescents et 67 % des enfants ne trouvent pas que la malpropreté dans les rues et les parcs soit un réellement problème.

Les adultes noirs, quant à eux, ne se prononcent pas vraiment sur la criminalité à St-François, mais se questionnent plutôt. Il y a des activités criminelles dans le quartier, mais les participants pensent que ce n'est pas facilement visible. Cependant, ils ne peuvent s'empêcher de se demander si le fait que le quartier soit perçu comme dangereux ne serait pas qu'un mythe diffus, ou serait-ce une réalité relatée par les hebdomadaires locaux ? Ils semblent avoir du mal à répondre à cette question, à cause des intentions que les gens colleraient trop facilement aux attroupements de jeunes noirs. Certains d'entre eux les connaissent ces fameux jeunes qui se rassemblent. Ils n'ont pas l'impression qu'ils soient dangereux, mais ont plus l'impression qu'ils sont victimes de cet affichage. Peut-être que le vieil « adage » qui veut que quand on connaît, cela fait moins peur, prend tout son sens ici.

Cependant, les avis restent très partagés. En effet, 31,7 % des adultes et 61,6 % des adolescents pensent que le niveau de criminalité à St-François est de « très » à « élevé ». Le résultat des adolescents n'est pas étonnant, compte tenu que tout le monde semble s'entendre sur le fait que les adolescents sont les plus victimes dans le quartier. Par contre, le faible résultat des adultes est étonnant, compte tenu de ce qu'ils dénoncent.

Quand on leur demande de comparer le quartier à l'ensemble de Laval, 45,1 % des adultes et 39,5 % des adolescents considèrent que le niveau de criminalité de St-François est à peu près le même que dans le reste de Laval, 22,5 % des adultes et 23,7 % des adolescents qu'il est plus élevé et 20,6 % des adultes et 15,8 % des adolescents qu'il est moins élevé.

6.3 Espace social déserté

Bien que les adultes dénoncent verbalement ce qui se passe selon eux dans le quartier, ils ne semblent pas intervenir quand ils sont témoins d'actes inadéquats.

Ainsi, un certain nombre d'exemples sont rapportés où personne ne serait intervenu, et ce, peu importe le type de gestes. Ils le disent, ils ne veulent pas intervenir personnellement quand ils sont témoins d'actes répréhensibles car ils ont peur de se faire attaquer, surtout s'ils croient que les jeunes sont armés. Nous pouvons avancer sans trop nous tromper que certains doivent ressentir un certain sentiment d'impuissance. Souvent, les participants racontent avoir évité tel groupe, n'avoir rien dit, ou n'être pas intervenu. Des fois, devant l'incompréhension du geste dont ils peuvent être témoins, son apparente gratuité, cela a l'air d'augmenter la peur. Comme s'il n'y avait plus besoin de raison pour s'attaquer à quelque chose ou quelqu'un.

S'ils croient que les adolescents prennent possession d'un endroit pour faire leurs preuves en vue du recrutement de gang ou que telle maison serait habitée par des membres de gang, les gens n'osent rien dire. Ils préfèrent faire un détour, que risquer quoi que se soit. Nous retrouvons les comportements d'évitement⁴³ dont nous parlions plus haut.

Certains participants disent ne plus vouloir de ce « climat de peur ». Ils ont l'impression d'avoir perdu le contrôle de leur quartier et de leurs enfants. Pour certains, l'enjeu est leur propre sécurité et surtout celle des aînés considérés plus vulnérables que les adultes.

Certains pensent que les adultes ont une part de responsabilité dans l'attitude des jeunes. Ils se ferment les yeux, alors qu'il faudrait faire le contraire. En ne dénonçant pas le phénomène de victimisation, cela laisse la place à des dérives encore plus graves et les mythes risquent de devenir des réalités. Il faut informer les jeunes sur ce qui n'est pas tolérable. Les adultes sont perçus comme banalisant la violence.

Certains adultes noirs soulèvent l'influence que peut jouer le type de quartier qu'est St-François. Ce serait une arme à double tranchant. D'un côté, ils se demandent si le fait que St-François soit un petit quartier résidentiel reconnu comme calme, si les choses n'auraient pas tendance à prendre plus d'ampleur que de raison : quelque chose de mineur ou d'isolé serait vite monté en « épingle à cheveux », par rapport à d'autres quartiers plus grands où on gagnerait en anonymat.

⁴³ Voir à cet effet page 63.

Cependant, un petit quartier résidentiel et assez isolé sur soi peut avoir aussi ses bons côtés. Certains participants émettent l'hypothèse suivante : comme tout le monde se connaît ou à peu près, dans un tel contexte, la criminalité ne peut peut-être pas se développer aussi facilement. Cela procurerait une sorte de protection, dans le sens où les impairs et les délits seraient vite connus et sus de tous. Quand certains jeunes dépasseraient la limite acceptable, ils seraient fortement sanctionnés et subiraient la réprobation sociale (régulation sociale informelle). Il est intéressant de constater que du côté des adultes blancs, il semble que ce soit l'inverse qui se produise.

7. Sentiment d'insécurité et victimisation

7.1 Sentiment de (in)sécurité

La peur a tendance à se matérialiser plutôt dans des espaces publics ouverts et de soir, que dans des lieux extérieurs ou encore à la résidence des personnes. En effet, 94,9 % des adultes, 94,7 % des adolescents et 86,2 % des enfants ont déclaré se sentir « complètement » à « le plus souvent » en sécurité chez eux. De plus, 95,6 % des adultes travaillant dans le quartier s'estiment « complètement » à « le plus souvent » en sécurité à leur lieu de travail. Tandis que concernant l'école, 76,9 % des adolescents et 76,6 % des enfants se déclarent de « très » à « le plus souvent » en sécurité à leur école.

7.1.1 Marcher seul de jour et de soir dans la rue

69,7 % des adultes, 57,9 % des jeunes et 22,3 % des enfants se déclarent de « complètement » à « le plus souvent » en sécurité dans les rues. Plus de 70 % des enfants de l'échantillon ne se sentent pas vraiment en sécurité dans les rues de St-François. Des 69,7 % des adultes « en sécurité », il faut préciser que la majorité ont répondu « le plus souvent » en sécurité. Dans le même esprit, quant au fait de marcher seul de jour, 92,3 % des adultes, 84,6 % des adolescents et 80 % des enfants déclarent se sentir de « très » à « plutôt » en sécurité.

Par contre, quand nous leur demandons par rapport au soir⁴⁴, les pourcentages s'inversent. En effet, 55,8 % des adultes dont 25 % déclarant ne jamais marcher seul le soir, 74,3 % des adolescents, dont 17,9 % déclarant ne jamais marcher seul le soir et 64,2 % des enfants dont 39,3 % déclarant ne jamais marcher seul le soir, se déclarent « plutôt pas » à « pas du tout » en sécurité le soir.

L'insécurité est beaucoup plus palpable de soir. En effet, les enfants trouvent que se promener seul le soir dans le quartier est quelque peu dangereux, tant à cause de la présence de personnes saoules, que de gens jugés dangereux ou encore dû à des problèmes de non respect de la sécurité

⁴⁴ La question précédente ne faisait pas de distinction entre le jour et le soir, cela était laissé à la discrétion du sondé s'il choisissait de justifier sa réponse. Est-ce que les participants ont fait une sorte de moyenne entre le jour et la nuit ? Ceci pourrait expliquer la différence de pourcentage malgré le fait qu'ils ont beaucoup souligné que c'était le soir qu'ils ressentaient ce sentiment.

routière (excès de vitesse, arrêts pas respectés). Pour ce dernier point, il faut souligner que beaucoup d'enfants semblent se déplacer en vélo et autant que possible, avec des amis ou des membres de leur famille pour ne pas être seul dans la rue.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que 56,5 % des adultes, 46,2 % des adolescents et 63,2 % des enfants disent éviter certains endroits dans le quartier. Nous reviendrons un peu plus loin sur les lieux ciblés⁴⁵.

Si l'on se penche sur ce qui inquiète les participants, d'un côté nous avons une peur concrète qui se matérialise par le fait d'avoir peur d'être victime d'un acte criminel précis (agression sexuelle, vol, harcèlement, se faire tirer dessus, meurtre, enlèvement, taxage, intimidation, écrasement par un chauffard, etc.). Ceci peut s'appuyer sur des victimisations passées (attaque ou risque d'attaque) ou avoir été témoin d'un acte criminel. Derrière cette peur de victimisation se retrouve la peur de la présence de gangs de rue ou de groupes de jeunes faisant la loi dans le quartier, dont quelques personnes soulignent leur origine ethnique (« les jeunes d'origine haïtienne ») et une seule personne que cela peut être des jeunes blancs, dont des skateurs.

D'un autre côté, nous avons une peur diffuse qui se matérialise par le fait de marcher dans des rues désertes et mal éclairées, de côtoyer des individus jugés à l'allure peu rassurante, le fait de se sentir vulnérable car de sexe féminin, beaucoup de va et vient dans le quartier, de rumeurs. Cela peut reposer aussi sur la peur de la présence jugée excessive des étrangers (les Noirs) ou de racisme, de manque de respect (arrogances, impolitesse), ou encore le fait que n'importe quoi peut arriver dans les rues, avec les nouvelles télévisées relatant l'agression de personnes innocentes. Certains des enfants se projettent et se disent que cela pourrait leur arriver.

Tout ceci a pour conséquence d'engendrer, aux yeux des sondés, de la violence, des actes criminels ou encore des interdictions pour leurs enfants de fréquenter ces lieux même en étant accompagnés.

Des comportements d'évitement peuvent être adoptés. Ceux qui se sentent le plus souvent en sécurité, c'est qu'ils choisissent les rues ou les secteurs sur lesquels ils vont passer lors de leur promenade ou encore ils vont privilégier de prendre leur voiture, surtout l'été et le soir. D'autres ne vont pas sortir le soir par prévention, parce que certaines sont des femmes ou tout simplement par peur. D'autres encore vont s'entourer d'une certaine forme de protection comme un chien, ou se promener avec une autre personne. D'autres, encore, peuvent adopter des mesures plus radicales, comme se munir d'une arme blanche.

Que les sondés aient plutôt répondu qu'ils se sentent le plus souvent en sécurité ou pas vraiment ou encore pas du tout, nous nous apercevons que nous retrouvons les mêmes moments, les mêmes raisons, mais aussi les mêmes lieux. C'est ce que nous allons voir maintenant.

⁴⁵ Voir à cet effet page 64.

7.1.2 Secteurs problématiques

Les lieux les plus souvent évités et avancés pour justifier un sentiment d'insécurité, qu'il soit faible ou intense, de jour et surtout de soir, sont toujours les mêmes endroits ciblés comme problématiques tant pour un risque de victimisation ou une victimisation vécue, que pour la présence d'attroupements ou de gangs de rue. Nous pouvons ainsi dire que tous ces lieux et ces rues sont majoritairement, quand ce n'est pas exclusivement, dans le quadrilatère ayant pour centre la Montée du Moulin.

Il y a donc le parc du Moulin et ses alentours avec l'aréna, le boisé derrière l'aréna, et le secteur derrière le parc. Cela peut être le parc de l'Escale aussi. De plus, il y aussi le centre d'achat : devant le Maxi, derrière la pharmacie ou lorsque cette dernière est le seul magasin ouvert et le guichet automatique. Il semblerait que dans ce dernier, des jeunes noirs traînaient à l'intérieur. Veulent-ils seulement intimider ? Peut-être qu'ils ne feront rien, peut-être qu'ils ne savent pas où aller (désœuvrement des jeunes), mais dans le doute, certaines personnes préfèrent s'abstenir d'y aller. La maison des jeunes et les abris d'autobus sur la Montée du Moulin ne sont guère plus populaires, ainsi que le sous-sol de l'église à la danse du vendredi soir.

De plus, des rues bien précises sont ciblées surtout dans ce quadrilatère : la rue de Tilly, la rue Marius-Barbeau, celle de La Périère, Vimont, de Léry, Louise, la rue Canada et le boulevard Lévesque coin Montée du Moulin à cause des berges à côté de la résidence l'Eden. À ne pas oublier, l'école secondaire Leblanc, le site de l'ancienne BASF, les dépanneurs Ultra et Angi et la station service.

De façon plus générale, toutes les rues, ruelles mal éclairées, sombres et isolées où peu de monde se trouve sont aussi proscrites.

Les enfants disent avoir peur quand ils se retrouvent dans ces lieux avec des personnes qu'ils ne connaissent pas, et ce, surtout lorsqu'il fait nuit.

En ce qui concerne le parc du Moulin, souvent ciblé comme le lieu de tous les problèmes, certains trouvent qu'il ne faut pas s'étonner qu'il y ait des attroupements de jeunes. Selon eux, la population juvénile a augmenté dans le quartier et le parc serait un des seuls endroits où les jeunes peuvent se rassembler. D'autant plus que c'est le lieu où se trouvent toutes les infrastructures sportives (terrain de basket, tennis, baseball, piscine...). S'ils ne sont pas au parc, ils se retrouvent dans la rue (ce qui n'est guère plus apprécié). À partir de ce constat, il ne faut peut-être pas s'étonner que tous les maux tournent autour du parc : violence, attroupements de jeunes noirs, intimidation et harcèlement. D'autant plus, que selon certains, il n'y a pas de gardiens aux heures où les adolescents y sont. À la fermeture (à partir de 22h, 22h30), les adolescents blancs ainsi que les enfants expliquent que l'endroit n'est pas recommandable car les gangs s'y rassemblent.

À cela s'ajoute des recoins mal éclairés dans le parc (entre autres près de la boîte électrique verte). Compte tenu du terrain de basket-ball dans le parc et de la popularité de ce sport auprès des jeunes noirs, « seule activité que les Noirs font » (citation d'un adolescent blanc), leur visibilité est présente. Ceci fait dire aux adolescents blancs qu'ils ne peuvent aller au parc car ce dernier est investi par les Noirs, considérés comme des délinquants. Tout comme les filles s'empêchent d'aller à ces endroits (parc, maison des jeunes, berges) à cause, elles aussi, des Noirs. Il y aurait cependant deux types de jeunes noirs au parc : ceux qui jouent au basket n'embêtant personne et ceux qui se fichent de tout.

Le fait que les jeunes se tiennent au parc, ne pose pas de problème car après tout il s'agit d'un lieu public. Là où cela en devient un, c'est quand le citoyen ordinaire ne peut plus y aller parce que les gangs de rue ont pris possession de l'endroit.

Quant à eux, les adolescents noirs, aiment aller au parc, car ils peuvent jouer au basket-ball avec leurs amis et que tout le monde est « cool ». On ne peut pas dire que les adolescents entre eux ont la même perception. D'ailleurs, les adultes noirs eux aussi voient différemment le parc : il y a une grande diversité de jeunes, différentes activités, alors tout va bien. Avis partagé en quelque sorte par une des participantes blanches qui ne partage pas cette vision négative du parc : elle ne trouve pas que le parc les soirs d'été est dangereux. Elle y va régulièrement avec sa famille. Les jeunes noirs jouent au basket et ne causent aucun problème.

La maison des jeunes n'est pas exempte de critique. En effet, selon certains Blancs, certains jeunes ne peuvent pas y aller. L'endroit n'est pas considéré recommandable par certains parents, à cause de prétendues seringues traînant autour de la maison des jeunes. Pour certains jeunes du primaire, comme du secondaire, la présence de groupes de jeunes noirs serait un problème.

La rue Marius-Barbeau (côté proche du parc du Moulin) reçoit elle aussi sa critique dans le sens où à partir d'une certaine heure, les gangs se tiendraient là selon les adultes blancs : « C'est vraiment la rue des Noirs » (citation d'un adolescent blanc).

Pour finir sur les lieux ciblés comme problématiques, il semblerait qu'aux berges, il y ait beaucoup d'attroupements de jeunes, en scooters, en voitures, de trafic et consommation de drogue et d'alcool.

7.2 Victimisation à St-François

Bien qu'il semble qu'il y ait effectivement des rumeurs d'actes criminels qui ne seraient peut-être jamais arrivés, il y a aussi des délits commis dans le quartier dont les personnes sont persuadées qu'ils ont été commis. Ils peuvent toucher toutes les communautés, quel que soit le statut de la personne (victime/agresseur).

Beaucoup de ces délits rapportés touchent les jeunes par des jeunes. Certains adultes pensent que les jeunes sont très victimes de violence et de harcèlement. En effet, selon les adolescents du groupe, il y a effectivement beaucoup d'adolescents victimes à St-François. D'ailleurs, plusieurs des enfants ont été victimes ou témoins d'actes dans le quartier. Le plus souvent, ce sont des adolescents qui les victimisent : voies de fait armée ou menaces avec arme blanche, harcèlement, ou encore très souvent vols de vélos. Les jeunes filles aussi ne sont pas en reste. Elles rapportent plusieurs victimisations : harcèlement (dont par des jeunes hommes noirs en voiture de luxe), tentative d'agression sexuelle, voies de fait par leur petit ami accompagné de chantage, insultes, etc.

Un fait qui revient de façon assez régulière est que les jeunes filles n'aiment pas prendre l'autobus, ni à St-François, ni à Laval ni à Montréal, car elles ont peur. Quand les filles prennent le transport en commun, elles disent faire attention à fermer leur chandail.

Devant cette situation vécue pour certains et relatée pour d'autres, certaines jeunes se disent qu'elles sont à veille d'aller s'acheter une arme blanche, afin de pouvoir se défendre en cas d'attaque.

Évidemment, en ayant vu que les jeunes des deux communautés ont tendance à s'opposer dans leurs points de vue, concernant la victimisation dans le quartier, nous retrouvons ce même antagonisme dans les points de vue.

Ainsi, les adolescents noirs ne se trouvent pas victimes dans le quartier. Ils se font moins frapper, qu'ils ne le font entre eux pour s'amuser. Certains laissent sous-entendre que s'ils ne leur arrivent rien, c'est parce qu'ils sont protégés. Nous ne savons pas par qui. De plus, il se pourrait que cela soit une image qu'ils se donnent si l'on tient compte que certains déclarent « qu'il faut se préparer à se faire taper dessus ». Pour commencer, il ne faut pas montrer de la peur⁴⁶. Si le jeune montre qu'il a peur de se faire frapper, la pression va redoubler et il risquerait même, en plus, de se faire taxer (surenchère des gestes quand l'agresseur sent la peur : il en profite). Par contre, s'il se défend en disant qu'il n'a pas peur et en ne laissant pas l'autre prendre le pouvoir sur lui, l'agresseur va se dire que le garçon est un dur. Il va le laisser tranquille car il respecte cela. Il est à souligner que ce point de vue ne fait quand même pas l'unanimité. En effet, selon certains, il y en a qui s'en fichent que le garçon se montre courageux. Certains ont la pensée magique en se disant « si t'es sûr de toi, rien ne peut t'empêcher de faire tout ce que tu veux faire ».

Face à tous ces actes racontés, les enfants déclarent avoir souvent peur. Ces derniers ont été de loin les plus prolifiques en exemples de victimisation. Cependant, certaines fois, on sent une certaine banalisation vis-à-vis de certains gestes posés. La différence entre les adolescents et les enfants dans le fait d'être peut-être moins victimes est le fait qu'en général, quand ils ressentent de la peur, ils s'en vont de l'endroit et se gardent bien d'y retourner.

⁴⁶ Banalisation de certains actes?

En ce qui concerne les adultes, certains (un infime minorité) se disent avoir été témoins de beaucoup d'actes de violence, dont les victimes sont autant des adultes que des jeunes, et ce, parce qu'ils fréquentaient des endroits où les gens se rassemblent comme au parc du Moulin.

Devant la narration du sentiment d'insécurité et de la victimisation exclusivement vécu chez les jeunes, certains adultes blancs ont quand même exprimé ne pas se sentir plus en sécurité. Eux aussi subissent des problèmes, entre autres, en allant au centre d'achat. Cette violence vécue par les adultes serait « différente » de celle vécue par les jeunes. Pour eux, cela prend la forme d'empêcher quelqu'un d'aller quelque part avec ses enfants ou de s'asseoir dans le parc.

Cependant, certains autres ont tendance à penser que les adultes sont moins victimes de violence, à la différence des jeunes. Ils l'expliquent par le fait que les adultes auraient plus de recours. La connaissance des recours et de leurs droits rendrait plus facile le fait de trouver des solutions. L'enfant, quant à lui, aurait juste sa peur de l'environnement ou de ses « petits amis ». De plus, les adultes ne se tiendraient pas aux mêmes endroits que les jeunes. Le risque d'être victime serait donc moins grand. Par contre, dans des lieux plus communs où tout le monde se rassemble comme, encore une fois, au parc du Moulin, les adultes auraient autant d'opportunités d'être victimes que les jeunes.

7.2.1 Victimisation auto-révelée

40,4 % des adultes, 42,1 % des adolescents et 29 % des enfants ont déclaré avoir été victime ou témoin d'actes criminels⁴⁷ au cours des deux dernières années. Bien que ces pourcentages soient supérieurs à ce que la population en général expérimente dans la vie, ces chiffres sont beaucoup « plus modérés » que le discours tenu par les participants, surtout en regard du résultat chez les enfants.

De ceux ayant été témoins ou victimes, nous pouvons dire qu'ils ont été, plus souvent qu'autrement, témoins que victimes pour une moyenne de 4,8 fois témoin pour 1,6 fois victime pour les adultes, de 7,8 fois témoin pour 2,5 fois victime pour les adolescents et de 2 fois témoin pour 2,06 fois victime pour les enfants. Cette inversion des chiffres chez les enfants s'explique par le fait que moins d'enfants ont été victimes mais l'ont été un peu plus fréquemment que ceux ayant été témoin.

Ainsi, 23 enfants ont déclaré avoir été témoins d'actes criminels et 15 enfants, victimes. De ces 38⁴⁸, douze enfants ont été seulement témoins et quatre enfants exclusivement victimes. Cela fait onze enfants qui ont été victimes et témoins d'actes criminels. Concernant les adultes, dix-huit personnes ont déclaré avoir été victimes, contre 31 témoins d'actes criminels. Quant aux adolescents,

⁴⁷ Il est à souligner que ce qui constitue un acte criminel est propre à chacun.

⁴⁸ Un enfant n'a pas souhaité dire le nombre de fois qu'il avait été victime ou témoin, déclarant que c'est personnel. Un autre a déclaré avoir été plusieurs fois témoin sans nommer le nombre de fois. Ceci pourrait changer la moyenne du nombre de fois « témoin » ou « victime ».

un seul jeune a déclaré avoir été exclusivement victime, contre neuf seulement témoins, six ayant été victimes et témoins d'actes criminels.

Les actes dont les adolescents et les enfants ont été soit victimes, soit témoins sont par ordre décroissant : vols, batailles et agressions physiques, intimidation/harcèlement, taxage, vente de drogue, agression sexuelle ou à caractère sexuel, vandalisme, agression verbale, blessé grave, bataille armée, disputes et fugue, prostitution et tentative d'enlèvement. À 85 % pour les adultes, 81,2 % pour les adolescents et à 81,2 % pour les enfants, ces actes se sont passés à St-François.

35 % des adultes, 38,5 % des adolescents ayant été victimes ou témoins d'un ou de plusieurs actes criminels au cours de leur vie, disent que cette dernière en a été affectée. Pour les enfants, la formulation a été quelque peu modifiée. Cela donne 7,5 % des enfants qui ont déclaré avoir changé leurs comportements suite à cet ou ces événements. Il est étonnant de constater que cela reste de faibles pourcentages, si l'on tient compte de la récurrence des comportements d'évitement que nous avons vu plus haut.

En ce qui concerne le fait de connaître des personnes ayant été témoins ou victimes d'actes criminels, 60,2 % des adultes, 43,6 % des adolescents et des enfants répondent par l'affirmative. De tous ces sondés connaissant des personnes qui ont été victime ou témoin, 57,6 % des adultes, 75 % des adolescents et 18,1 % des enfants ont eux-mêmes été victimes ou témoins.

Il y a trois types de criminalité dénoncée par les sondés et les participants : la criminalité contre la personne, celle contre les biens et celle appelée « autres infractions ». C'est ce que nous allons voir maintenant. Nous rentrons ainsi au cœur de la victimisation dans le quartier.

7.2.2 Crimes contre la personne

➤ Meurtres et tentative de meurtre

Cela a pu survenir dans des rues où habitent des participants. Les tentatives de meurtres racontées impliquaient des Noirs.

Voici un exemple de victimisation dont un des enfants a été directement témoin (du moins dans la deuxième partie) : à un dépanneur du quartier l'année passée, un jeune s'est fait poignardé non mortellement par un groupe de Noirs pour avoir défendu sa petite amie qui ne voulait pas leur donner de cigarette. Conséquence pour la victime : trois mois de chaise roulante. Par la suite, la victime est revenue au dépanneur. Elle s'est fait menacer par les mêmes jeunes qu'il lui arriverait encore la même chose si elle remettait les pieds au dépanneur car c'était leur territoire.

La territorialité serait très présente dans le quartier selon les enfants. Nous remarquons qu'il y aurait eu menaces de représailles.

➤ **Intimidation et harcèlement**

41,4 % des adultes, 59 % des adolescents et 55,3 % des enfants trouvent que le harcèlement et l'intimidation sont des réalités « beaucoup » à « assez » présentes dans le quartier.

L'intimidation (chantage, injures, menaces) peut être subie par des jeunes filles ou encore par des enfants.

Pour les adultes noirs, l'intimidation se fait en groupe. Elle est souvent associée au phénomène de gang de rue qui colle aux jeunes noirs. De plus, la proportion d'intimidation ne serait pas plus élevée dans le quartier qu'ailleurs selon ces participants. Un participant noir précise que l'intimidation n'est pas seulement le lot des gangs de rue. Elle peut être le fait de jeunes (noirs ou blancs) non affiliés.

Pour eux, l'intimidation par les jeunes noirs se matérialise par le fait de se déplacer lentement quand ils prennent trop d'espace, pour montrer que ce sont eux qui décident quand ils voudront bouger. L'intimidation peut être aussi le fait d'empêcher les gens de passer, ou elle peut se faire verbalement selon les adultes blancs.

Ainsi, 21,6 % des adultes, 54,1 % des adolescents et 53,8 % des enfants disent avoir été victime d'insultes et de s'être fait embêter. Vingt (20) l'ont été à cause de leur poids, douze (12) l'ont été à cause de leur origine ethnique, douze (12) à cause de leur grandeur, deux (2) à cause de leur âge et 55 pour une autre raison. Dans certains cas, les sondés ont donné plusieurs réponses.

Les raisons avancées dans ce dernier choix sont très diverses : soit il n'y avait pas de raisons apparentes, soit pour une question de voisinage, pour une histoire de chien ou encore pour une question de civisme. Un sondé a été confronté à quelqu'un disant avoir un couteau. Du côté des jeunes, cela peut être pour une question de physique, d'habillement, à cause d'un vieux conflit datant du primaire, des notes de la victime, à cause de faveurs sexuelles refusées, etc. En ce qui concerne la fréquence, ces gestes ont été très récurrents. Ceci nous donne une moyenne approximative pour les adultes de trois fois, pour les adolescents de 4,3 fois et pour les enfants de 3,5 fois.

L'agresseur ou les agresseurs, dans treize cas (13) touchant les adultes étaient des jeunes, dont il est précisé dans trois cas qu'il s'agissait de jeunes noirs et dans un cas de jeunes blancs. Dans un cas, il est juste stipulé que les personnes étaient d'origine ethnique différente. Dans six cas (6), il s'agissait d'adultes dont dans trois cas, de voisins, dans un cas d'un policier et dans un autre, d'une femme noire. Dans seulement un cas (1), il est stipulé sans autre précision qu'il s'agissait d'un inconnu. Pour les adolescents et les enfants, dans 27 cas, c'était des élèves de la même école, dans quatre cas (4) des membres de la famille, dans onze cas (11) les personnes ne sont pas précisées ou sont inconnues et dans deux cas (2) des personnes d'origine ethnique différente quelle qu'elle soit. Dans beaucoup de cas, il semble que les garçons soient plus souvent les responsables de ces gestes.

Ceci ne veut pas dire que certaines filles n'adoptent pas ce type de comportement : elles aussi sont dénoncées dans le questionnaire, mais moins fréquemment.

L'harcèlement, quant à lui, serait le fait de jeunes noirs envers des jeunes blancs selon les adultes et les adolescents blancs. Il y aurait beaucoup d'harcèlement (plus ou moins sexuel) par les paroles (directement ou chuchotement, sifflement, interpellation au passage des filles), mais aussi par les regards. Se faire suivre par un garçon en voiture est aussi une forme d'harcèlement pour les jeunes filles.

Si elles ont le malheur de répondre et de ne pas les ignorer, elles vont les avoir sur le dos jusqu'à ce que l'un des garçons obtienne ce qu'il veut : sortir avec la fille, avoir des rapports sexuels. Elles disent se sentir continuellement harcelées, et ce, particulièrement par des « gangs » de Noirs (à partir de 16 ans) au parc du Moulin. Qu'il soit seul ou en groupe, le jeune noir aurait tendance à les draguer systématiquement, ce qui serait vécu comme du harcèlement. Le plus souvent, cela se matérialise par le fait de demander aux jeunes filles, leur nom, leur numéro de téléphone.

Malgré les apparences, un lieu éclairé avec des gens n'est pas une garantie de sécurité. En effet, selon les jeunes filles, le fait d'être dans un lieu où il y a des adultes ne changerait rien à l'attitude des gangs car selon ces participantes, ils se penseraient au dessus des règles.

Il semblerait que selon le sexe, la victimisation ne soit pas la même. Ainsi, les filles blanches se feraient harceler et les garçons blancs, quant à eux, subiraient plus de taxage de la part des jeunes noirs. Les garçons du groupe se sentent moins à risque de victimisation que les filles. Selon eux, la présence de gangs de rue dans le quartier fait en sorte qu'il pourrait quand même leur arriver des problèmes. Cependant, la probabilité semble moins grande que pour les filles. Selon ces dernières, les bagarres et servir de punching ball sont les actes qui représentent le plus un risque de victimisation pour les garçons.

➤ **Taxage**

34 % des adultes, 56,4 % des adolescents et 43,7 % des enfants pensent que le taxage existe dans le quartier. 20,9 % de l'échantillon total ne s'est pas prononcé sur cette question, ce qui est énorme. De plus, nous constatons que les avis restent partagés. D'ailleurs, seulement 5,2 % des adolescents et 7,6 % des enfants⁴⁹ ont déclaré avoir été victimes de taxage dans les deux dernières années. Bien que les participants adolescents et enfants ont tendance à soulever un problème de taxage, nous pouvons nous questionner sur le fait que le taxage serait-il un phénomène minime finalement ? En même temps, il ne faut pas oublier que ce seraient les adolescents qui seraient les plus victimes de taxage. Petite précision de la part des jeunes noirs, le taxage se passerait plutôt dans les écoles que dans les rues du quartier.

⁴⁹ Nous sommes partis du principe que tous les enfants savaient ce qu'est le taxage, ce qui n'a pas été le cas pour tous. Nous avons du clarifier le terme. De plus, nous pensons que tous les enfants ne donnaient pas au taxage la même définition.

Quoi qu'il en soit, ceux qui l'ont été, quatre (4) l'ont été une fois, un (1) l'a été deux fois, un (1) trois fois et deux (2) cinq fois et plus. Le taxeur ou les taxeurs dans quatre cas (4) était un jeune de leur âge, dans trois cas (3) un jeune plus âgé, dans deux cas (2) une gang de jeunes, dans un cas (1) un plus jeune que la victime et dans un dernier cas (1) un inconnu. Dans cinq cas (5), le ou les jeunes fréquentaient la même école que la victime, dans trois cas (3) un jeune ou des jeunes d'une autre école et dans un dernier cas (1), n'allai(en)t plus à l'école. En ce qui concerne l'endroit où l'événement a eu lieu, soit dans la rue dans six cas (6) dont cinq en revenant à la maison, soit au parc (2), soit dans la cour ou à l'intérieur de leur école (2).

Quatre (4) en ont parlé à un ami, deux (2) à la police, un (1) à un éducateur, un (1) à ses parents et un enfant déclare ne pas en avoir parlé. Aucun adolescent n'a porté plainte, jugeant que cela ne servait à rien ou encore par peur que les adultes s'en mêlent ou par peur des reproches. Certains enfants ont aussi déclaré ne pas en avoir parlé car ils ne voulaient pas non plus que les adultes s'en mêlent ou ils avaient peur des taxeurs ou encore le problème se serait réglé avant qu'ils n'en parlent.

➤ **Agression**

30,6 % des adultes, 59 % des adolescents et 30,3 % des enfants pensent qu'il y a un problème d'agression dans le quartier. Encore une fois, 20,9 % de l'échantillon total ne se sont pas prononcés sur cette question, et ce, surtout du côté des enfants.

En ce qui concerne le fait d'avoir été victime d'agression pour vol, seulement 7,9 % des adultes questionnés déclarent avoir été victimes d'un tel événement. Des 7,9 %, six (6) l'ont été une fois et un seul (1) deux fois. L'agresseur dans quatre cas (4) sur sept était un inconnu, dans un cas (1) un adolescent, dans un autre cas (1) un groupe de jeunes accompagné d'un inconnu. En ce qui concerne l'endroit où l'événement a eu lieu, dans quatre cas (4) sur sept, cela s'est passé à la résidence du sondé, dans deux cas (2) dans le parc, dans un autre cas (1) à la maison des jeunes et dans un dernier cas (1) au travail. Cinq (5) des sept personnes ont porté plainte à la police, dont deux là-dessus en ont aussi parlé à leur entourage (famille, amis). Une personne en a seulement parlé à un(e) ami(e), une autre (1) à un voisin et une autre (1) encore à ses parents.

Bien que selon les jeunes noirs, l'agression sexuelle n'existerait pas à St-François, des témoignages (témoins) recueillis affirment le contraire.

En ce qui concerne la victimisation auto-révélee dans les deux dernières années, aucun des sondés adultes n'a déclaré avoir été victime d'agression sexuelle. Par contre, 7.7% des adolescents et 6.3% des enfants ont déclaré en avoir été victime.

Pour les adolescents, dans un cas (1) sur trois cela s'est produit une fois et dans deux cas (2) trois fois. En ce qui concerne les enfants, cela leur est arrivé en moyenne 1,2 fois (le plus souvent le geste a été unique). Dans trois cas (3) l'agresseur était un jeune du même âge que la victime, dans

trois cas (3) le petit ami de la victime ou son ex, dans deux cas (2) un inconnu, et dans deux autres cas (2), il s'agissait d'un groupe de jeunes jouant au jeu « vérité ou conséquence ». Dans deux cas (2), l'agresseur allait à la même école que la victime, dans un autre cas (1) ne fréquentait pas une école, dans deux cas (2), il provenait d'une autre école et dans deux cas (2), la victime ne sachant pas.

Concernant le lieu où cela s'est produit, dans deux cas (2), cela s'est passé au parc, dans deux cas (2) dans la rue ou sur la route en revenant à la maison, dans un deux autres cas (2) au domicile de la victime ou de l'agresseur et dans deux cas (2) dans la cour d'école. Dans seulement un cas (1), l'adolescente a porté plainte à la police et dans l'autre, la jeune en a parlé à l'autre victime présente lors de l'agression. Une seule n'en a parlé à quiconque de peur que l'on lui reproche et par honte aussi. Du côté des enfants, seulement trois enfants en ont parlé dont deux à un ou une amie et un à ses parents et un ami. Pour deux enfants qui n'en ont pas parlé, la raison de l'un est qu'il avait peur que l'on moque de lui et l'autre, que cela ne servait à rien, car ce n'était pas grave.

Comme certains événements sont spectaculaires, même s'ils sont peu fréquents, ils créent de la peur. Bien que pour les actes les plus graves, les victimes ont été des hommes, selon les jeunes filles, elles sont toutes aussi à risque, mais plutôt d'agression sexuelle. Les conséquences de ces actes pas nombreux mais marquant, amènent les filles à éviter certains lieux le soir, surtout si elles sont seules.

En ce qui concerne **les voies de fait** ou les tentatives de (se faire frapper), les exemples ne manquent pas : voies de fait sur une jeune fille noire par un groupe de jeunes noirs armés de couteaux ou encore de violence conjugale. À cela s'ajoute l'utilisation d'armes (carabine à plomb ou à balle, « gun », « exacto », couteau, piques, bat de baseball) et la fabrication d'arme artisanale par des enfants et surtout par des adolescents. Certains enfants ont été menacés avec une arme blanche par des adolescents.

Quand l'on se penche sur la victimisation auto-révélee dans les deux dernières années, 3 % des adultes, 20,5 % des adolescents et 16,9 % des enfants⁵⁰ déclarent s'être déjà fait frapper.

Cela leur est arrivé une fois à sept personnes (7), deux fois à deux autres (2), trois fois à un autre (1), cinq fois à une personne (1). Pour les enfants, cela donne une moyenne de 3,08 fois, donc une victimisation à répétition. Un enfant ayant répondu qu'il n'avait pas compté le nombre de fois que cela lui était arrivé. L'agresseur ou les agresseurs étaient soit un membre de la famille dans trois cas (3), soit un jeune de leur âge dans onze cas (11), soit un jeune plus âgé (5), soit un plus jeune (2), soit par son petit ami (1) ou par une gang de jeunes (2) ou encore un inconnu dans un trois cas (3). Pour les adolescents et les enfants, dans quatorze cas (14), les agresseurs fréquentaient la même école que la victime, dans deux cas (2) d'une autre école, dans un cas (1) n'allait plus à l'école et dans quatre cas (4), la victime n'en ayant aucune idée. Les lieux étant soit au domicile (4), soit sur la route

⁵⁰ Un enfant a déclaré que c'était personnel, donc il ne voulait pas répondre à cette question.

en revenant chez eux (10), soit dans la rue en général (4), soit à l'école (cours de récréation ou à l'intérieur des édifices) dans neuf cas, soit au parc (3), ou encore ailleurs (2).

Bien que l'un des deux pense que cela ne sert à rien d'en parler, les deux adultes ont porté plainte à la police et en ont parlé à leur conjoint ou leurs parents. Quant aux adolescents et aux enfants, six (6) en ont parlé à un ou une amie, un (1) à un professeur et un autre (1) à une autre personne sans qu'il soit spécifié de qui il s'agit, deux (2) aux parents, un (1) aux parents et à la direction de l'école, deux (2) à toutes ces personnes plus un enseignant et/ou la police. Encore une fois, aucun adolescent du moins n'a porté plainte à la police déclarant que d'en parler ne sert à rien, ou que le geste n'était pas grave, ou encore ne souhaitait pas que les adultes s'en mêlent, pour une autre raison pas spécifiée ou encore parce que la victime dit avoir eu pitié de l'agresseur. Certains enfants n'en ayant pas parlé non plus, ne voulaient pas que les adultes s'en mêlent, soit s'ils en parlaient, les adultes allaient savoir ce qu'ils avaient fait et ils seraient punis (1), soit ils jugeaient que ce n'était pas grave, précisant que ces grands frères étaient là (1) ou encore que cela n'aurait servi à rien car ce n'était pas grave (1).

Pour finir, certains adultes blancs reprochent à certains magasins de rendre trop accessible les armes. Des petits canifs seraient vendus ou volés au magasin Dollorama du quartier. Certains précisent que même si ce n'était pas le cas, il n'y a rien de plus facile qu'avoir accès à une arme : un couteau de cuisine reste très accessible. La présence de jeunes armés est confirmée par les adolescents blancs. Selon eux, les jeunes garçons ont toujours des piques dans leur poche, surtout les membres de gang de rue. Certains se promèneraient avec des « guns » ou des couteaux. Ce qu'ils trouvent injuste, c'est que ceux qui ont des armes pour se défendre, ce sont eux qui se les feraient confisquer et non les délinquants.

7.2.3 Crimes contre les biens

➤ **Vandalisme**

Quant à la question de la présence de vandalisme dans le quartier, les opinions s'inversent. En effet, 51,5 % des adultes, 71,8 % des adolescents et 70,5 % des enfants estiment que le vandalisme est « très » à « assez » présent dans le quartier. Par exemple, le vandalisme d'un abribus par un jeune noir parce qu'il était frustré d'avoir manqué son autobus, ou encore le vandalisme sur des abris tempo par un groupe de jeunes blancs ou la présence de graffitis en arrière de l'aréna.

Selon les jeunes noirs, le vandalisme et le grabuge seraient plus la faute des jeunes blancs (« les bobs »). Ils ne nient pas qu'il y ait des Noirs qui en font aussi, mais pas pour s'amuser. Tandis que pour s'amuser, les jeunes blancs casseraient des choses et tireraient avec des fusils de « paint-ball » dans la rue.

➤ **Vols de bicyclette/objets**

Une autre variable touchant la présence de criminalité matérielle, est celle des vols et du vandalisme sur des véhicules automobiles ou des bicyclettes/objets personnels dans le quartier. 29,9 % des adultes, et surtout 66,7 % des adolescents et 60,4 % des enfants qui pensent que cela constitue une réalité dans le quartier.

En effet, les adolescents estiment que le vandalisme et le vol de véhicules sont un problème dans le quartier. Il en va de même pour les enfants concernant le vol et le vandalisme de bicyclette. En effet, les enfants se sont déclarés très souvent témoins et/ou victimes de vols de vélos, et ce, à n'importe quel moment de la journée. À ce sujet, les victimes semblent être aussi bien des enfants, des adolescents que des adultes et quel que soit leur origine ethnique : pas de discrimination dans les vols de vélos. Pour certains, ce fut une victimisation à répétitions. De plus, il s'agirait d'une spécialité des jeunes noirs.

Ainsi, il y aurait beaucoup de vols de vélos et de biens personnels dans les casiers de l'aréna par des jeunes noirs ou encore de vols à l'étalage dans les magasins du quartier.

➤ **Vols dans les maisons**

34,7 % des adultes, 28,2 % des adolescents et 22,1 % des enfants pensent que les introductions par effraction sont une réalité « beaucoup » à « assez » présente dans le quartier. Ces résultats sont inversement proportionnels aux vols de bicyclettes/objets pour les enfants.

Le seul exemple d'introduction par effraction a été reporté par un enfant qui a été victime d'introduction par effraction à son domicile par un groupe de jeunes mixtes (noirs, blancs, latinos).

7.2.4 Autres infractions

➤ **Drogue**

63,3 % des adultes, 61,6 % des adolescents et 51,6 % des enfants pensent que cette réalité est très » à « assez » présente dans le quartier.

Ce point de vue est confirmé par les enfants et les adolescents des groupes de discussion. Selon ces derniers, le trafic de drogue, les règlements de compte pour dettes de drogue seraient des faits très courants.

➤ **Sécurité routière**

Bien que cette dimension n'ait pas été fouillée, beaucoup d'enfants ont souligné à plusieurs reprises que les voitures roulent trop vite dans le quartier.

7.2.5 Victimisation à la danse du vendredi soir

Un événement très couru par les enfants et les adolescents est la danse dans le sous-sol de l'église du vendredi soir ou du samedi soir tout dépendant de l'âge. Selon les adultes et les enfants, il y aurait beaucoup de problème de violence.

Le vendredi soir, c'est la danse des 9-13 ans, tandis que le samedi, c'est celle des plus vieux, les 14 ans et plus. Comme il y a eu des batailles, la danse du samedi a été supprimée. Par conséquent, les responsables laisseraient entrer des adolescents de 16 à 18 ans une heure avant la fin de la danse du vendredi. Les enfants et les parents aimeraient vivement que les règlements soient respectés et que les « grands » les laissent tranquilles. Les parents qui amènent leurs jeunes ressentent de l'inquiétude lorsqu'ils constatent à l'entrée un détecteur de métal comme mesure de prévention contre l'entrée d'objets interdits.

Plusieurs événements avec témoins ont été relatés. Le premier est la fois où un groupe de jeunes noirs auraient pris possession de l'endroit, particulièrement du coin des toilettes et des téléphones. Les jeunes se faisaient racketter pour y avoir accès. Les responsables de la soirée n'auraient pas vu de problème à mélanger les enfants avec les adolescents. Deuxièmement, il y aurait eu des batailles. Une autre fois ou à la même soirée, un jeune noir aurait été expulsé parce qu'il voulait rentrer sans payer. Il serait allé chercher son grand frère avec « sa gang » et ces derniers auraient battu les surveillants.

Les enfants racontent aussi la victimisation qu'ils y subissent, dont la fois où certains se sont fait intimidés et taxés parce qu'ils portaient des bandeaux de couleur « non autorisée ».

Les enfants n'aiment pas la présence des plus grands qui se tiennent devant la danse à consommer. Ils se sentent cernés : « nous, on est au milieu ». Ils ont peur d'eux. Tant que les plus vieux ne sont pas présents, ceux en début de secondaire « éligibles » à la danse se montrent sympathiques et laissent les plus petits danser sur la piste. Cependant, quand les plus vieux débarquent, ils changent de comportements et deviennent arrogants avec les plus petits. Tous ces événements font en sorte que les enfants aimeraient vivement que leurs activités soient séparées de celles des adolescents.

Faits saillants de la partie III

Climat de peur

Les citoyens vivraient dans un climat de peur. Les adolescents seraient le vecteur de ce climat, dans le sens où ils sont considérés comme « les meilleurs informateurs » de ce qui se passe dans le quartier selon les parents blancs.

Le climat de peur peut se transformer en campagne de peur de la part de certains adolescents. Par exemple : Si un jeune est en contact avec des Noirs, « forcément » il va se faire tuer.

Point de vue majoritairement soulevés par les adultes, les adolescents blancs et les enfants (seul groupe mixte). Cependant, certains adultes noirs semblent le percevoir aussi, mais peut-être pas le vivre.

Cinq facteurs influencent ce climat de peur : la loi du silence qui sévit chez les adolescents, les rumeurs qui circulent, la légitimité accordée au « rapporteur » des informations, le fait d'être confronté indirectement à un acte criminel et le sentiment de vulnérabilité ressentie.

Loi de l'omerta : Les adolescents refuseraient de parler de ce dont ils sont victimes ou témoins par peur de représailles. Cela garde ces jeunes dans un climat de peur qui est réel selon eux. Un seul exemple de représailles semble suffire à accréditer cette thèse dans la tête des personnes.

Selon certains adolescents, les parents aussi peuvent être soumis à ce silence pour les mêmes raisons qu'eux.

La loi du silence pourrait être aussi une peur des réactions des gens ou encore une peur que l'on ne les croit pas.

Beaucoup d'impuissance est ressentie, en plus de laisser la porte ouverte à une surenchère de comportements méchants.

Le sentiment de vulnérabilité ressentie joue un grand rôle dans le sentiment d'insécurité et le climat de peur. Elle peut prendre plusieurs formes : Être une femme ou une jeune fille seule, une personne du troisième âge, un enfant du primaire versus un adolescent, un adolescent versus un adulte, avoir des enfants de moins de 18 ans, être blanc (petits comme grands) face aux Noirs (ou l'inverse), vivre de l'isolement.

Le fait de connaître ses voisins peut être un bon moyen pour limiter le sentiment de vulnérabilité, l'entraide et la solidarité étant rassurantes.

Le climat de peur et le sentiment d'insécurité s'expriment de manière plus intense de soir que de jour. Le soir, les rues se vident, les gens se retirent de l'espace social. « L'imaginaire collectif » se met alors en branle. Le soir, tout le monde ressent plus de danger.

Il y a une influence de ces facteurs sur la perception de la criminalité. Cependant, les avis chez les sondés restent très partagés : 31,7 % des adultes et 61,6 % des adolescents pensent que le niveau de criminalité de « très » à « élevé ». Cependant, du côté des participants (petits comme grands), l'avis a tendance, le plus souvent, à s'inverser.

45,1 % des adultes et 39,5 % des adolescents considèrent que le niveau de criminalité de St-François est à peu près le même que dans le reste de Laval.

La perception d'une plus grande criminalité à St-François peut être due à tous les oui-dires qui circulent dans le quartier, comme suite à ce qu'il s'est dit dans un groupe de discussion. Ceci rend ces personnes plus attentives à leur voisinage, à ce qu'il se passe. Elles peuvent réinterpréter ce qu'elles voient comme des signes d'activités pas très légales, ce qui vient renforcer leur sentiment d'insécurité.

D'autres (les adultes noirs) ne peuvent s'empêcher de se demander si le fait que le quartier soit perçu comme dangereux ne serait pas qu'un mythe diffus, ou serait-ce une réalité relatée par les hebdomadaires locaux ?

Il y a des attentes partagées par la plupart des adultes des groupes de discussion envers la recherche, et ce, quel que soit leur origine ethnique : c'est le souhait qu'elle leur permette de faire la part des choses.

Le vieil « adage » qui veut que quand on connaît (les jeunes), cela fait moins peur, semble prendre tout son sens dans le quartier.

Espace social déserté : Bien que les adultes dénoncent verbalement ce qui se passe selon eux dans le quartier, ils ne semblent pas intervenir quand ils sont témoins d'actes inadéquats, voire même ils adoptent des comportements d'évitement et de protection.

Les adultes, en se fermant les yeux, auraient une part de responsabilité dans l'attitude des jeunes.

Selon les adultes noirs, le type de quartier qu'est St-François pourrait avoir une influence, mais à double tranchant. D'un côté, le fait que St-François soit un petit quartier résidentiel reconnu comme calme, les choses pourraient avoir tendance à prendre plus d'ampleur que de raison. D'un autre côté, comme tout le monde semble se connaître ou à peu près, dans un tel contexte, la criminalité ne devrait pas se développer aussi facilement. Les impairs et les délits seraient vite connus et sus de tous. Quand certains jeunes dépasseraient la limite acceptable, ils seraient fortement sanctionnés et subiraient la

réprobation sociale (régulation sociale informelle). Il est intéressant de constater que du côté des adultes blancs, cela semble l'inverse qui se produise.

Sentiment d'insécurité et victimisation

Les mêmes moments, les mêmes raisons, mais aussi les mêmes lieux ressortent toujours des discours: le soir, la peur d'être victime de la part des attroupements de jeunes noirs, et ce, dans le quadrilatère ayant pour centre la Montée du Moulin.

Pour ceux ressentant un sentiment d'insécurité, la peur a tendance à se matérialiser plutôt dans des espaces publics ouverts et de soir.

Ainsi, 55,8 % des adultes dont 25 % déclarant ne jamais marcher seul le soir, 74,3 % des adolescents, dont 17,9 % déclarant ne jamais marcher seul le soir et 64,2 % des enfants dont 39,3 % déclarant ne jamais marcher seul le soir, se déclarent «plutôt pas» à «pas du tout» en sécurité le soir.

56,5 % des adultes, 46,2 % des adolescents et 63,2 % des enfants disent éviter certains endroits dans le quartier

D'un côté, il y a une peur concrète qui se matérialise par le fait d'avoir peur d'être victime d'un acte criminel précis. D'un autre côté, il y a une peur diffuse qui se matérialise par le fait de marcher dans des rues désertes et mal éclairées, de côtoyer des individus jugés à l'allure peu rassurante, le fait de se sentir vulnérable car de sexe féminin, de beaucoup de va et vient dans le quartier, de rumeurs.

Certains adultes pensent que les adultes sont moins victimes de violence, à la différence des jeunes. Par la connaissance des recours et de leurs droits, cela rendrait plus facile le fait de trouver des solutions. De plus, les adultes ne se tiendraient pas aux mêmes endroits que les jeunes. Le risque d'être victime serait donc moins grand. Par contre, dans des lieux plus communs où tout le monde se rassemble comme au parc du Moulin, les adultes auraient autant d'opportunités d'être victimes que les jeunes.

40,4 % des adultes, 42,1 % des adolescents et 29 % des enfants ont déclaré avoir été victime ou témoin d'actes criminels au cours des deux dernières années. De ceux ayant été témoin ou victime, ils ont été, plus souvent qu'autrement, témoins que victimes.

En ce qui concerne le fait de connaître des personnes ayant été témoins ou victimes d'actes criminels, 60,2 % des adultes, 43,6 % des adolescents et des enfants répondent par l'affirmative. De tous ces sondés connaissant des personnes qui ont été victimes ou témoins, 57,6 % des adultes, 75 % des adolescents et 18,1 % des enfants ont eux-mêmes étaient victimes ou témoins.

De la criminalité rapportée, l'harcèlement et l'intimidation, les voies de fait, le taxage dans une certaine mesure, les vols de bicyclettes, le vandalisme, le trafic de drogue et les infractions de sécurité routière sont les délits ressortis de façon la plus importante.

Beaucoup des délits rapportés touchent les jeunes par des jeunes. Les adolescents fautifs auraient dans les 16 ans et plus. Les seuls ne se trouvant pas victimes sont les adolescents noirs du groupe de discussion.

Les adolescentes blanches semblent particulièrement victimes, surtout d'harcèlement et d'intimidation. Bien que moins à risque selon eux, les garçons seraient, quant à eux, plus victimes de taxage et de voies de fait.

Les enfants ont tendance à se décrire comme témoins, entre autres, de la violence entre adolescents. Comme victimes, ils seraient plus touchés par des vols de vélos, mais aussi par du harcèlement et de l'intimidation de la part des adolescents.

Partie IV Distribution des responsabilités dans la situation décrite

8. Responsabilité imputée à la police et aux médias dans la situation vécue

8.1 Relations avec la police

Dans la narration d'actes criminels ou inadéquats posés dans le quartier, la police arrive souvent sur le tapis. Elle est même souvent au centre du discours, comme si la responsabilité des problèmes qui perdurent ou s'amplifient dans le quartier lui incombait en totalité.

Ainsi, 56,8 % des adultes et 60,6 % des adolescents estiment que la police est « peu présente » à « absente » dans le quartier. De plus, à peu près tous les participants aux groupes de discussion trouvent que la police ne fait pas son travail. Cependant, selon l'origine ethnique, cela n'est pas perçu et vécu de la même façon (hormis encore une fois de la part des enfants qui, rappelons le, étaient un groupe mixte).

Le sentiment que cela laisse à ces citoyens est multiple. En effet, que les sondés estiment que la police est présente dans le quartier ou ne l'est pas, nous retrouvons les mêmes thèmes.

8.1.1 La visibilité policière

Un sentiment de sécurité est un sentiment qui passe par la présence de la police et par sa proximité. Cela donne l'impression qu'il y a moins de problèmes. Cependant, si le jeune a

l'impression qu'ils devraient agir et ne font rien par exemple, le sentiment de sécurité devient de l'insécurité. Bien que certains se sentent en sécurité à cause de la présence policière, il y aurait cependant place à l'amélioration.

Cette présence peut cependant revêtir un côté négatif selon certains jeunes noirs. En effet, ils perçoivent cette dernière comme « trop présente » créant un sentiment de peur. Bien que le sentiment de sécurité soit plus souvent exprimé avec la perception d'une présence policière, un sondé trouve positif la faible présence policière. En effet, il se dit que le quartier doit être sécuritaire.

À contrario, cela peut créer un sentiment d'insécurité, de peur et de frustration chez ceux ne trouvant pas la police très présente dans le quartier. Ils peuvent avoir l'impression que la police est bien présente, mais pas forcément aux bons moments et aux bons endroits, quand ils ne trouvent pas qu'elle est trop présente et surveille de façon excessive, et ce, pas forcément les bonnes personnes. Ainsi, elle serait rarement là quand ils en ont besoin. Un certain nombre de sondés et de participants adultes ont l'impression d'être les laissés pour compte de Laval. Il ne s'agit plus de la responsabilité en tant que telle de la police, mais plus de l'institution municipale : quartier négligé, oublié, abandonné. Les payeurs de taxes ressentent de la frustration, de l'amertume et de l'impuissance, en se disant qu'ils sont moins protégés que dans les autres quartiers, et ce, surtout le soir et la nuit.

En effet, selon les sondés et les participants quel que soit leur âge, ce serait justement le soir et les fins de semaine que les problèmes arriveraient quand le poste de police est fermé et non quand tout le monde est au travail et les jeunes à l'école⁵¹. Ce sont à ces heures là que les besoins sont les plus présents. Ils en veulent pour preuve que le meurtre commis en septembre 2003 aurait eu lieu à minuit.

Ainsi, les heures d'ouverture du poste de police communautaire (PPC) ne leur conviennent pas. En effet, ce dernier fermerait à partir de 17h selon les adultes et 18h selon les adolescents, ce qui est trop tôt selon les participants. À cela s'ajoute le fait que le week-end, il n'est pas ouvert. Ainsi, la seule chose qu'ils retiennent, est la présence des voitures de patrouilles stationnées devant le poste. Les participants pensent qu'ils devraient y avoir en tout temps (jour et soir), le même nombre de policiers présents dans le quartier. Le soir, il y aurait cinq duos pour tout Laval. Ces participants trouvent cela déplorable. Certains finissent par se questionner sur le rôle de la police communautaire. Ils se demandent à quoi sert un PPC dans un quartier s'ils ne sont pas présents quand les citoyens ont besoin d'eux. Si le poste de police restait ouvert le soir, cela leur permettrait de se sentir plus en sécurité. Selon les adultes, les patrouilles se font juste de jour entre 11h et 14h. De plus, même de jour, les policiers ne sont pas perçus comme très disponibles. Selon certains jeunes, il ne faut pas s'étonner dans ce cas-là qu'il y ait des problèmes dans le quartier. Comme les policiers ne sont pas présents, ils ne seraient jamais en moyen d'agir. La situation serait en train d'empirer avec les gangs de rue et si rien n'est fait, cela va s'aggraver d'ici quelques années.

⁵¹ L'été, la situation serait un peu différente du fait que, même si les jeunes n'ont plus d'école, ils sont plus souvent à l'extérieur du quartier pour toutes sortes de divertissement comme la Ronde.

À contrario, les adultes et les adolescents noirs trouvent que la police se montre trop zélée dans le quartier, particulièrement envers les jeunes noirs envers lesquels, ils auraient des préjugés. Cela pourrait amener une certaine forme de discrimination négative envers certains jeunes issus de la communauté noire. Comme nous le verrons un peu plus loin, il y a certains points de vue qui peuvent être communs auprès de certains participants sans égard à l'origine ethnique.

Cependant, selon les secteurs dans le quartier, les jeunes peuvent voir plus souvent la police. Par exemple sur la rue de Tilly en face de l'aréna ou proche du parc, ils voient plus souvent les policiers, et ce, parce qu'il y a eu un meurtre. Tout dépendrait finalement du secteur où ils habitent. Par contre, la seule fois où les jeunes disent vraiment les voir, c'est au parc à la fête de la St Jean Baptiste. Pour les enfants, la police n'est présente que dans les gros parcs et sur les grandes artères. Dans les petits, comme celui de l'Escale et dans certaines rues du quartier, ils les voient beaucoup moins.

En plus de ce manque de visibilité désirée, par certains du moins, un bon nombre de participants aux groupes de discussion (adultes et adolescents blancs et enfants) et de sondés reprochent aux forces policières d'avoir des délais d'intervention trop longs et de faire preuve d'inertie.

8.1.2 Interventions policières

Bien que ces citoyens estiment qu'il y a un manque important en terme de visibilité, comme le dit un des sondés, « il ne s'agit pas que d'être présent, encore faut-il agir ».

Pour les partisans d'une présence policière défaillante ou inadéquate, un des problèmes dans le quartier est le délai d'intervention des policiers jugé trop long (« au moins une heure »).

Les enfants rapportent beaucoup d'exemples où ils ont porté plainte à la police⁵², sans grands résultats selon eux, à cause, entre autres, du délai d'intervention. En résumé, les policiers ne se dépêcheraient pas pour intervenir.

La conséquence majeure de ce délai est que la police arriverait, le plus souvent, trop tard. Ils ne seraient plus en mesure d'arrêter les coupables. Plusieurs histoires racontées, tant par des adultes que des adolescents, vont dans ce sens. Selon ces participants, si ce n'est pas une urgence, ils vont prendre leur temps. Mais pour les adolescents, s'ils appellent la police, c'est qu'il s'agit d'une urgence. Ils ont peur d'une surenchère de violence de la part des agresseurs si ces derniers ne voient pas arriver les forces de l'ordre.

⁵²La loi du silence n'a pas l'air d'avoir les mêmes effets sur eux.

Certains trouvent qu'il y a donc inadéquation dans les interventions policières. Selon eux, la police est plus occupée à donner des contraventions de sécurité routière (ce qui peut avoir une incidence financière négative, surtout chez les jeunes), au détriment de la résolution de problème dans le quartier, comme par exemple, la question de la criminalité des jeunes. Ceci fait dire à un des sondés que si le taux de criminalité a augmenté, ils le doivent au travail des policiers. Certaines de leurs interventions sont considérées faites à partir de mauvaises raisons. De plus, certains policiers abuseraient de leur pouvoir.

À cela s'ajoute une perception d'inertie de la part de la police. Selon les adolescents blancs et les enfants, les policiers sont témoins de faits dans le quartier (exemple un jeune qui fume son joint) et ils ne font rien. Les attentes envers la police sont qu'ils agissent. Selon la plupart des participants, les policiers savent très bien où il y a des problèmes (exemple au parc ou encore quand il y a du grabuge à la danse du samedi soir), alors ils leur demandent d'agir enfin, entre autres, en laissant au moins deux policiers le soir au parc par exemple ou de ne pas seulement se contenter de passer devant la danse. Les enfants veulent qu'ils rentrent, pas qu'ils restent dans leur automobile.

Même quand la police est présente, il se peut qu'elle soit vue comme n'intervenant pas de façon adéquate ou n'intervenant pas du tout, alors qu'elle le devrait. Certains citoyens ont l'impression que la police a peur d'intervenir, de prendre des décisions, comme si elle ne savait pas ce qu'elle devrait faire. Certains adultes noirs se demandent si les policiers n'auraient pas une crainte envers les jeunes noirs, ce qui pourrait expliquer qu'ils gardent leurs distances. Dans la même veine, certains autres Blancs ont l'impression que la police a plus peur qu'eux-mêmes : peur d'intervenir auprès des minorités ethniques et se faire traiter de raciste. Cela donne l'impression que les policiers feront une sélection dans leurs interventions, laissant sous-entendre qu'ils n'interviendraient pas s'il s'agit de minorité visible. Ils ont l'impression que les gens peuvent faire des mauvais coups en toute impunité. Par conséquent, cela vient renforcer la crainte chez certains. Il est intéressant de constater que la question de la peur des policiers envers les jeunes noirs ressort autant chez les adultes que chez les enfants, sans égard à l'origine ethnique.

Tout ceci a pour conséquence que les gens ne se sentent pas rassurés. De plus, la police leur laisse l'impression de se discréditer par elle-même. Elle ne représente plus l'autorité dissuasive qu'elle devrait représenter.

Cependant, bien que leurs délais d'intervention ne soient pas perçus comme assez rapides, une fois sur place, les policiers sont vus, le plus souvent (par les adultes), comme faisant bien leur travail. De plus, quelque fois, leurs délais d'intervention sont perçus de façon satisfaisante.

Ainsi, c'est à la lumière de ces points de vue, que nous comprenons qu'un des problèmes soulevés par les sondés comme devant être traité en priorité est le besoin de surveillance accrue. En effet, certains aimeraient que la surveillance dans le quartier et au parc soit accrue, particulièrement là où se trouvent les groupes de jeunes.

8.1.3 Relations police/citoyens

Hormis ces deux critiques, les relations entre le corps policier et les citoyens du quartier semblent, des fois, plus difficiles.

Quant les adolescents portent plainte, ils ont l'impression que la police s'en lave les mains : « on peut rien faire », « que voulez-vous qu'on fasse... ». Du coup ils ressentent de la frustration et de l'impuissance. Cette attitude policière est soulevée aussi par des adultes : « qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse » se feraient-ils répondre, comme si il n'y avait plus rien à faire, alors que le citoyen s'attend au contraire de leur part. Certains participants adolescents rapportent même ne pas avoir pu porter plainte à la police car cette dernière aurait refusé. En même temps, comme le font remarquer les enfants, ceux ne sont pas toujours les plus innocents qui veulent porter plainte. Cela vaut pour les adultes et pour les jeunes.

Du côté des adultes blancs, certains regrettent un manque de suivi suite à une plainte ou à une dénonciation. Ils ressentent un sentiment d'abandon et un manque de protection de la part de la police. D'ailleurs, certains expliquent n'appeler la police que si cela concerne un jeune ou une voisine qui se fait attaquer, mais pas pour eux-mêmes, préférant se défendre tout seul.

Quant aux adultes et aux adolescents noirs, la réalité n'est pas du tout perçue de la même façon. Il faut souligner que les adultes se font les portes paroles des problèmes vécus par leur jeunesse avec les policiers.

8.1.3.1 Relations de la police et des jeunes noirs

Les relations entre la police et les jeunes noirs ne semblent pas harmonieuses selon la communauté noire, du moins selon ceux ayant participé à la recherche.

Ainsi, la police est accusée de penser systématiquement qu'il s'agit d'une gang de rue lorsqu'ils voient un groupe de jeunes noirs ensemble. Les participants adultes trouvent cela désolant. Quant à eux, les adolescents noirs le disent, le seul « hic » dans le quartier est leurs rapports avec la police.

Selon les jeunes, les choses qui se passent dans le quartier seraient arrangées entre la police et certains citoyens : les policiers sont présents là où il y a des Noirs, comme au parc. Ils viennent voir s'il y a de la drogue, des batailles. En même temps, ces jeunes disent ne rien avoir contre la surveillance policière du quartier dans le sens où ils font leur travail. Cependant, là où le bas blesse, c'est s'ils mettent tous les jeunes noirs dans le même panier, comme s'ils étaient tous des délinquants. Ces jeunes ressentent de la frustration d'être systématiquement associés à des images négatives. C'est comme s'il y avait un soupçon systématique de la part de la police. Comme ils sont noirs, ils se font

regarder de travers et plus surveiller que les autres, surtout s'ils ont 15 ans et plus. Ces jeunes trouvent évidemment que la police exagère.

La conséquence de cette surveillance serait des contraventions systématiques et abusives (avis partagé par les enfants), comme pour avoir couru après l'autobus pour ne pas le manquer. S'il ne s'agit pas de contraventions, ce sont des interpellations pour un rien. Les jeunes noirs se montrent persuadés que les policiers ont des préjugés envers eux. Selon eux, ils subissent ce traitement à cause de d'autres jeunes noirs qui embêteraient effectivement les policiers. Cela se matérialiserait selon eux, surtout quand ils sont plus de trois ensembles. Autrement dit, ces jeunes trouvent que les policiers sont toujours sur leur dos. Ceci rend les relations difficiles entre les jeunes noirs et les policiers.

Cette surveillance policière des jeunes se ferait aussi avec les attroupements de jeunes blancs. Cependant, les jeunes noirs ont l'impression que ces derniers n'auront droit qu'à un avertissement, tandis que pour les jeunes blancs, cela peut aller jusqu'à la contravention arbitraire. Ce point de vue sur les contraventions abusives a été repris par les enfants. Les jeunes noirs voudraient que la police arrête de les agacer systématiquement et qu'ils soient moins sévères envers eux en ce qui concerne les contraventions. Ils souhaiteraient aussi de l'égalité dans le traitement.

Comme nous l'avons vu, certains adultes blancs ne partagent pas ce point de vue. Selon eux, c'est l'inverse qui se produirait, c'est-à-dire que les jeunes noirs bénéficieraient d'une clémence.

Selon les adultes noirs, cette image d'opposition entre les policiers et les jeunes noirs est véhiculée par les médias d'une part et d'autre part par le rapport difficile qu'entretenaient les parents de ces jeunes avec les tontons macoutes en Haïti. La conséquence serait une peur automatique des autorités, peur, qui dans une certaine mesure, les jeunes peuvent avoir intériorisé. Il faudrait briser cette image afin de rapprocher les jeunes et les policiers.

La question de ne pas avoir le droit d'être plus de quatre ensembles est reprise par les adultes noirs. Ainsi, les jeunes (exclusivement) qui se retrouveraient plus de quatre attroupés dans un lieu public, se feraient avertir par la police de se disperser. Règlement qui existerait depuis deux, trois ans dans le quartier. Ces participants se demandent si c'est un règlement municipal ou, disons, très local. Ils ont l'air d'accord pour dire que cela n'est pas spécifique aux jeunes noirs, sauf que cela a l'air de leur arriver plus fréquemment. Certains se questionnent sur bien fondé de cette mesure. Après tout, est-ce que cela ne va pas à l'encontre de la liberté d'association au Québec, se demandent certains.

Ainsi, cela scandalise les adolescents et les jeunes adultes ayant subi ce traitement. Ils se questionnent sur le but d'une telle mesure. Éviter la criminalité ? Comme en conclue un des participants : « un moyen qui n'est pas expliqué peut devenir justement moins efficace, ça peut provoquer aussi des effets pervers, des choses désagréables ».

Malgré ce portrait où les policiers portent le blâme, un bémol est apporté. Selon certains participants noirs, il peut y avoir effectivement discrimination de la part de la police, mais ils ne trouvent pas qu'ils exagèrent systématiquement sur les jeunes noirs. Ces derniers soulignent que c'est plus souvent les jeunes qui ont, comme ils disent, de « drôles » de comportements. Ils ne respecteraient pas tous la Loi. Il ne faut pas alors s'étonner de la réaction policière et ne pas y voir systématiquement de la discrimination. Ce point de vue n'est pas tout à fait partagé par tous, d'autant plus si les participants ont l'impression d'avoir vécu de l'injustice à un moment donné à cause de la couleur de leur peau. Cependant, ils finissent par s'entendre que l'injustice existe, même s'il y a eu de l'amélioration avec les années. Cependant, certains jeunes n'auraient pas une bonne attitude et mériteraient par conséquent la réprobation policière.

Certains participants adultes prônent un rapprochement entre les policiers et les jeunes. Selon ces participants, un des rôles de la police est de bâtir un lien avec les citoyens qu'ils protègent, dont avec les jeunes du quartier. Comme ils rencontrent toujours les mêmes jeunes, il serait important qu'ils s'intègrent mieux au quartier en adoptant un attitude de proximité : connaître les jeunes, parler avec eux, leur donner de l'information dans un autre contexte que celui de la répression et de la surveillance. Les jeunes comprendraient que les policiers sont présents pour la sécurité générale de tout le monde. Ces citoyens disent savoir que les policiers ne font pas juste surveiller les jeunes. Cependant, le mythe est bel et bien là. Un pas doit être fait et certains participants pensent qu'il revient aux policiers de le faire.

D'autres adultes, blancs cette fois, aimeraient aussi ce rapprochement, mais pour des raisons différentes. Pour contrer cette loi du silence chez les jeunes, ils se demandent si les jeunes ne parleraient pas plus si la police était plus proche d'eux.

Comme le quartier est perçu en danger à cause des gangs de rue et à cause de l'augmentation de la violence avec l'arrivée de populations immigrantes, le souhait de voir de la prévention dans les écoles de la part de la police a été soulevé par ces mêmes adultes. En effet, la police se doit d'être préventive et protectrice selon eux. Ils voient cependant cela comme un partenariat de la police avec les citoyens : « c'est l'affaire de tout le monde ».

8.1.4 Besoin d'informations

Un point qui ressort autant chez les adultes que chez certains adolescents est le besoin d'information. La police est considérée comme étant la mieux informée à la différence des citoyens. Le danger d'un manque d'information réside dans le fait que les citoyens peuvent s'imaginer tout ce qu'ils veulent. Certains pensent que la police a un devoir d'information envers le public, entre autres, quand ils mettent en place des mesures. Autrement, cela laisse la porte ouverte à toutes sortes de rumeurs appuyées par le fait que les gens sont persuadés que la police est bien informée et eux pas du tout.

L'exemple des patrouilles estivales en vélo en est un bon exemple : comme les citoyens ne les voyaient pas avant, certains se demandent ce qui peut bien se passer pour qu'ils soient présents aujourd'hui. Autre exemple : la présence de la police sur la rue de Tilly où il y a eu un meurtre. Les jeunes pensent que la police est présente faute d'avoir trouvé les fautifs. Tous ces défauts d'informations peuvent avoir un impact sur le sentiment de sécurité.

Ce devoir d'information n'est pas exclusif aux forces policières. Il appartient aussi par exemple aux directions d'école. L'année dernière, il y avait un policier qui surveillait devant une des écoles du quartier. Comme il n'est plus là aujourd'hui, les gens se demandent les raisons de ce retrait.

8.2 L'influence des médias

Selon plusieurs participants, tant noirs que blancs, adultes comme enfants, les médias ont une grosse part de responsabilité dans l'image négative véhiculée sur les jeunes noirs. Un adulte noir résume bien l'impact des médias tant sur les jeunes noirs que sur les citoyens.

8.2.1 La stigmatisation du Noir dans les médias

Très souvent, les médias identifient le Noir avec un parcours négatif. Quand il y a un délit commis par un jeune noir, ils ne peuvent se contenter de dire que c'est un jeune. Non, il faut qu'ils précisent qu'il s'agit d'un jeune noir ou d'origine haïtienne. On a l'impression que c'est toujours la faute d'un jeune noir haïtien. Cela représente un problème pour les participants. Quand les gens voient des jeunes noirs dans leur quartier, cela joue sur leur perception. Ils voient dans le Journal de Montréal, un jeune noir lié à la prostitution, ils voient l'habillement, etc.. Cela saute vite aux conclusions que les jeunes noirs à St-François font de la prostitution. Cela devient un automatisme, un réflexe, alors que les jeunes noirs qui font des délits restent une minorité de l'ensemble de la communauté haïtienne au Québec.

Ceci est effectivement confirmé par les adultes blancs et les enfants. Tant les jeunes que les adultes voient à la télévision des reportages parlant des gangs de rue à Montréal Nord ou St-Michel. Cela vient faire écho au meurtre de Rodney et la réalité devient présente dans la tête des gens : quand il y a un problème dans le quartier, cela implique « forcément » des Noirs. Les manchettes dans les journaux (intimidation de voisins du parc du Moulin) jouent aussi leur rôle. Un parent parle de l'influence des médias sur les préjugés de son enfant.

Certains enfants entendent parler à la télévision des gangs de rue de Montréal. Comme il y a en a qui connaissent des gens dans les quartiers ciblés, les enfants ont peur pour eux. Cela pourrait s'arrêter à ce stade-ci. Cependant, quand ils se promènent dans le quartier et qu'ils voient des groupes

avec des couleurs « très reconnaissables », cela leur fait peur, car ils se rappellent ce qu'ils ont entendu à la télévision.

La conséquence pour les jeunes noirs est qu'ils se sentent attaqués par cette image négative. Cette réalité ne semble pas toucher les adultes.

Ainsi, pour revenir à l'explication du participant, aujourd'hui, le Noir serait montré et se verrait comme venant d'un ghetto, où il n'y a rien à faire, et où la gang de rue deviendrait une alternative à sa situation. L'influence viendrait des États-Unis avec les gangs de rue afro-américaines. Cela intriguerait et motiverait les jeunes. Ils s'identifieraient à ce parcours qui n'est pas le leur et qui ne leur appartient pas. Les jeunes noirs de St-François seraient interpellés par « ce fléau ». Ils voudraient rentrer dans le jeu, car c'est un jeu pour eux. Ils auraient le besoin de s'identifier, entre autres, avec la couleur mauve, à cause d'une recherche d'identité. Le passage dans une gang ou dans l'identification à une gang est un phénomène jugé normal, mais aussi éphémère par les participants. Cependant, les jeunes y passent quand même. Les jeunes de St-François en seraient là : une énorme identification aux gangs de rue américaines. Ils se regroupent pour faire comme le « modèle » véhiculé par les médias : jeunes noirs = jeunes de gang de rue. Selon ces participants, la pression et l'attraction dans ce sens seraient fortes pour les jeunes aujourd'hui. Leurs attitudes, leur façon de s'habiller, leur façon de parler seraient directement influencées par ce qu'ils voient à la télévision.

Ainsi, certains soulèvent qu'il faut impérativement faire quelque chose, sinon, le quartier s'enlignera sur de gros problèmes, c'est-à-dire de vraies gangs de rue. Selon ces participants, pour le moment, cela reste un désir, mais la volonté est là. Ce n'est pas pour rien que certains jeunes font les manchettes dans les journaux, c'est comme s'ils copiaient le phénomène de gang en faisant des délits.

Cette identification au phénomène de gang se ferait progressivement. C'est un processus qui commence par le fait de s'identifier comme un Noir, et par la suite, vient la valorisation de d'autres Noirs aux valeurs plus délinquantes : respect du grand frère qui a un couteau, respect de ce qu'il est capable de faire et acceptation de ce qu'il fait. Les participants entendent les jeunes du quartier en parler. Les jeunes de Laval, tout naturellement voudraient faire partie de la chaîne dans laquelle Montréal Nord et St-Michel sont. Ils voudraient suivre la tradition virtuelle, qui leur colle à la peau, d'où les bandeaux mauves. La tradition n'existe pas, mais les jeunes la créent. Il y a donc recrutement de jeunes pour faire des mauvais coups. À un moment donné, ils se font prendre, certains arrêtent, d'autres continuent quand même. C'est comme un pattern.

Cette image renvoyée par les médias est perçue par ces participants comme une distorsion avec la réalité de la vie. Par exemple, dans la musique, les jeunes noirs vont s'identifier aux rappeurs noirs américains (image du gangster). Selon eux, il faudrait apporter d'autres modèles aux jeunes pour empêcher cette mauvaise identification et leur faire comprendre qu'un avenir passerait par des études secondaires.

L'influence de la télévision va plus loin avec les enfants. En effet, pour expliquer le délai d'intervention de la police ou des ambulanciers, ils s'appuient sur ce qu'ils ont entendu à l'émission *Autopsie*. Avec toutes les remarques faites par les enfants du groupe, il est clair qu'ils regardent beaucoup la télévision et ce genre d'émission. Chez les plus « accros », l'influence peut être puisé dans le cinéma ou encore dans le milieu artistique. Il semblerait que beaucoup de chanteurs populaires auprès des jeunes soient noirs.

9. Participation et diversité communautaire

Certains participants semblent d'accord pour affirmer que l'implication communautaire des adultes est faible dans le quartier. D'ailleurs, en ce qui concerne la participation aux activités du quartier, nous pouvons dire que pour la majorité des activités énoncées dans le questionnaire, la participation des sondés est assez faible. De plus, le plus souvent, c'est en tant que participant aux activités, ce qui veut dire que l'implication communautaire des sondés reste limitée.

En effet, seulement 26,9 % des adultes participent à des activités culturelles, dont la majorité en tant que participant (18,6 %), 34,4 % des enfants et 20,5 % des adolescents disent participer à des activités de musique, artisanat, théâtre.

En ce qui concerne la participation à des activités politiques, 29,6 % des adultes disent participer à ce genre d'activités (27,4 % en tant que participant).

Du côté des activités parascolaires⁵³ /vie scolaire, cela n'est guère plus élevé. Ainsi, 24,2 % des enfants et 12,8 % des adolescents disent participer à des activités parascolaires et 46,8 % des adultes déclarent participer à la vie scolaire (40,4 % en tant que participant). Ce dernier résultat plus élevé peut paraître tout à fait normal, compte tenu que l'on peut s'attendre à ce que les parents soient impliqués dans la vie scolaire de leurs enfants.

Autre faible score pas étonnant, compte tenu du recul de la religion dans la société québécoise, est celui qui concerne la participation à des activités religieuses. En effet, 28,6 % des enfants, 38 % des adultes (32,6 % en tant que participant) et 18 % des adolescents (15,4 % en tant que participant), disent participer à des activités religieuses.

Autant la faible participation religieuse paraît normale, autant celle par rapport à l'environnement peut sembler étonnante. En effet, depuis quelques années, la préoccupation environnementale se fait entendre dans la société. Cependant, cela ne se matérialise pas auprès des sondés. En effet, 10 % des enfants, 25,5 % des adultes et 7,7 % des adolescents disent participer à des activités environnementales.

⁵³ Il n'est pas sûr que ce soit les mêmes activités que les sondés incluaient dans cette catégorie.

Bien que la participation aux fêtes populaires des adultes et des adolescents soit relativement forte, on aurait pu s'attendre à ce qu'elle soit plus élevée. En effet, 34 % des enfants, 60,6 % des adultes et 50 % des adolescents disent participer aux différentes fêtes populaires organisées dans le quartier.

En ce qui concerne la participation à d'autres activités non énumérées, cela ne semble pas davantage fonctionner. En effet, 28,4 % des enfants, 27 % des adultes et 7,7 % des adolescents disent participer à d'autres types d'activités dans le quartier.

Malgré cette faible participation, d'autres activités semblent plus populaires. En effet, 61,3 % des enfants, 56,4 % des adolescents (53,8 % en tant que participant) et 43,3 % des adultes (28,9 % en tant que participant) déclarent faire du sport et/ou des activités de loisirs.

En ce qui concerne l'activité de gardiennage, 24,5 % des enfants et 56,4 % des adolescents feraient du gardiennage, ou peut-être ils se feraient garder. Ces scores sont, somme toute, logiques si l'on tient compte de l'âge des sondés.

Dernière activité qui rallie plus les adultes que les jeunes, c'est le bénévolat. En effet, 59,3 % des adultes (42,7 % en tant que participant) et 25,3 % des enfants et 28,2 % des adolescents déclarent faire du bénévolat. Ici aussi, les résultats peuvent être interprétés en fonction de l'âge.

9.1 Besoin d'activités diversifiées

Quel que soit leurs perceptions des jeunes et de la victimisation dans le quartier, la plupart des participants (adultes, adolescents, enfants) sont d'accord pour dire que le problème de fond à St-François est le manque d'occupation des jeunes. Bien que 35,6 % des adultes⁵⁴ estiment que le nombre d'activités dans le quartier depuis qu'ils y habitent est resté le même, 28,7 % qu'il a augmenté et seulement 10,9 % qu'il a diminué, il manquerait cruellement d'activités diversifiées dans le quartier. Ce point de vue ressort particulièrement chez les adolescents sondés : 63,2 % des adolescents pour seulement 34,4 % des enfants déclarent qu'effectivement, ils souhaiteraient certaines activités à St-François. On remarque que les avis des enfants⁵⁵ restent bien partagés sur cette question.

Malgré que 35,6 % des adultes trouvent que le nombre d'activités dans le quartier est resté le même, ce n'est pas forcément quelque chose de positif pour tous. Ainsi, certains des 35,6 % et les 10,9 % qui trouvent que les activités ont diminué, soulèvent eux aussi un manque d'activités diversifiées pour les jeunes. De plus, 23 % des adultes pensent que les jeunes de 10 à 13 ans participent tous ou pour la plupart aux activités, 18 % pour les 14-17 ans (écart qui s'équivaut quelque soit la catégorie d'âge). Ceci donne une perception de participation assez faible de la part des

⁵⁴ 24,8 % n'ont pas su se prononcer sur la question.

⁵⁵ 31,2 % n'ont pas su se prononcer sur cette question.

jeunes. Pour certains sondés, cette faible participation des jeunes serait un manque de motivation/d'intérêt. Hormis le flânage, les jeunes sont vus comme ne s'intéressant à pas grand chose.

Par contre, l'écart se fait moins grand pour les 14-17 ans quant vient le moment de s'exprimer sur leurs opportunités. En effet, 50,5 % des adultes estiment que les jeunes de 10 à 13 ans ont « beaucoup » à « assez » d'opportunités dans le quartier pour s'occuper et 42,4 % pour les 14-17 ans. Peut-être que les activités sont effectivement nombreuses, mais qu'il faudrait les repenser afin d'aller chercher le plus grand nombre de jeunes.

Ceci pourrait être confirmé par les raisons avancées par les adolescents et les enfants à leur non participation aux activités du quartier. En effet, dans neuf cas (9) sur 18 sondés, il s'agit d'un manque d'intérêt vis-à-vis des activités proposées dans le quartier : elles sont vues, plus souvent qu'autrement, comme « plates » ou réservées aux adultes. Cependant, cela peut être aussi par manque de temps (petit emploi, concentration sur études) ou sans raison particulière.

La plupart des adultes et des sondés adultes pensent qu'il faut intervenir auprès des jeunes. Pour certains adultes noirs, s'il avait eu des activités adéquates dans le quartier, peut-être que le meurtre de Jean-Paul Rodney aurait pu être évité.

En occupant les jeunes du quartier en fonction de leurs besoins/intérêts, beaucoup de sondés et de participants semblent penser que le problème du flânage des jeunes et par effet « boule de neige », les différents types de délits commis seront résorbés. Ceci est largement confirmé par les groupes de discussion.

En créant des activités intéressantes et divertissantes (loisirs, sports et employabilité), cela occuperait les jeunes. Ils seraient moins enclins à se promener dans la rue, ont tendance à penser les adultes noirs et les adolescents/enfants qui disent traîner faute d'activités. Selon les adolescents blancs, ils seraient aussi moins enclins à consommer de l'alcool et des drogues. Les activités permettraient de faire de l'éducation et peut-être de donner le goût aux jeunes d'une future carrière (entrevoir un avenir). De plus, avec ces activités que ce soit de loisirs ou d'emplois, on verrait une meilleure représentation des jeunes noirs, ce qui favoriserait une meilleure intégration. Ainsi, il faudrait donc plus de diversité et de renouveau dans les activités proposées en partant sur des intérêts/goûts des adolescents.

9.1.1 Coûts des activités sportives et de loisirs

Certains participants soulignent que les moyens financiers ne sont peut-être pas équivalents entre les familles, ainsi que le fait de ne pas savoir où aller chercher des ressources. Les activités sportives sont trop chères dans le quartier (avis partagé par les adolescents blancs et les enfants). Si en plus on ajoute à cela, les frais connexes d'équipement, cela revient cher aux familles. Par exemple, il

en coûterait 1 200 \$ en moyenne pour équiper un enfant pour le hockey. Ces coûts peuvent être difficiles à assumer pour des familles à faibles revenus. Le nombre d'enfants par famille aussi peut augmenter encore la charge.

Ce point de vue est repris par les adultes noirs. Pour que les jeunes noirs participent à d'autres sports, il faudrait des activités moins chères. Beaucoup de sports pratiqués par les jeunes blancs sont considérés assez chers. Selon ces participants, le basket-ball et le soccer ne sont pas des sports coûteux à pratiquer. En effet, même sans chaussures de sport, les jeunes peuvent jouer, à la différence du baseball ou du hockey.

Cependant, selon certains de ces adultes, cela prendrait plus que des activités abordables, pour soustraire les jeunes du mouvement d'identification aux gangs. Il faudrait aussi des infrastructures.

9.2 Manque d'infrastructures

Ainsi, un autre problème à régler en priorité avec ce manque d'activités selon les participants, serait le manque d'installations dans le quartier pour les enfants et les jeunes.

Un des problèmes tiendrait dans l'emplacement géographique de St-François. Ce quartier est à l'est de l'île. Les adultes et les adolescents trouvent le quartier isolé et qu'il y manque des infrastructures de proximité pour les jeunes, comme une grosse aréna ou un centre sportif et de loisirs. Il n'y aurait pas grand-chose à faire dans le quartier, en dehors du parc du Moulin. Comme les jeunes le soulignent, pour ceux (surtout les filles) qui ne font pas de sport, il n'y a aucune alternative. Les activités intéressantes pour ces jeunes filles se font à l'extérieur du quartier. Il faut prendre l'autobus, ce qui n'est guère populaire pour ces dernières. Elles aimeraient des activités à proximité.

En effet, ce manque d'infrastructures se matérialiserait par le fait que les jeunes n'ont pas de lieux pour se rassembler et se mélanger avec une animation adéquate quand ils ne sont pas à l'école. D'autant plus que certaine école leur fermerait leurs portes après les heures de cours. Selon des participants, elles devraient plutôt avoir des infrastructures intégrées, cependant, l'espace ne serait pas assez exploité.

Le temps problématique à combler dans l'occupation des jeunes selon les parents, est celui entre la fin des cours et le début des activités le soir (entre 13h50 et 16h-18h), lorsque les parents ne sont pas encore rentrés du travail. La conséquence serait qu'il n'y a aucune surveillance et aucun encadrement parental. Les jeunes veulent se promener, mais n'auraient nulle part où aller. Ils seraient laissés à eux-mêmes. De plus, les adultes blancs et noirs reprochent un manque d'implication des adultes auprès des jeunes. Cette implication serait présente quand les enfants ont entre 8 et 12 ans, mais elle semble faire complètement défaut par la suite. Ce qui ne donne aucun suivi constant auprès

des jeunes. Les activités demandent une disponibilité de déplacement aux parents, ce qui semblerait aussi faire défaut. Ainsi, l'implication/disponibilité des parents peut aussi être un frein à la participation des jeunes.

Il serait cependant erroné de croire qu'il n'y a rien ou aucun lieu pour les jeunes dans le quartier, cependant, ils sont perçus comme peu ou pas sécuritaires (morceaux de vitres par terre, seringues dans le parc de l'Escale) ou jugés trop loin par certains jeunes. De plus, la maison des jeunes du quartier n'offrirait pas assez d'activités selon les enfants. Certains adolescents ne veulent plus ou pas y aller parce qu'ils trouvent qu'il y a « trop de Noirs ». De plus, le projet de skate parc qui est en voie de réalisation, va créer un paquet de problèmes selon ces mêmes jeunes. Ils soupçonnent les Noirs (« les fresh ») de ne pas être prêts d'accepter de partager le parc avec les skateurs.

9.2.1 Recul des activités et lieux de rassemblement

Alors que seulement 10,9 % des sondés adultes trouvent que les activités ont diminué dans le quartier, la plupart des participants s'entendent pour dire que c'est effectivement le cas : il y aurait un net recul du nombre d'activités et des lieux de rassemblement. Les jeunes seraient devenus des personnes non grata puisque même les écoles les mettraient dehors.

En effet, avant, les jeunes habitant plus à l'ouest dans le quartier, pouvaient aller dans la cour d'école où ils faisaient des activités (animation des plus petits du service de garde), voire même se mélangeaient entre différentes origines ethniques pour jouer au basket-ball. Cependant, maintenant l'école leur interdit l'entrée jusqu'à 18h le soir, pendant l'occupation des lieux par le service de garde. La conséquence serait un déplacement des jeunes dans les petites rues avoisinantes, ce qui ne ferait par l'affaire de certains voisins. Leur présence dérange évidemment, rendant la cohabitation difficile entre les résidents et les enfants. Il y aurait par conséquent des interventions policières pour empêcher les jeunes de jouer dans la rue. Certains adultes et enfants auraient expliqué le problème aux policiers, mais ces derniers n'auraient pas le choix d'agir pour une question d'équité dans l'intervention. Soit ils le font pour tous les jeunes, soit ils ne le font pas.

De plus, les adolescents blancs regrettent une diminution des commerces qui va de pair avec une centralisation en face de l'église. Ceci ne serait pas pratique pour ceux habitant à l'autre bout du quartier.

9.3 Partage des responsabilités

En conclusion, les adultes blancs trouvent que les adultes manquent d'imagination pour occuper les jeunes, et ce, sans égard à l'origine ethnique. Cela est repris par les Noirs qui semblent eux aussi prendre la responsabilité de devoir faire quelque chose, trouver des solutions, pour éviter

que leurs jeunes traînent dans les rues à ne rien faire. Les jeunes sont vus comme l'avenir. Il faut donc les éduquer, les encadrer, car c'est eux plus tard qu'auront à le faire avec la prochaine génération de jeunes. Par conséquent, selon ces participants, il serait important qu'il y ait une implication des citoyens dans les loisirs du quartier. Cela devrait être un devoir, qu'on ait des enfants ou non, de donner un peu de son temps à sa communauté. Cela ferait en sorte que les citoyens n'auraient plus à avoir peur vis-à-vis des jeunes. Ils en concluent qu'il faudrait amener les plus jeunes à s'investir dans d'autres activités que celles des gangs de rue, leur montrer autre chose.

Malgré cela, ils semblent d'accord que la Ville de Laval et les institutions dans le quartier ont un rôle à jouer dans la redynamisation du quartier.

Manque de volonté de la part des directions scolaires, mais aussi manque d'implication de la Ville dans le quartier, en ce qui concerne les infrastructures et les emplois pour les jeunes. En créant des structures communautaires, cela donnerait plus d'opportunités d'emplois. Certains ont l'impression que les responsables municipaux ne tiennent pas les promesses qu'ils leur font. Avis partagé en quelque sorte par les adolescents blancs. En effet, si St-François manque d'activités, ce serait parce que c'est « un trou » avec des champs et dans lequel la Ville n'investit pas. Cependant, selon ces jeunes, le quartier est en train d'évoluer. Il est en pleine expansion. Le problème, selon ces jeunes, c'est qu'ils construisent des maisons qui ne se vendent pas, alors que ce sont des infrastructures qu'il faudrait.

Faits saillants de la partie IV

Responsabilité imputée à la police, aux médias et au manque d'activités diversifiées et d'infrastructures dans la situation vécue.

Relations avec la police

56,8 % des adultes et 60,6 % des adolescents estiment que la police est « peu présente » à « absente » dans le quartier. De plus, à peu près tous les participants aux groupes de discussion trouvent que la police ne fait pas son travail.

Un sentiment de sécurité est un sentiment qui passe par la présence de la police et par sa proximité. Pour une infime minorité, cette faible présence serait plutôt rassurante, car cela veut dire pour eux que le quartier est sécuritaire.

Les adultes et les adolescents noirs trouvent que la police se montre trop zélée dans le quartier, particulièrement envers les jeunes noirs envers lesquels, ils auraient des préjugés. Ainsi, la police est accusée de penser systématiquement qu'il s'agit d'une gang de rue lorsqu'ils voient un groupe de jeunes noirs ensemble.

La police peut être présente, mais pas forcément aux bons moments et aux bons endroits. Ainsi, elle serait rarement là quand les gens en ont besoin. Un certain nombre de sondés ont l'impression d'être les laissés pour compte de Laval.

Comme nous l'avons vu, ce serait justement le soir et les fins de semaine que les problèmes arriveraient quand le poste de police est fermé et non quand tout le monde est au travail et les jeunes à l'école.

Certains finissent par se questionner sur le rôle de la police communautaire. Ils se demandent à quoi sert un PPC dans un quartier s'ils ne sont pas présents quand les citoyens ont besoin d'eux.

En plus du manque de visibilité ou au contraire d'une excessive visibilité vis-à-vis de certains, un bon nombre de participants (adultes et adolescents blancs et enfants) et de sondés reprochent aux forces policières d'avoir des délais d'intervention trop longs et de faire preuve d'inertie.

La conséquence majeure de ce délai est que, le plus souvent, la police arriverait trop tard. Ils ne seraient plus en mesure d'arrêter les coupables.

Certains citoyens, quel que soit leur origine ethnique, ont l'impression que la police a peur d'intervenir, de prendre des décisions, comme s'ils ne savaient pas ce qu'ils devraient faire ou qu'ils auraient peur d'intervenir auprès des minorités ethniques et se faire traiter de racistes.

Bien qu'il se peut qu'une certaine discrimination de la part de la police puisse être présente, certains adultes noirs soulignent que, le plus souvent, certains jeunes ne respecteraient pas la Loi.

Les adultes, tant noirs que blancs, aimeraient qu'un rapprochement se fasse entre les jeunes et la police, ainsi que de la prévention dans les écoles de leur part, mais pas pour les mêmes raisons. Les premiers pour créer une meilleure harmonie entre les forces de l'ordre et les jeunes et les seconds, pour que les jeunes dénoncent plus ce dont ils sont victimes ou témoins et que les jeunes responsables se fassent sensibiliser sur ce qu'ils risquent en posant des gestes répréhensibles.

Besoin d'information : certains pensent que la police a un devoir d'information envers le public, entre autres, quand ils mettent en place des mesures, car « un moyen qui n'est pas expliqué peut devenir justement moins efficace, ça peut provoquer aussi des effets pervers, des choses désagréables ».

L'influence des médias

Les médias auraient une grosse part de responsabilité dans l'image négative véhiculée sur les jeunes noirs : ils stigmatiseraient les jeunes noirs, en les identifiant avec un parcours négatif. Quand des faits divers sont racontés, certains ont l'impression que c'est toujours la faute d'un jeune noir haïtien. Les médias mettraient l'accent sur l'origine ethnique.

La conséquence de cette image négative véhiculée est quand cela vient faire écho à des événements dans le quartier impliquant des Noirs. La réalité devient alors présente dans la tête des gens. Évidemment, les jeunes noirs se sentent attaqués par cette image.

En même temps, ce serait les médias qui permettraient aux jeunes noirs de s'identifier au phénomène de gang de rue. C'est un processus qui serait progressif : d'abord cela commence par le fait de s'identifier comme un Noir, et par la suite, vient la valorisation de d'autres Noirs aux valeurs plus délinquantes qui deviennent des modèles.

Manque d'activités diversifiées et d'infrastructures

35,6 % des adultes estiment que le nombre d'activités dans le quartier depuis qu'ils y habitent est resté le même, 28,7 % qu'il a augmenté et seulement 10,9 % qu'il a diminué.

50,5 % des adultes estiment que les jeunes de 10 à 13 ans ont « beaucoup » à « assez » d'opportunités dans le quartier pour s'occuper et 42,4 % pour les 14-17 ans.

Cependant, pour la plupart des participants (adultes, adolescents, enfants), le problème de fond à St-François serait le manque d'occupation des jeunes.

En occupant les jeunes du quartier en fonction de leurs besoins/intérêts, beaucoup de sondés et de participants semblent penser que le problème du flânage des jeunes et par effet « boule de neige », les différents types de délits commis seront résorbés.

Cependant, les activités sportives seraient trop chères dans le quartier. Ces coûts peuvent être difficiles à assumer pour des familles à faibles revenus.

La participation des sondés aux activités du quartier est, en tout cas, assez faible, et ce, quel que soit leur âge. Le plus souvent, c'est en tant que participant, ce qui veut dire que l'implication communautaire des sondés reste limitée.

23 % des adultes pensent que les jeunes de 10 à 13 ans participent tous ou pour la plupart aux activités et 18 % pour les 14-17 ans. Ce qui renforcerait la perception d'une participation assez faible de la part des jeunes.

Un autre problème à régler en priorité avec ce manque d'activités selon les participants, serait le manque d'installations dans le quartier pour les enfants et les jeunes.

En effet, les adultes et les adolescents trouvent le quartier isolé et qu'il y manque des infrastructures de proximité pour les jeunes. Il y aurait même un recul du nombre d'activités et des lieux de rassemblement. Les jeunes seraient devenus des personnes non grata puisque même les écoles les mettraient dehors.

Ce manque d'infrastructures se matérialiserait par le fait que les jeunes n'ont pas de lieux pour se rassembler et se mélanger avec une animation adéquate quand ils ne sont pas à l'école. D'autant plus que certaine école leur fermerait leurs portes après les heures de cours.

En effet, le temps problématique à combler dans l'occupation des jeunes selon les parents, est celui entre la fin des cours et le début des activités le soir (entre 13h50 et 16h-18h).

Le partage des responsabilités serait triangulaire selon les participants. C'est-à-dire que tant les citoyens du quartier, la Ville de Laval et le Service de protection des citoyens, que la Commission scolaire seraient responsables de l'amélioration à apporter à St-François.

Partie V. « Épilogue »

10. Pistes de solution

Dans la continuité de dénoncer le manque d'activités et de diversification de ces dernières, tous les participants ont tenté de cerner ce que cela prendrait au quartier pour occuper les jeunes. Selon les participants, il est impératif que le quartier se donne les moyens.

10.1 Pistes de solution des adultes

❖ Pour la création de lieux de loisirs et d'activités

Ainsi, nous l'avons compris, cela prendrait des infrastructures, à commencer par ouvrir les écoles aux jeunes du quartier, pour accueillir des activités. Il faudrait se servir des ressources humaines présentes dans le quartier pour animer ces activités. Par exemple : quelqu'un qui sait danser, pourrait donner des cours de danse. Par conséquent, miser sur l'implication communautaire pour occuper les jeunes (chacun donne un peu de son temps) pour un encadrement social et adéquat de la jeunesse (les éduquer, prôner les bonnes valeurs). Faire de la « culture éducationnelle » qui n'a rien à voir avec la couleur de la peau. Cela transcenderait la couleur de peau.

Certains participants imaginent un mouvement de mobilisation bénévole pour un projet concret. Le quartier pourrait se servir du bénévolat des jeunes et des adultes au profit des autres jeunes. Avec un projet concret, ils pensent que les gens seraient prêts à se mobiliser. Même eux pourraient recruter dans leur réseau. Ils pensent que les gens qu'ils connaissent seraient intéressés à faire quelque chose. Le principe est qu'autant que possible, il faut se servir des ressources disponibles dans le quartier pour éviter des coûts exorbitants. Il faudrait que ce projet se base sur un processus réaliste, structuré et organisé : commencer par s'informer des activités qui plaisent aux jeunes, penser les diversifier, s'occuper de la logistique, etc..

Petit bémol cependant, les gens auraient tendance à se renvoyer la balle. Ne sachant plus où aller cogner pour faire avancer les choses, les gens finiraient par se démobiliser.

Ces deux groupes d'adultes ont visiblement à cœur le quartier. Les participants semblent très motivés tout d'un coup. Ils veulent améliorer la qualité de vie. Ils semblent prendre la responsabilité de devoir faire quelque chose, trouver des solutions, pour éviter que leurs jeunes traînent dans les rues à ne rien faire.

❖ **Pour contrer le phénomène d'identification aux gangs de rue et la victimisation des jeunes**

Il faudrait aussi faire de la prévention pour dépister et déstabiliser les jeunes attirés par les gangs de rue, et ce, dans les endroits où ils se tiennent. Il faut donc cibler les endroits problématiques (parcs, les écoles), les moments (le soir ?) où il y a plus de risques de victimisation et mettre en place des mesures préventives, comme par exemple l'éclairage et la surveillance du quartier par les citoyens. Cela pourrait permettre d'éviter le décrochage scolaire qui peut amener un jeune vers une gang.

Selon certains, cette prévention devrait se faire dans le cadre d'un grand centre communautaire, comme un YMCA. Il n'est pas nécessaire qu'il soit à St-François, mais au moins à Laval. Ce centre aurait une visée éducative très claire afin de contrer la montée du phénomène de l'identification aux gangs de rue. Montrer aux jeunes que la réalité qu'ils vivent est une image fautive et négative. Autrement dit, leur montrer un autre parcours, plus prosocial, pour qu'ils « se réveillent ».

Certains parents aimeraient la présence de la police dans les écoles, et ce, dès le primaire, pour faire de la prévention, par exemple deux fois par an. Ceci éviterait, entre autres, la discrimination positive envers les jeunes noirs lors d'arrestations. Cela pourrait être des policiers à la retraite ou en accident de travail. Une police préventive et pas juste réactive (arrestation). Cependant, bien qu'ils souhaitent qu'elle soit présente, il ne faudrait pas donner l'impression que le quartier est barricadé, car ce ne serait pas mieux. Il faudrait plutôt opter pour méthodes plus douces comme l'implication dans l'occupation des jeunes. Parallèlement, il faudrait quand même que la police arrête et dissuade les jeunes problématiques, ce que certains appellent le « nettoyage ».

La prévention devrait se faire aussi avec le milieu familial. Selon les adultes noirs, il faudrait dispenser de l'information, des explications et des outils aux parents noirs pour faire face au phénomène d'identification de leurs jeunes aux gangs de rue, mais aussi aux réalités des jeunes (drogue, etc.). Selon certains, cela serait impératif dans un plan d'action.

❖ **Pour améliorer les relations entre les communautés dans le quartier**

Mettre en place des activités mixant les personnes d'origines ethniques différentes, afin de réconcilier les Noirs et les Blancs : se parler, démystifier, se donner un coup de main, s'entraider.

Comme par exemple, pour améliorer les relations entre les policiers et les jeunes, l'initiative d'un match de basket-ball entre jeunes et policiers. Certains adultes noirs trouvent l'idée très bonne et ils espèrent que cela va aider à montrer aux jeunes que les policiers sont là pour le quartier.

Donc, mettre en place des activités variées, autres que celles existantes déjà, qui réunissent une plus grande diversité de jeunes (blancs, noirs, etc.), de personnes, pour une meilleure interaction des différents groupes : des activités ouvertes sur la différence, rejoignant le plus de monde possible et où tout le monde pourrait s'y identifier. Il ne s'agit pas juste de se côtoyer, mais de faire des choses en commun pour apprendre à se connaître. Pas rester dans le discours, mais faire des choses concrètes. Par exemple : monter une chorale mixte. Les arts seraient un bon moyen car c'est langage universel. L'artisanat peut être aussi une idée, le sport évidemment car il est fondamental pour les jeunes, la musique, des cours de danse hip-hop, la peinture, etc.

Créer des lieux, des espaces où les gens puissent se côtoyer et se mélanger dans le quartier. Actuellement, le seul endroit selon certains est la bibliothèque. Ouvrir un local et montrer des archives pour faire découvrir la peinture haïtienne par exemple (envie de faire découvrir leur culture). À la Maison de la famille, il pourrait y avoir des activités très ouvertes, très fréquentées et répondant aux besoins. Cela amènerait un meilleur échange interculturel. Il ne faut pas cependant directement cibler sur la multiculturalité, parce que cela ne fonctionnerait pas selon certains. Il faudrait plutôt viser à atteindre cet objectif indirectement.

Autrement dit comme l'exprime un sondé, il faudrait la création d'un lieu de rassemblement communautaire ouvert à tous et symbolisant la vie de quartier, les échanges et les activités. Bâtir quelque chose pour commencer à grandir de façon multiculturelle, comme à Montréal par exemple.

De plus, certains rappellent qu'il ne faudrait pas oublier de mettre en place des méthodes adéquates pour rejoindre les gens. Le journal de quartier ne serait pas lu par tout le monde, surtout les jeunes. Cela prend d'autres canaux de diffusion de l'information, comme le bouche à oreilles, bien que la technique ne soit pas évidente.

Ces participants émettent cependant un avertissement : il faut faire les choses sérieusement, de façon structurée, ouverte, utilisant les bons canaux et les bons réseaux pour rejoindre et mobiliser les gens. Cela prend aussi le respect des jeunes : ce respect passerait par la qualité qu'on voudra mettre dans l'activité et l'encadrement. Pour ces participants, il va de soi que la Ville de Laval devrait obligatoirement s'impliquer.

10.2 Pistes de solution des enfants et des adolescents

Nous venons de voir les différentes idées des participants adultes, mais que souhaitent les adolescents et les enfants ? C'est ce que nous allons voir maintenant. Ceci complètera le portrait.

Ainsi, les sondés et les participants enfants et adolescents émettent le souhait d'avoir certaines autres activités dans leur quartier. Face à des souhaits d'activités, l'origine ethnique n'a plus aucune importance dans le point de vue de ces jeunes.

Le premier type d'activités réclamées est relié aux sports⁵⁶ : soccer, football, plus de hockey dont pour les enfants (mini ligue, ballon balai), volley-ball, natation, patinage, course à relais, tennis, activités autour du vélo, course de patin en équipe, badminton, et sports aquatiques.

Dans la même veine, ils demandent des infrastructures adaptées, entre autres, au climat du Québec. Ainsi, ils aimeraient une plus grosse aréna avec terrain basket-ball, hockey (cosom), soccer, baseball et une piscine par exemple. Il faudrait penser à séparer les jeunes en fonction des âges, parce que les grands finissent toujours par « tasser » les plus jeunes. Cela pourrait être aussi un centre de gymnastique et un « beball » qui est un terrain de basket avec trois périodes chacune réservée à un âge particulier (5-7; 8-13; 14 et plus). Ils souhaiteraient aussi un skate parc et un terrain de « slam ball » (jeu avec des petites balles de basket et des trampolines). Certains enfants soulignent le fait que ces activités devraient être à proximité (question de transport) et à moindre coût.

Le deuxième type d'activité qui ressort concerne les loisirs. Ainsi, les jeunes souhaiteraient des cours de danse hip-hop/break danse, de chant, de flûte, de tamtam, de théâtre, des concours et cours de dessin, des compétitions de skateboard, un billard, un carnaval, des quiz, une style de récréathèque, une arcade, un mini golf, du paint-ball ou encore plus d'activités dans le parc. Cela peut être aussi des activités artisanales comme la sculpture, la pêche.

Ils avancent des idées pour créer l'espace disponible à ces activités. Ainsi, ils proposent de revitaliser le coin du boisé en arrière de l'aréna qui semble poser beaucoup de problème. Les jeunes proposent de le démolir et construire une bâtisse avec des divertissements comme une piste de danse. Les cours de chant et de danse (très populaire auprès des filles) pourraient être dans ce nouveau local. Les enfants vont plus loin en réfléchissant à l'organisation de ces danses. Ainsi, il y aurait celle des 11-14 ans, avec des heures plus adaptées (18h à 21h) et celle des « grands » à partir de 15 ans (21h, 22h, jusqu'à 3h du matin). Comme nous l'avons vu, la danse actuelle ne convient pas. Ils tiennent à rappeler qu'ils souhaitent être séparés des adolescents pour un bon nombre des activités. Ils veulent avoir la paix et éviter l'influence négative des plus vieux.

Le champ en face de l'ancien IGA est aussi visé. La Ville de Laval pourrait faire un petit parc de la nature ou encore revitaliser le parc l'Escale, en y remettant des jeux. Le centre d'achat en haut de la Montée du Moulin pourrait être revitalisé aussi.

De plus, ils souhaiteraient un petit parc d'attraction accessible en vélo. Encore une fois, cela pourrait se faire dans un champ. Ils aimeraient aussi des fêtes avec des jeux gonflables pour les plus

⁵⁶ Il est à souligner que certaines activités sont déjà dispensées dans le quartier.

jeunes. En effet, il semblerait qu'il n'y ait pas grand-chose pour les plus petits, quand il y a une fête dans le quartier.

Un cinéma à proximité pour que les enfants puissent y aller avec leur moyen de transport ferait bien leur affaire. Cela pourrait être un ciné-parc avec des chaises pour ceux qui n'ont pas de voitures. Il pourrait être construit sur le terrain de l'ancienne BASF. De plus, ils souhaiteraient agrandir la maison des jeunes pour pouvoir organiser plus d'activités.

Le dernier type d'activités réclamées exprimé de façon beaucoup plus minoritaire est de l'ordre d'un cours de gardien averti et secourisme pour les 10 ans et plus, d'un centre pour les jeunes avec un psychologue et ouvert 24h/24 ou des magasins de vêtement. Pour finir, une minorité exprime le souhait d'avoir des activités qui réunissent les jeunes ensemble, ou encore, tout simplement, plus de lieux où aller avec leurs amis.

S'il y a création d'activités, les jeunes demandent à ce que les personnes veillent à ce qu'elles soient abordables. Bien qu'ils ne s'entendent pas sur ce qui serait abordable, pour limiter les coûts, eux aussi proposent d'utiliser les ressources humaines du quartier. Ils avancent que des activités abordables vont amener plus d'argent au final, parce que plus de jeunes participeront.

Ceci complète le portrait de la façon dont les citoyens du quartier vivent la sécurité et le climat social à St-François. Comme nous venons de le constater les idées d'amélioration ne manquent pas.

Dans le prochain chapitre, après une synthèse des principaux résultats et une mise en lumière de la situation décrite, nous allons voir la pertinence d'un plan d'action en fonction de la situation vécue à St-François.

Faits saillants de la partie V

Pistes de solution des adultes : Pour les participants, il est impératif que le quartier se donne les moyens afin d'améliorer la situation décrite dans le quartier.

Trois axes sur lesquels il faudrait agir ont été soulevés par les adultes : La création de lieux de loisirs et d'activités, l'opposition au phénomène d'identification aux gangs de rue et à la victimisation des jeunes et l'amélioration des relations entre les communautés dans le quartier.

Les solutions sont, entre autres, l'utilisation des ressources humaines (bénévolat) du quartier pour dispenser des activités, faire de la prévention pour contrer le phénomène d'identification aux gangs de rue et la victimisation des jeunes et la création d'activités afin de créer un lieu de rassemblement où les adultes, quel que soit leur origine ethnique, se mélangent. Des activités qui transcendent la couleur de la peau. Il ne faut pas cependant directement cibler sur la multiculturalité, parce que cela ne fonctionnerait pas selon certains. Il faudrait plutôt viser à atteindre cet objectif indirectement.

Pistes de solution des enfants et des adolescents : Les sondés et les participants enfants et adolescents émettent le souhait d'avoir certaines autres activités dans leur quartier. Face à des souhaits d'activités, l'origine ethnique n'a plus aucune importance dans le point de vue de ces jeunes.

Ils souhaitent plus d'activités sportives et de loisirs et d'infrastructures adaptées, entre autres, au climat du Québec.

Synthèse, discussion et recommandations

Depuis plus de trente ans, le thème de la sécurité est très en vogue autant dans les discours politiques, dans les préoccupations affichées des collectivités locales que dans la presse (Brodeur, 1993). Les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont donné à la sécurité une dimension internationale tout en semant une certaine « panique » générale au sein du monde occidental.

Moins spectaculaire, mais non moins importante, la sécurité des collectivités est devenue une préoccupation tant fédérale, provinciale que municipale au Canada. Pour preuve, le financement de nombreux projets en prévention de la criminalité et la multitude de recherches portant sur ce thème.

Selon Ackermann et al. (1983 : 9), saisir l'insécurité par ses causes est un « schéma stérile » qui ne fait, en bout de ligne, que désigner un bouc émissaire. Selon ces derniers, il faut analyser sous un autre angle l'insécurité afin de sortir en quelque sorte de ce cercle vicieux qui n'aurait pas de sens. Il faudrait plutôt « [...] montrer comment ce champ [l'insécurité] est structuré par de tels mécanismes, de manifester comment ces interprétations connotent moins l'explication que l'attribution de responsabilité. » (Ackermann et al., 1983 : 9). Ce n'est qu'à ce prix, semble-t-il, que nous pourrions prendre de la distance vis-à-vis des « conceptions réductrices de l'insécurité » afin de l'étudier dans toute sa portée équivoque. Il ne s'agit pas de tenter de l'expliquer, mais de la décrire et de l'interpréter.

Nous nous inscrivons complètement dans cette perspective. En effet, dans la première partie de cette analyse, nous nous sommes attelés à dresser le portrait du sentiment de sécurité et du climat social tels qu'en rendent compte les citoyens du quartier. Dans cette deuxième partie, nous interprétons ce portrait afin d'en dégager des recommandations en vue d'un futur plan d'action.

Un sentiment d'insécurité est bel et bien vécu de façon subjective autant qu'objective, tout dépendant des événements. Ces deux façons sur lequel repose ce sentiment d'insécurité sont interreliées et s'influencent mutuellement. Il est indéniable qu'une certaine victimisation, surtout des adolescents, est présente. Cependant, la trame de fond dans la situation vécue à St-François nous semble aujourd'hui reposer sur une « inversion de la causalité », c'est-à-dire que serait finalement l'insécurité qui créerait la criminalité (voir Brodeur 1993). En désertant l'espace social, cela laisse la place aux jeunes qui ont l'impression qu'ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent, puisque aucune réprobation sociale ne vient déranger leur tranquillité.

Il n'est plus possible de savoir, quand tout a commencé, si c'est la criminalité qui a engendré ce sentiment d'insécurité ou l'inverse. Cependant, la situation, telle que décrite et vécue par les citoyens du quartier au moment de ce rapport, nous fait largement pencher du côté que l'insécurité ressentie engendre aujourd'hui une bonne partie des comportements dérangeants et/ou délinquants, laissant même la place à une surenchère des problèmes.

Les jeunes noirs sont souvent visés comme la cause des problèmes du quartier. Cependant, alors que beaucoup les désignent comme cause, ils sont surtout la conséquence de cette situation : conséquence d'un manque de cohésion sociale dans le quartier engendrant une certaine exclusion sociale de la part du groupe majoritaire, situation compliquée par le partage de responsabilités pas claires entre les divers paliers de gouvernement, perpétuant ainsi une inégalité entre les locaux et les nouveaux arrivants. Ceci ne veut pas dire que nous banalisons les actes répréhensibles se passant dans le quartier et qu'il ne faut rien faire pour y mettre un frein. Loin de là notre intention. Cependant, pour une action pertinente et efficace à long terme, il faut voir les comportements de certains jeunes noirs comme le symptôme du problème et non comme la cause.

Avant de voir plus en détail et de mieux comprendre, les rouages de ce sentiment d'insécurité vécu dans le quartier, une brève synthèse des principaux résultats s'impose.

11. Brève synthèse des principaux résultats

Si nous devons résumer ce qu'il ressort du portrait du sentiment de sécurité et du climat social à St-François⁵⁷, nous le ferions comme suit :

Bien qu'attachés à leur quartier, un certain nombre de citoyens de St-François (adultes, adolescents et enfants) ressentent un sentiment d'insécurité, particulièrement vécu le soir aux abords du parc du Moulin. Ce sentiment est particulièrement exacerbé chez les parents blancs, les jeunes filles blanches et les enfants toutes origines confondues. Les « causes » résideraient dans la présence d'attroupements de jeunes noirs et de gangs de rue. Ces derniers commettraient toute une série d'actes illégaux et réprouvés, la plupart du temps, non dénoncés officiellement, tant par les adultes que, et surtout, par les jeunes tenus à la loi du silence. La police, les médias et les rumeurs auraient une responsabilité dans ce sentiment d'insécurité vécu.

Cet état de fait a comme impacts, une baisse de la qualité de vie, une victimisation des jeunes et la présence d'un climat de peur insidieux, qui entraîne à son tour un retrait de l'espace social qui se manifeste, entre autres, par des comportements d'évitement et de protection. Ce dernier engendre, à son tour, la possibilité, pour les jeunes, de faire ce que bon leur semble, compte tenu de l'absence de régulation sociale informelle de la part du reste de la population. Autrement dit, cela ressemble à un cercle vicieux qui se perpétue indéfiniment, sans que l'on sache au départ si c'est la criminalité qui a engendré une insécurité ou au contraire, l'insécurité, basée sur la peur de la présence des jeunes noirs, qui a engendré une certaine criminalité ou du moins des incivilités.

⁵⁷ Que les points de vue de l'ensemble de l'échantillon soient positifs ou négatifs, nous constatons que ce sont toujours les mêmes thèmes qui reviennent pour expliquer ces opinions. La seule différence est qu'ils ne seront pas exprimés dans le même sens si le point de vue est positif ou négatif.

Cette situation a pu se cristalliser à cause d'un manque de cohésion sociale dans le quartier. En effet, il y a clairement un cloisonnement social entre les deux plus grandes communautés présentes dans le quartier, soit celle québécoise de souche et celle haïtienne. L'intégration ou « le mixage » entre ces communautés ne semble s'être jamais vraiment fait. Cela engendre des préjugés, voire une certaine forme de racisme, par méconnaissance de l'autre, souvent perçu comme faisant parti d'un groupe homogène.

Une recherche sur la violence vécue des jeunes à Laval (Blais et Cousineau 2000), a montré que lorsque des élèves du secondaire, ayant grandi dans un quartier purement québécois, se sont retrouvés dans une école fortement multiethnique, le choc des cultures a été, semble-t-il, brutal. En effet, ces jeunes n'avaient pas eu l'habitude de côtoyer des jeunes de d'autres cultures.

Une des explications à la réalité vécue à St-François peut justement résider dans une explication du même ordre. Dans ce petit quartier qui a été longtemps semi rural, un certain nombre de familles québécoises y sont installées depuis plusieurs générations. Il semblerait que le quartier a été longtemps presque exclusivement québécois de souche. Quand une population n'est pas habituée aux mélanges des cultures, se retrouve à partager l'espace avec une population immigrante venue s'installer, il n'est pas saugrenu de penser que la transition, l'acceptation et l'intégration de ces nouveaux venus puissent être difficiles, d'autant plus lorsque les valeurs culturelles respectives ne se ressemblent pas forcément. Ceci peut engendrer un repli sur soi de chaque communauté et des confrontations se matérialisant autour des jeunes noirs.

Cette installation de la communauté haïtienne ne date pas d'hier. En effet, selon le recensement 2001 (Statistiques Canada, 2001⁵⁸), nous en serions à la deuxième, voire la troisième génération installée à St-François. Ceci peut laisser présager que le malaise dure depuis un certain temps. Peut-être prend-t-il plus d'acuité aujourd'hui avec l'augmentation croissante de la population noire.

En effet, nous retrouvons un quartier qui se développe, trop vite pour certains, amenant une augmentation de la population, avec des difficultés de cohabitation et de voisinage. En effet, les relations ne semblent pas toujours évidentes : problème de civisme entre voisins (aboiements des chiens, musique...). Il est soulevé aussi un manque de confiance entre les gens du quartier, beaucoup d'agressivité et le fait que certains trouvent qu'il y a trop de gens de couleur, d'étrangers dans le quartier qui prendraient trop de place.

Bien qu'un bon nombre de participants et de sondés exprime un sentiment d'insécurité, ce n'est quand même pas le cas pour tous. Certains estiment même que la qualité de vie dans le quartier s'est améliorée. Ainsi, en soulevant exactement les mêmes thèmes, ces derniers trouvent qu'il y a une diminution des problèmes (batailles) reliés aux gangs de rue et une surveillance accrue du quartier. Pour eux, le quartier n'a pas changé. Il est toujours sécuritaire, calme et stable démographiquement.

⁵⁸ Site internet : <http://www12.statcan.ca/francais/census01/home/Index.cfm>

En ce qui concerne le climat social, il s'agit de l'amélioration du réseau social, de la qualité de vie depuis le déménagement à St-François, ainsi qu'une amélioration des comportements et de l'éducation des gens habitant le quartier. De plus, ils trouvent appréciable l'arrivée de nouveaux commerces et d'infrastructures (maison des jeunes, bibliothèque améliorée), de services de proximité et de nouvelles constructions immobilières. La rénovation du centre d'achat et le fait qu'il y ait, à leurs yeux, plus de services comme le transport en commun, viennent s'ajouter au portrait.

Il est à souligner que certaines personnes estimant ne pas fréquenter assez le quartier ou encore se trouvant trop nouveau ont préféré ne pas se prononcer sur l'évolution de la qualité de vie à St-François (question de légitimité).

L'insécurité semble être moins le fait des adolescents et des adultes noirs que celui des adolescents et des adultes blancs. Cela n'empêche pas que certains parents noirs peuvent avoir peur de certains jeunes de leur communauté. Pour les enfants qui ont exprimé un fort sentiment d'insécurité, l'origine ethnique n'a rien à voir avec leurs perceptions. De plus, si l'insécurité n'est pas un problème pour certains, par contre les jeunes noirs se plaignent d'un acharnement policier et d'une image négative que véhiculent certains citoyens blancs à leur égard.

En effet, bien qu'il ne soit pas prouvé que tout jeune noir soit forcément un membre de gang de rue, un fait qui semble fortement préoccuper certains adultes noirs est le phénomène d'identification aux gangs de rue de la part des jeunes de leur communauté. Ce sont peut-être dans ces attitudes et façons de s'habiller directement copiées sur le modèle des gangs de rue afro-américaines, que pour un bon nombre de citoyens du quartier, leur sentiment d'insécurité s'appuie.

Un problème de fond dans ces attroupements de jeunes est que le quartier manquerait d'infrastructures et d'activités diversifiées pour occuper les jeunes. Ils semblent tous d'accord pour dire que si la situation était remédiée, cela réglerait en grande partie le problème des attroupements et de la criminalité.

Ainsi, malgré ce portrait, un bon nombre de participants adultes aux groupes de discussion, et ce, sans égard à l'origine ethnique, se montrent prêts et motivés à relever leurs manches afin de remédier à la situation du quartier. D'ailleurs, tous (même les adolescents et les enfants) ont fait preuve d'imagination en essayant de trouver des pistes de solutions pour améliorer la situation. Certaines idées nous paraissent intéressantes, comme entre autres, le fait de mettre en place des activités après la fin des cours et en utilisant les ressources humaines du quartier. Cependant, nous nous demandons si elles sont toutes réalistes. En effet, dans l'exemple soulevé, les gens ne semblent pas tous chez eux dans le moment à combler entre la sortie de l'école et les débuts des activités de soir. Quoi qu'il en soit, d'aucuns ne souhaitent une aggravation de la situation. Il en va du bien-être du quartier qu'ils ne semblent pas vouloir vraiment quitter.

Nous ne pouvons finir cette synthèse, sans parler de la potentielle influence de ce que nous appelons en recherche « le biais de désirabilité sociale », c'est-à-dire le fait que le participant à la recherche croit savoir ce que le chercheur attend comme réponse. Ainsi, la présence de ce biais est possible, faute de moyens de le contrôler réellement.

De plus, dans le sous-échantillon des adolescents, le faible résultat dans l'auto-victimisation révélée concernant le taxage (5,2 %) est surprenant, compte tenu que ce serait justement cette catégorie de la population la plus sujette à ce type de victimisation. Il y a donc de forte chance que cet échantillon ne soit pas tout à fait représentatif de la population générale des adolescents. Cependant, lors de la construction de l'échantillon, des efforts ont été faits pour obtenir, autant que possible, des proportions représentatives par rapport au poids relatif de chaque sous-catégorie de la population du quartier. Comme nous l'avons vu dans le chapitre méthodologique, nous pouvons dire, que dans l'ensemble, l'échantillon total demeure acceptable.

Il ne faudrait pas, non plus, sous-estimer dans le sentiment d'insécurité ressenti, le pouvoir de l'influence de certains citoyens sur les autres : l'influence de l'expérience directe (témoin et/ou victime) sur les personnes. En effet, deux expériences se confrontent : celle de ceux témoins directement ou indirectement d'actes criminels ou inadéquats et celle de ceux qui en ont seulement entendus parler. Indéniablement, les personnes qui sont témoins dans le quartier influencent les autres, avec pour conséquence chez ces derniers, une augmentation des doutes, du sentiment qu'il y a des problèmes graves, voire du sentiment d'insécurité.

Tout au long du groupe de discussion des adultes blancs, nous avons remarqué de nombreuses réactions de surprise de la part de ceux qui ne sont jamais vraiment témoins d'actes dans le quartier. Plus le groupe avançait, plus ces derniers semblaient intégrer dans leur discours les « réalités » décrites par les autres. Par exemple, un des participants « non témoin » en exprimant son point de vue a intégré dans son opinion des arguments de personnes se montrant très informées (la présence des couteaux et de seringues sur le terrain de la maison des jeunes). Cela ne veut pas dire que ces personnes ont forcément raison, mais cela leur confère une légitimité et une crédibilité aux yeux des « non témoins ».

Nous nous sommes d'ailleurs aperçus que certaines perceptions chez les moins inquiets au départ de la réalité du quartier changeaient sensiblement au fur et à mesure de la discussion. À un moment donné, la discussion a été tellement une énumération de problèmes qu'une des participantes a fini par demander pourquoi ils ne déménageaient pas. Même elle, a commencé à alterner entre l'idée de déménager ou de rester, lorsqu'elle s'est mise à donner un peu plus de crédit aux rumeurs et à ce qu'elle voyait. Le pouvoir de l'influence de personnes à qui on accorde légitimité et crédibilité n'est pas à sous-estimer, à notre avis, dans la dynamique du quartier. En effet, si ce processus s'exprime dans un groupe de discussion, il peut très bien s'exprimer à l'échelle d'un quartier, qui ne l'oublions pas, est considéré comme un petit village où tout le monde se connaît.

Maintenant que nous avons vu les grandes lignes de ce qui ressort du portrait du sentiment de sécurité et du climat social dans le quartier, nous vous proposons de voir un peu plus en détails de quoi est constitué la (in)sécurité dans une collectivité et les ressemblances et différences avec la situation de St-François. Ceci nous permettra de mieux envisager le type d'actions à poser.

12. Quelques considérations sur la définition de sécurité/insécurité/ peur du crime

Comme nous l'avons vu, la définition de la sécurité est propre à chacun. Cependant certains thèmes se retrouvent en commun chez les sondés et les participants. Cela nous permet de donner une définition générale de ce que représente le fait d'être en sécurité pour les citoyens de St-François ayant participé à la recherche :

« Être en sécurité veut dire que toutes les conditions sont réunies pour ne pas être victimisé - physiquement et matériellement – ce qui vaut pour les proches dont les enfants, et ceci afin d'avoir un bien-être, une paix, une tranquillité d'esprit. ».

Comme le soulignait Brodeur (1993), définir l'insécurité⁵⁹ représente certaines difficultés, dont la majeure est le fait que ce mot revêt plusieurs sens très hétérogènes. Pour y voir plus clair dans cette multitude de sens, il faut décortiquer le concept de (in)sécurité et faire les distinctions qui s'imposent.

En tout premier lieu, la sécurité comporte deux dimensions incontournables : celle **objective** - « paramètres comportementaux et environnementaux objectifs »- et celle **subjective** - « sentiment de (in)sécurité de la population »- (Centre collaborateur OMS du Québec, 1998 :1). Advenant une faille objective ou subjective dans la sécurité, apparaît la peur du crime ou encore un sentiment d'insécurité. C'est exactement ce qui se passe à St-François. Ces deux dimensions sont indissociables pour analyser la sécurité d'un milieu de vie car mutuellement, elles s'influencent positivement ou négativement (Centre collaborateur OMS du Québec, 1998). C'est ce qui explique les points de vue différents des citoyens ayant participé à la recherche.

Il y a une autre distinction importante à faire quand on parle d'insécurité. L'insécurité a plusieurs formes. Comme nous l'avons vu, un certain nombre de sondés et de participants ont peur de la criminalité tant pour eux-mêmes que pour les leurs (fear), et ce, quelque soit la place fondamentale qu'ils reconnaissent ou non à la délinquance dans le débat public. C'est la **dimension affective** (Brodeur, 1993). Cette dimension nous paraît centrale dans les points de vue exprimés par un bon nombre de citoyens du quartier. Elle est particulièrement ressortie chez les Blancs, adultes et adolescents, et les enfants (mixtes). Deuxièmement, certains citoyens se sont montrés plus préoccupés « par la gravité de ce problème social (*generalized concern*), sans éprouver nécessairement de crainte

⁵⁹ Au Québec, il est de tradition fortement influencée par les États-Unis de parler plutôt de peur du crime (fear of crime) que d'insécurité (Brodeur, 1993). Cependant, nous avons plutôt utilisé « insécurité » que « peur du crime ».

personnelle. » (Robert, 2002 : 372). C'est la **dimension cognitive** (Brodeur, 1993) qui est particulièrement ressortie chez les adultes noirs.

Comprendre l'insécurité vécue dans le quartier sous ces différentes formes est indispensable, compte tenu que les impacts ne sont pas les mêmes pour tous, tout comme les moyens de prévention qu'il faudra mettre en œuvre.

12.1 La dimension affective du sentiment de sécurité

Plus concrètement, la **dimension affective** fait référence à la **peur** qui est l'appréhension du risque ou encore l'anticipation de ce dernier (Robert, 2002). Elle est par conséquent fortement associée à la délinquance enregistrée dans le quartier des personnes sujettes à la peur du crime ou encore aux résultats de victimisation. Comme nous l'avons vu, certains délits ont une résonance plus forte, notamment ceux à caractère violent (agression, meurtre, tentative de meurtre, voies de fait).

De plus, la perception du danger « varie selon la plus ou moins grande vulnérabilité » que la personne ressent (Robert, 2002 : 372), et selon deux types de peur : la « **peur concrète** » et la « **peur diffuse** » (Brodeur, 1993). C'est exactement comme les participants/sondés, surtout les jeunes filles, l'ont exprimé : une femme (vulnérabilité) aura plus peur d'être victime d'une attaque si elle anticipe une possibilité d'agression sexuelle. Nous sommes sur le terrain de la peur concrète. Cette dernière se matérialise par le fait de craindre « d'être victime de crimes spécifiquement identifiés » (Brodeur, 1993 : 21). Brodeur (1993) introduit encore un autre niveau de précision dans la peur concrète : la peur d'un crime spécifique comme nous venons de le voir, mais aussi la peur d'être victimisé par un « agresseur particulier », ici il s'agit des gangs de rue. Cela prend la forme d'un état réel d'insécurité particulièrement si cette peur s'appuie sur une expérience de victimisation.

Bien que des variables telles l'âge et la condition physique s'y rattachant et le sexe des personnes sont souvent associées et alimentent la vulnérabilité des personnes de St-François, des recherches (Peretti-Watel, 2000; Roché, 2000; Zauberman et al., 2000) ont mis de l'avant l'importance des conditions de vie dans la peur de victimisation. Une personne qui vit dans un quartier considéré difficile et qui ne peut en partir faute de ressources suffisantes, aura davantage peur d'être victimisée. Selon le recensement de 2001, le revenu familial moyen à St-François serait d'environ 6 000 \$ inférieur à la moyenne municipale et 14,1 % des citoyens vivraient sous le seuil de faible revenu (Ville de Laval⁶⁰, 2004a : 200).

Cependant la peur du crime peut fluctuer dans le quartier selon qu'on demande aux citoyens de se prononcer sur leur peur à différents moments de la journée (soir, jour), dans différents lieux (autobus, résidence, centre du quartier) ou encore vis-à-vis de leurs proches (enfants), donnant ainsi

⁶⁰Site internet :

http://www.ville.laval.qc.ca/wlav2/docs/folders/documents/cartes_de_la_ville_et_statistiques/profil_socio_econo/ex_municipalite/St-Francois.pdf

des résultats et des profils forts différents (Trudel, 1997). Nous ne sommes plus dans la peur concrète d'un crime précis, mais dans la peur diffuse : l'angoisse de marcher seul dans certains endroits où la personne a l'impression qu'elle pourrait se faire agresser quelque soit la nature de l'agression (Brodeur, 1993). En résumé, l'insécurité dans ce cas-là est dépendante de « l'exposition au risque de victimisation » et son intensité, des éléments de vulnérabilité (Robert, 2002 : 373). Ces deux composantes sont belles et bien présentes à St-François. Les jeunes filles se montrent particulièrement en insécurité. Ceci n'a rien d'étonnant compte tenu de ce que nous venons de voir.

12.2 La dimension cognitive du sentiment de sécurité

Quant à elle, la **préoccupation sécuritaire** fait référence à la **dimension cognitive**. Elle consiste à voir la criminalité comme un problème social préoccupant dont le gouvernement (ici les instances municipales) devrait s'occuper de façon plus importante ou efficace (Robert, 2002). Elle peut engendrer un sentiment d'insécurité chez ces personnes socialement préoccupées. Par conséquent, le sentiment d'insécurité ne se résume pas qu'à la peur de victimisation, voire même, la préoccupation sécuritaire apparaît chez des citoyens pas nécessairement exposés à la délinquance comme nous l'avons vu avec les adultes ayant participé.

Les recherches tant américaines qu'européennes ont souvent eu tendance à laisser de côté la dimension de la préoccupation sécuritaire dans l'analyse du sentiment d'insécurité. Les raisons avancées résident dans la proximité moins marquée de la préoccupation sécuritaire avec le risque de victimisation. L'étude de la peur ayant été plus populaire (Robert, 2002). Pourtant, la préoccupation sécuritaire devrait faire l'objet d'un intérêt certain compte tenu des mutations sociétales, point de vue partagé par certains participants de la recherche. Alors que Robert (2002), décrit les personnes les plus préoccupées comme étant celles ayant du mal à s'adapter aux mutations de la société dans laquelle elles vivent (personnes âgées, des personnes à l'attitude réfractaire aux changements ou encore des personnes limitées au niveau de leur bagage éducatif et culturel ou encore adhérant à des thèses d'extrême droite ou de droite), cela n'est absolument pas le cas chez les participants ayant cette préoccupation. En effet, la plupart de ces derniers ont un niveau scolaire supérieur à la moyenne du quartier.

Quoi qu'il en soit, nous en comprenons que la peur de victimisation concrète est plus sensible que ne l'est en général la préoccupation sécuritaire. Elles n'ont pas les mêmes impacts sur la vie quotidienne des citoyens et donc n'amèneront pas les mêmes actions (Brodeur, 1993). Ainsi, selon Robert (2002), il faudrait analyser ces deux facettes de l'insécurité, si l'on veut mettre en lumière le rapport délinquance/insécurité.

13. À la recherche des causes...

Quand on parle de (in)sécurité, un lien systématique se fait avec « crime » et « délinquance ». Comme le définit si bien Lagrange (1989 : 122), le sentiment d'insécurité « [...] opère le transfert d'une inquiétude aux sources multiples sur la délinquance et le crime. ». Ceci permet de comprendre comment la crainte de l'étranger, ici des jeunes noirs, en est arrivée au stéréotype de l'immigrant délinquant. Ce dernier étant pour beaucoup le produit du transfert sur la criminalité, d'une insécurité nourrit par la peur de l'étranger (Brodeur, 1993). Il faut cependant faire attention de ne pas considérer la délinquance et le crime comme un objet précis, net en soi. Ce dernier est lui-même sujet à des amplitudes diverses, tout comme il ne faut pas oublier les modalités subjectives rattachées à l'insécurité (Brodeur, 1993).

Il ne s'agit pas de rejeter qu'une quelconque corrélation puisse exister entre crime et sécurité, cependant ce lien n'est pas automatique. La population du quartier peut vivre un fort sentiment d'insécurité sans que les statistiques officielles de la police dénotent une augmentation de la criminalité (Brodeur, 1993). Bien au contraire, souvent la criminalité et la victimisation dans ces lieux sont en décroissance.

En juillet 2002, le Conseil canadien de développement social (le CCDS) publiait un rapport montrant que le sentiment de sécurité personnelle des citoyens canadiens affichait un net écart par rapport aux statistiques plutôt positives, entre autres, de la criminalité au pays. En effet, alors qu'il y a une amélioration des données économiques et de santé, « les Canadiens se sentent moins en sécurité que les années précédentes », étonnamment, il serait faux de croire que cela est attribuable aux événements du 11 septembre 2001 (voir Société de criminologie du Québec, 2003 : 3-7). Les Québécois seraient ceux affichant le taux le plus haut d'inquiétude face aux crimes violents dans leur quartier (41 % ressentent un sentiment d'insécurité en 2002 par rapport à 36 % en 2000), allant à l'encontre de statistiques en baisse pour l'année 2000 concernant ces délits⁶¹ au Québec. Ceci leur fait conclure :

« Les recherches montrent que la crainte de la criminalité, surtout des crimes violents, est disproportionnée par rapport au risque réel d'en être victime. Mais même si la peur des gens n'est pas « justifiée », elle n'en existe pas moins et peut représenter un facteur négatif dans leur vie, en mettant souvent des restrictions inutiles à leurs activités sociales. » (CCDS dans Société de criminologie du Québec, 2003 : 5).

⁶¹ Cependant, les crimes violents sont en hausse au Canada, mais comme les crimes contre la propriété sont en baisse, cela vient apporter une baisse de la criminalité en général.

13.1 Perceptions et statistiques officielles de la criminalité

Si nous faisons un bref portrait de la criminalité rapportée à St-François⁶² entre 2000 et 2004, nous pouvons dire que celle-ci est en baisse depuis 2002. En effet, hormis un pic de 598 délits commis dans le secteur 1, îlot 2 (secteur de la recherche) en 2001, ce nombre n'a cessé de décroître, passant de 567 en 2002, 547 en 2003 et 486 en 2004 (Service de protection des citoyens, Ville de Laval, 2004).

Si l'on met en perspective ces chiffres avec la criminalité de Laval⁶³ au grand complet, par taux pour 1000 habitants, la criminalité à St-François, du moins entre 2000 et 2003, obtient des taux inférieurs à ceux de Laval. Après avoir été en baisse en 2001 (19 906) et 2002 (18 862), la criminalité de Laval a subi une certaine hausse en 2003 (20 607 délits). Cependant, ce niveau reste encore sensiblement inférieur à celui de 2000 (20 667).

Tableau 1 : Taux pour 1000 habitants⁶⁴ de la criminalité générale pour St-François et Laval

	St-François	Laval
2000	43.2	57.4
2001	50.4	55.3
2002	47.8	52.4
2003	46.1	57.3
2004	40.9	N.d

Par contre, si l'on se penche sur les chiffres de la criminalité par catégories de délits, nous apercevons qu'il y a des différences notables. Ainsi, la criminalité envers les personnes est en hausse à Laval depuis 2000, et celle de St-François est plutôt stable depuis 2001, voire même en légère baisse entre 2003 (106) et 2004 (99). Toutefois, si l'on calcule les taux par 1000 habitants, cela nous donne une criminalité contre les personnes plus élevée à St-François que pour l'ensemble de Laval.

⁶² Service de protection des citoyens, 2005. Document non disponible.

⁶³ Les chiffres de la criminalité en 2004 n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction du rapport. (Service de protection des citoyens, Ville de Laval, 2004b) Site internet : http://www.ville.laval.qc.ca/wlav2/docs/folders/documents/cartes_de_la_ville_et_statistiques/serv_communautaires/protection_citoyens/2criminalite.pdf

⁶⁴ Ces taux ont été calculés à partir de la population totale de Laval en 2003 de 359 707 habitants et celle du secteur 1 îlot 2 de St-François du recensement 2001 (Statistiques Canada, 2001), soit 11 865 habitants. Il va de soi que ces taux doivent être vu comme une valeur approximative compte tenu des variations de population dont nous n'avons pas tenu compte.

Tableau 2 : Taux par 1000 habitants de la criminalité envers les personnes de St-François et Laval

	St-François	Laval
2000	7	4.9
2001	8.4	5.8
2002	8.1	6.02
2003	8.9	6.7
2004	8.3	N.d

Depuis 2000, la criminalité contre la propriété n'a cessé de décroître, ainsi que celle liée aux stupéfiants. Rappelons cependant, que pour les sondés/participants, le vol est une réalité très présente dans le quartier, ainsi que les délits reliés aux stupéfiants. Par contre, les infractions reliées à la conduite de véhicules sont en hausse, du moins depuis 2003. Sur ce dernier point, ceci viendrait appuyer ce que pensent bon nombre de citoyens de St-François vis-à-vis des excès de vitesse dans le quartier et des conséquences que cela engendre.

De plus, nous retrouvons, toujours par taux pour 1000 habitants, une criminalité contre la propriété et autres infractions au code criminel, des taux inférieurs pour St-François par rapport à l'ensemble de Laval. Par contre, des taux bien supérieurs à ceux pour l'ensemble de Laval, pour les délits de conduite de véhicules. Concernant les taux de la Loi sur les stupéfiants, les taux de St-François sont sensiblement inférieurs à ceux pour l'ensemble de Laval depuis 2002.

Cependant, si nous nous concentrons exclusivement sur St-François, nous pouvons dire que depuis 2000, les délits contre la personne les plus fréquents⁶⁵, et ce, dans un ordre décroissant sont : les voies de fait (191), proférer des menaces (86), agression armée ou lésions (64) et agression sexuelle ou à caractère sexuelle (29). Ceci nous paraît aller dans le sens de ce que les citoyens ayant participé à la recherche ont eu tendance à dénoncer dans la victimisation du quartier. Les vols de moins de 5 000 \$ (vol à l'étalage, bicyclettes, etc.) ressortent aussi dans les statistiques de la criminalité du secteur 1 îlot 2, ainsi que les méfaits de moins de 5 000 \$, les vols d'automobile et l'introduction par effraction. Par contre, alors qu'ils dénoncent beaucoup d'harcèlement et d'intimidation, voire de taxage (vol qualifié sur la personne), cela ne ressort pas dans les chiffres sur les cinq dernières années⁶⁶. Ceci n'a peut-être rien de surprenant si l'on tient compte de la loi du silence qui régnerait chez les adolescents justement victimes de ce genre de délits.

⁶⁵ Nous n'avons relevé que les délits chiffrant plus de 10 par année. Ce qui explique que le nombre soit plus bas pour les agressions sexuelles et celles armées, car pendant trois années pour les premières et une année pour les secondes, elles n'ont pas été relevées car inférieures à 10/an.

⁶⁶ Il faut cependant prendre ces chiffres avec prudence, compte tenu que nous ne savons pas comment sont enregistrés certains délits (harcèlement, intimidation...). Par exemple, l'intimidation peut être enregistrée sous « proférer des menaces » comme sous « intimidation » tout dépendant des circonstances.

D'aucuns le savent, les statistiques policières ne sont que le décompte des crimes rapportés. Là où il n'y a pas dénonciation, il n'y a pas de crimes enregistrés. Évidemment, cela ne veut pas dire qu'aucun autre acte répréhensible ne se commet. Loin de là. Ces actes non rapportés constituent ce qui s'appelle « le chiffre noir de la criminalité », c'est-à-dire, celui qu'on ne connaît pas (Robert, 1977). Il semblerait donc que ce chiffre noir de la criminalité envers les adolescents soit plus élevé que l'on pourrait le croire, si l'on tient compte de l'omerta qui semble régner dans le quartier. En même temps, la victimisation auto-révélee dans le questionnaire aurait tendance à faire pencher la balance dans le sens contraire. Cependant, il est plausible que les personnes ayant participé à la recherche ne soient pas les plus victimes dans le quartier. La peur a pu empêcher un certain nombre plus visé à remplir le questionnaire.

Du coup, ce lien étant rendu insatisfaisant pour expliquer la peur du crime, on se met souvent à désigner les médias comme responsables du sentiment d'insécurité (Brodeur, 1993). Ce qui, comme nous l'avons vu, est le cas chez les participants aux groupes de discussion.

13.2 Les médias et la police comme causes

En effet, dans les débats actuels, la responsabilité des médias dans le sentiment d'insécurité est souvent mise de l'avant comme explication à une « paranoïa collective ». Il est indéniable que les médias d'information ont une forte tendance à rapporter les crimes les plus spectaculaires, mais ce qu'on oublie aussi, les plus rares. Créent-ils ce sentiment d'insécurité ou ne sont-ils que le reflet, l'expression d'un sentiment d'insécurité préexistant ? Sur cette question, les avis des chercheurs divergent.

D'un côté, il est indéniable que les médias ont un effet dans la promotion de l'insécurité, propageant des informations sur une criminalité spectaculaire (tueurs en série, attentats terroristes), dans le cas de St-François (gangs de rue, agressions gratuites de personnes vulnérables, identification des jeunes noirs au phénomène des gangs de rue...), mais aussi en renforçant la préoccupation sécuritaire dans l'opinion publique (Skogan, 1991; Brodeur, 1993; Parent, 1993). Selon les auteurs pourtant, les médias influenceraient davantage au niveau social et politique que sur celui du quotidien d'une population. Selon Lagrange (1993 : 188), « les médias sont complices mais pas coupables » de l'insécurité ressentie par les personnes. Par contre, pour Kelling (1987) et Erickson (1991), ils attribuent le sentiment d'insécurité plutôt à l'impuissance policière de faire respecter l'ordre et les lois qu'aux effets des médias. À St-François, nous avons l'impression que c'est un mélange autant de ce que renvoient les médias et de la perception d'une police défailante, qui viennent jouer sur le sentiment d'insécurité des citoyens du quartier.

13.3 L'inversion de la causalité

Responsabilité des médias, de la police ou de la criminalité, quoi qu'il en soit, la thèse qui semble la plus retenue par les chercheurs depuis le début des années 80 et que nous avons tendance à accréditer, est celle de « **l'inversion de la causalité** » (Wilson et Kelling, 1982; Skogan, 1986 et 1990; Brodeur, 1990 et 1991). Ce n'est plus le crime qui cause l'insécurité, mais l'inverse :

« Le sentiment d'insécurité est avant tout provoqué par la dégradation physique et sociale d'un quartier. Ce sentiment de crainte atomise une communauté et produit un effet de retrait parmi ses membres, qui se barricadent dans leur domicile. » (Brodeur, 1993 : 24). Et nous ajouterions, « adoptent des comportements d'évitement ».

L'espace social étant laissé inoccupé, il y a perte de la capacité de mobilisation dans la résolution des problèmes (problème de régulation sociale). Les citoyens résidant dans le quartier se mettent à se sentir impuissants. Cette impuissance engendre une paralysie qui empêche, à son tour, les contrôles informels de s'exercer. Sans ces derniers, il n'y a plus de solidarité sociale dans un quartier. Devant cet espace social déserté par la communauté n'ayant plus la capacité d'offrir résistance face à des comportements réprouvés, les « prédateurs » se retrouvent avec le champ libre et investissent, à leur tour, l'espace, laissant libre cour à leurs activités délinquantes (Brodeur, 1993). À ce tableau en cascade, s'ajoutent d'autres conséquences comme la perte d'une qualité de vie, les coûts inhérents à la protection de l'habitat et de la communauté (Figgie, 1980). Ceci ressemble à ce que nous avons décrit de la situation à St-François.

Cependant, nous préférons l'éclairage de Robert et Pottier (2002) par rapport à l'investissement de l'espace social déserté, qui nous paraît plus pertinent à la réalité du quartier.

Ainsi, ce quartier de vie laissé libre et « délabré » selon certains participants, serait petit à petit investi par une population sans grands débouchés professionnels et à faibles revenus, et ce, dans un quartier, lui-même, relégué socialement. Dans cette catégorie des oubliés des restructurations sociales et économiques, comme plusieurs études le montrent, se retrouvent malheureusement, plus souvent qu'autrement, des populations immigrantes ou défavorisées, particulièrement vulnérables à cette marginalisation. À St-François, cela se matérialise avec les groupes de jeunes qui se réapproprieraient le quartier et les espaces publics comme un endroit où se tenir et se faire entendre. Ici, le parc du Moulin et les rues avoisinantes. De plus, tout à fait dans la continuité de la théorie de la vitre cassée de Wilson et Kelling (1982), le fait que certains trouvent que le quartier est quelque peu délabré, mal entretenu et désinvesti, n'arrangerait rien et inciterait en quelque sorte les attroupements de jeunes et leurs incivilités. Tout ceci engendrerait certaines manifestations de violence verbale et/ou physique avec les autres citoyens du quartier, particulièrement avec les autres jeunes.

Plutôt que de voir ces manifestations comme un moyen d'expression et un regain de dignité d'un quartier « oublié », ces manifestations effarent et ramènent un souci de sécurité et de ségrégation réciproques entre les communautés présentes, qui peuvent avoir en arrière plan, une dimension

raciste. À l'autre bout du continuum « humain », les « gagnants de la redistribution des places » (Robert et Pottier, 2002: 19), comprendre les mieux nantis dans le quartier, hésiteraient entre faire quelque chose pour ces jeunes ou étouffer ce qui fait désordre. Entre les deux, se trouverait, selon ces auteurs, toute une catégorie de la population qui serait particulièrement sensible à l'insécurité. Cette hyper sensibilité serait due au fait qu'ils ne savent pas s'ils ne basculeront pas un jour dans le camps des « perdants » (comprendre les laissés pour compte de l'économie et du social). Se sentant fragile en quelque sorte, cette catégorie de la population deviendrait alors demandeuse d'une politique répressive plus musclée, pouvant être teintée de xénophobie qui, selon Robert et Pottier (2002 : 19), « témoigne de doutes identitaires ».

13.4. À la recherche des facteurs...

Quel que soit l'angle d'analyse que l'on prend pour comprendre la (in)sécurité, il y a certains « faits » qui ressortent assez systématiquement des études ayant porté sur le sentiment de sécurité des citoyens d'une ville ou d'un quartier spécifique : la peur du crime serait souvent centralisée sur des endroits précis, tels le centre-ville, les parcs, les tunnels et autres souterrains. L'état des infrastructures et du climat social jouerait dans le degré du sentiment d'insécurité. Ce sentiment amènerait les personnes à se protéger en changeant leurs habitudes de vie. Les femmes et les personnes âgées seraient les deux catégories qui se trouvent le plus vulnérable ou à risque de victimisation, quoique cette dernière ne serait pas le seul facteur contribuant au sentiment d'insécurité d'une population. De plus, le chiffre noir de la victimisation semble assez systématiquement confirmé. Les incivilités et les regroupements de jeunes inquièteraient très souvent les citoyens (Trudel, 1997; SPCUM, 2002).

Nous retrouvons les mêmes ingrédients dans le portrait fait dans le chapitre précédent : centralisation autour du parc et de la Montée du Moulin, manque d'infrastructures et quartier laissé pour compte, problème de climat social, vulnérabilité ressentie, adoption de comportements d'évitement et de protection, loi du silence chez les jeunes, présence d'attroupements de jeunes (noirs) et d'incivilités de toutes sortes.

Nous allons voir maintenant l'importance de certaines de ces dimensions dans le sentiment d'insécurité.

14. Réurrence des thèmes dans la question de la sécurité

14.1 Jeunesse et insécurité

Bien que le nombre de jeunes contrevenants canadiens ait baissé de 21 % depuis la dernière décennie, il y aurait une augmentation de 41 % de crimes violents commis par des jeunes, dont une hausse de ces crimes par des jeunes filles. Ce seraient les 14-19 ans qui seraient les plus à risque de

commettre des crimes violents et contre la propriété. Cependant, ce seraient une infinité des jeunes de 15-19 ans (5 à 10 %) qui commettraient la majorité des délits dans les collectivités canadiennes (de 50 à 70 % de tous les délits de mineurs) (CCDS, 2005⁶⁷).

Comme nous l'avons vu, pour un bon nombre de participants et de sondés, les attroupements de jeunes noirs et/ou les gangs de rue représentent le problème dans le quartier. Cette présence de jeunes rassemblés et les incivilités qu'ils poseraient contribuent énormément au sentiment d'insécurité ressentie. Ceci n'a rien d'étonnant. En effet, depuis plus d'un siècle, la sécurité dans une collectivité fait souvent référence à la commission d'incivilités de toute sorte dont la responsabilité est souvent, si ce n'est systématiquement, attribuée aux adolescents, particulièrement s'ils sont en groupe.

Lagrange (2002 : 159) définit les incivilités comme : « [...] actes et [de] conduites visibles dans les espaces ouverts au public, perçus comme des nuisances ou des désagréments par une fraction de la population, mais qui ne font pas en général l'objet de poursuites bien qu'ils constituent dans la plupart des cas des infractions au sens du droit pénal. ».

Ainsi, depuis le 19^e siècle, les jeunes font peur, venant entretenir un certain sentiment d'insécurité et une certaine représentation sociale de la jeunesse devenant le « vecteur » d'une violence sociale permettant d'exprimer une angoisse tout aussi sociale (Galland, 1991; voir aussi Esterle-Hedebel, 2002a). Quel que soit l'explication avancée dans l'apparition des « bandes » ou « gangs » de jeunes – « la désorganisation sociale », « la théorie de l'étiquetage » des jeunes en déviants (Becker, 1963) ou encore comme « formes ordinaires de sociabilité des jeunes » (Esterle-Hedebel, 2002a : 178-179) -, il n'en reste pas moins comme le disait Comte-Sponville (1991 : 9) que « la jeunesse [...] fait peur. C'est l'âge de tous les dangers. ».

« S'ils n'ont pas toujours été désignés comme catégorie par essence violente et dangereuse, les jeunes ont, de tout temps, introduit dans la société du trouble dont le principe repose presque toujours sur la tension inévitable entre générations, plus ou moins bien régulée par des institutions sociales. » (Gallant, 1991 : 18).

Petit à petit, la notion de « dangerosité de la jeunesse » s'est construite jusqu'à devenir une catégorie ordinaire de perception du monde social, représentation cognitive (c'est ce que nous avons appelé l'imaginaire collectif dans le chapitre précédent) qui prendrait sa source dans celles que Mauger (1991 : 71) appelle « les représentations savantes vulgarisées » par les médias ou encore par celles que l'on retrouve dans les discours politiques (qui d'ailleurs seraient souvent interreliées). Selon l'auteur, ces représentations joueraient un rôle, si ce n'est plus grand, qu'une exposition directe vécue dans l'espace social. Autrement dit, la peur qu'inspire la jeunesse ne serait pas forcément et mécaniquement liée à un niveau de criminalité bondissante des mineurs.

⁶⁷ Site internet : http://www.ccds.ca/cpsd/ccds/f/d_age.htm

Ceci nous fait nous questionner sur l'impact de l'image négative qui semble coller à la peau des jeunes noirs dans le quartier. On ne peut nier la présence de membres de gangs de rue dans le quartier. Le meurtre de Rodney en septembre 2003 en est un exemple bien désolant. Cependant, de là à penser que tous les jeunes noirs de St-François appartiennent à des gangs de rue, il nous semble qu'il y a une marge. C'est pourtant ce que ressentent ces jeunes, avis partagé par les adultes de leur communauté.

Cela nous amène à la théorie de l'étiquetage si bien décrit par Becker (1963). Cette théorie se résume par le fait que des personnes se faisant renvoyer une image négative (étiquetage) d'eux-mêmes par d'autres gens, finissent par intégrer cette dernière et à s'y identifier. Ils se retrouvent à subir les conséquences de leur statut de paria. Autrement dit, ce serait les réactions des gens et les effets de ces dernières sur et envers certaines catégories de la population qui créerait la déviance (voir Adler & al., 1997 : 189-195).

Si l'on tient compte du phénomène d'identification aux gangs de rue qui serait très forte chez les jeunes noirs du quartier, ajouté à l'étiquetage fait par certains citoyens, nous pouvons nous inquiéter d'une future aggravation des incivilités si rien n'est fait pour améliorer cet état de fait.

Toujours dans la même lignée, si l'on ajoute à la variable « adolescence », la peur de l'étranger, nous nous retrouvons avec un terreau prolifique pour le sentiment d'insécurité. Ainsi, dans des quartiers à forte concentration multiethnique, un groupe de jeunes noirs, de part leur visibilité raciale et numérique, seraient souvent considérés responsables de tous les maux du quartier (Esterle-Hedebel, 2002a et b). C'est exactement ce qui est ressorti du portrait de la situation à St-François. Des auteurs tels Anderson (1995), Reiman (1995) ou encore Szykowny (1994) ont montré que « la simple présence d'hommes noirs est de plus en plus identifiée au crime et à la peur du crime dans la culture politique et populaire [traduction libre]. » (Dans Chiricos et al. 1997 : 107-108).

Une étude justement de Chiricos et al. (1997) portant sur « la composition raciale du voisinage et la peur du crime » amène cependant des nuances. Selon ces auteurs, de tout temps, le lien entre peur du crime et composition raciale du voisinage a été complètement assumé, mais très peu étudié scientifiquement. Leurs résultats ont montré que la composition raciale du voisinage n'aurait pas de conséquence directe sur la peur du crime, à moins que la population blanche estime être minoritaire dans son quartier. Serait-ce le cas pour les citoyens blancs de St-François ? Corrélation, par contre, qui ne se serait pas retrouvée du côté de la population noire qu'elle s'estime minoritaire ou non. En fin de compte, selon les auteurs : « All effects of perceived racial composition on fear are indirect and mediated by the perception of risk of crime » (Chiricos, Hogan et Gertz, 1997: 107). Ainsi, des facteurs comme la densité des origines ethniques présentes dans un voisinage, le type de milieu (urbain, semi-urbain...), le niveau socio-économique, le sexe, l'expérience de victimisation viennent influencer la peur du crime dans un sens ou dans un autre. En soi, cela ne nous semble pas bien différent des autres études portant sur le sentiment d'insécurité.

14.2 Racisme et/ou ethnocentrisme

Justement, les relations multiethniques à St-François semblent un sujet délicat. Le malaise est palpable chez les adultes. Ces derniers se montrent plus réticents à utiliser le mot « racisme » entre les deux communautés québécoise de souche et haïtienne, que les adolescents et surtout les enfants qui affirment, sans ombrages, qu'il y a des problèmes de racisme dans le quartier. Il est intéressant de constater que les enfants semblent s'exprimer plus librement, sans tabous, et plus détachés du « politiquement correct ». Cela ne les empêche pas cependant de dénoncer les jeunes qu'ils jugent problématiques ou de mettre le doigt sur ce qui est, à leurs yeux, le cœur du problème dans le quartier. D'ailleurs, à tous les écouter, on pourrait croire qu'il n'y a que deux communautés à St-François. La présence de d'autres communautés culturelles est inexistante dans leur discours. Ils semblent tellement centrés sur les problèmes des deux communautés qu'ils en oublient en quelque sorte qu'ils ne sont pas seuls. Autrement dit, le cloisonnement social existant entre les deux communautés prend tout le devant de la scène. Il est quand même intéressant de constater que malgré tout, les groupes ont abordé les mêmes thèmes⁶⁸.

Ainsi, selon plusieurs, le racisme est présent à St-François. Il s'exprime sous forme de préjugés, et ce, de différentes façons : préjugés des Blancs envers les Noirs, des Noirs envers les Blancs, des Noirs envers les Noirs et en quelque sorte des Blancs envers les Blancs et des Blancs et Noirs envers d'autres communautés culturelles. Cependant, pour d'autres, il ne s'agit pas de racisme (ils s'en défendent bien), mais de décrire « objectivement » la situation dans le quartier. Tout comme les groupes de discussion n'étaient pas homogènes, chaque communauté ne l'est pas. À l'intérieur de chaque groupe, il y a plusieurs points de vue, plusieurs façons de vivre les choses. D'ailleurs, ce point est souligné par plusieurs participants des groupes. Pourtant, la tendance est de souvent mettre dans le même panier tous les membres d'une même communauté, de les voir comme homogènes, afin de bien les différencier de soi et de son propre groupe. C'est un phénomène naturel qui a souvent été expliqué en psychologie sociale (Tajfel, 1982, Deschamps, 1976).

Quel que soit l'angle du point de vue, certains participants soulèvent qu'il y a un problème d'intégration entre les deux communautés, pour être plus précise, entre les jeunes de différentes origines ethniques. Est-ce que le focus est mis sur les jeunes pour éviter de se regarder soi-même en tant qu'adultes ? Peut-être que les jeunes ne sont que le symptôme « visible » d'un malaise plus profond et plus vaste ?

⁶⁸ Bien qu'ils abordent les mêmes questions, il n'en reste pas moins que chaque groupe les a développés selon son statut (adulte blanc, adulte noir, adolescent blanc, adolescent noir, enfant noir, enfant blanc). Cependant, il n'y a que le groupe des enfants du primaire qui étaient un groupe mixte qui a abordé les sujets sous leurs différentes facettes, venant en quelque sorte mettre en commun les points de vue des groupes non mixtes. De plus, il est à souligner que certains (adultes et adolescents blancs et les adolescents noirs) sont plus en mode dénonciation et d'autres (adultes noirs et enfants) en mode explication, compréhension. Évidemment, ce ne sont que des tendances qui ne sont pas exclusives les unes par rapport aux autres, dans le sens où chaque groupe, à un moment donné ou un autre, se retrouve à dénoncer et à tenter d'expliquer.

Bien que dans les faits, les discours sont l'expression de préjugés véhiculés et/ou vécus, plus des trois quart des participants précisent ne pas être racistes. Ils se mettent en position de porte parole se voulant, autant que possible, neutre, des faits observés dans le quartier. Doit-on en comprendre que le mot « racisme » est un mot tabou et qu'il s'exprime cependant, mais de façon plus souterraine, officieuse, voire insidieuse ? Certains discours des participants, surtout de la part des enfants, peuvent nous amener à valider cette hypothèse.

Cependant, il ne faut pas oublier aussi qu'aujourd'hui le « racisme » est un mot galvaudé, utilisé à toutes les sauces, rendant plus délicates toutes relations entre personnes de différentes origines ethniques. Les gens se montrent méfiants à le prononcer. Par exemple, un policier intervient auprès d'un jeune noir, est-ce par racisme ou a-t-il des raisons valables ? Cela peut avoir des conséquences sur les interventions et les interactions entre les gens. Officiellement, les gens ont tendance à préférer se taire, que risquer de se faire traiter de raciste.

De plus, en prenant une des définitions de racisme (Petit Larousse illustré, 1995 : 847), c'est-à-dire « [...] attitude d'hostilité systématique à l'égard d'une catégorie déterminée de personnes », on pourrait entièrement abonder dans le sens de la présence d'un certain racisme dans le quartier. Cependant, si l'on se penche sur la définition d'ethnocentrisme, soit « Tendance à valoriser son groupe social, son pays, sa nationalité » (Petit Larousse illustré, 1995 : 411), cela nous amène à apporter un bémol. Est-ce que la réaction de repli sur soi d'un groupe culturel est une réaction de racisme envers l'autre groupe ou tout simplement une réaction ethnocentrique ? Les choses sont en effet plus complexes. À la lumière de ces définitions, nous pensons que racisme et ethnocentrisme se côtoient à St-François. À notre avis, ils sont mêmes très interreliés. Ceci pourrait expliquer que certains gestes peuvent être interprétés comme du racisme, alors qu'au départ il s'agit d'ethnocentrisme. Cependant, il est clair que l'ethnocentrisme peut devenir du racisme et ce dernier peut cacher de l'ethnocentrisme. Il nous paraît important de faire attention à la confusion de sens qui peut surgir dans le langage parlé.

14.3 Vulnérabilité et victimisation

Beaucoup de recherches, entre autres, criminologiques se sont intéressées aux adolescents en tant qu'agresseurs, très peu en tant que population très vulnérable à la victimisation. En effet, quand on parle de victimisation ou de sentiment d'insécurité, les femmes et les personnes âgées sont considérées comme les deux catégories les plus vulnérables de la population (Turgeon et Rinfret-Raynor, 1993; Cousineau, 1993 et 1994; Bettinger, 1997; Trudel, 1997), alors que dans les faits, ce seraient les jeunes hommes qui, par leur mode de vie, seraient plus à risque de victimisation (Cohen et Felson, 1979).

Il n'est pas erroné de notre part de penser que les adolescents de St-François sont effectivement victimisés, quel que soit la forme que cela prend. En effet, étonnamment quand on connaît le contexte dans lequel les jeunes évoluent, la victimisation des adolescents a très peu fait

l'objet d'études (Dumas, 1990). La plupart des sondages sur la victimisation se sont intéressés aux adultes. Pourtant, l'adolescence serait une période de la vie à gros risque de victimisation multiple dont particulièrement l'agression physique quelque soit les lieux où se trouverait le jeune (Dumas, 1990, CCDS, 2005⁶⁹). En effet, les jeunes canadiens seraient plus victimes (40 %) que les adultes canadiens (25 %) de crimes violents et de vols personnels. En ce qui concerne le sexe, les jeunes filles de 15 à 19 ans seraient plus à risque d'être victime, notamment d'agressions sexuelles, que les jeunes hommes, qui eux-mêmes, seraient plus à risque d'être blessé, notamment suite à des agressions violentes, que les plus de 20 ans (CCDS, 2005⁷⁰).

Cependant, la dénonciation n'étant pas dans leurs mœurs, les adolescents ne le feraient pas souvent. En effet, « [...] malgré le fait qu'ils sont plus souvent victimisés qu'aucune autre tranche d'âge, 77 % de tous les crimes envers les jeunes ne sont jamais déclarés à la police, et quand il s'agit de vols personnels et d'agression sexuelle [...], ce chiffre monte à 82 %. » (CCDS, 2005⁷¹). Ceci semble être le cas à St-François.

Une multitude de facteurs peuvent expliquer cette non-dénonciation comme nous l'avons vu : la perception de la gravité de l'acte subi, le contexte entourant l'acte, la peur des représailles engendrant l'omerta (Blais et Cousineau, 2000), des sentiments tels que la honte, la culpabilité peuvent aussi influencer le silence (Dumas, 1990). Selon le peu d'études ou de sondages de victimisation ayant porté sur le sujet, le chiffre noir de la victimisation des mineurs existerait et serait même très important (Solliciteur général du Canada, 1983; Dumas, 1990). Ainsi, le taux de victimisation des jeunes ne devrait pas être pris à la légère.

Il demeure qu'étudier la sécurité d'un milieu de vie est chose complexe. Ainsi, il faut prendre en considérations toutes ces dimensions afin de mettre en place les mesures de prévention les plus efficaces et pertinentes à la réalité de St-François.

15. Prévention de la criminalité et recommandations

À la lumière du portrait de la situation à St-François, il nous paraît important de mettre en œuvre un plan d'action dont les volets devront toucher la prévention de la criminalité et de la victimisation, l'occupation récréative des jeunes, et l'amélioration du climat social, avec une préoccupation « bienveillante » envers les jeunes noirs et l'identification au phénomène de gangs de rue. Ceci ne sera possible qu'avec une collaboration et un partenariat étroit et efficient entre les différentes instances présentes sur le territoire : les organismes communautaires, les instances municipales de la Ville de Laval (police et loisirs), le Centre de santé et des services sociaux (CSSS⁷²)

⁶⁹ Site internet : http://www.ccds.ca/cpsd/ccds/f/d_age.htm

⁷⁰ Id.

⁷¹ Id.

⁷² Depuis 2003, le paysage du système de santé québécois a considérablement changé. Ainsi les Régies régionales sont devenues de Agences de développement des réseaux locaux de santé et de services sociaux et on a assisté à la fusion des CLSC avec les CHSLD et à Laval, avec le centre hospitalier pour former un Centre de

et bien sûr les citoyens du quartier. Il est impératif que la Ville de Laval, contrôlant un bon nombre de secteurs liés à la sécurité et aux loisirs, soit partie prenante de ce partenariat. En effet, Ils sont les mieux placés pour travailler avec tous les partenaires du territoire (CCDS, 2005⁷³).

Selon le CCDS (2005⁷⁴), il y a trois méthodes en matière de prévention du crime : celle qui se base sur la police, les tribunaux et les instances correctionnelles, celle de la prévention circonstancielle et celle du développement social.

Dans la première méthode, seule la police nous intéresse par rapport à St-François. Bien que ce soit la méthode traditionnelle de prévention du crime par excellence, il faut la penser en sortant des sentiers battus. En effet, plusieurs études (Sherman et al., 2002; Green et Healy, 2003) ont montré qu'augmenter la surveillance policière dans un quartier ne donne pas les résultats escomptés en matière de baisse de la criminalité. La police serait plus efficace en travaillant en collaboration avec les partenaires du terrain afin de mettre en place des solutions locales pertinentes (HM Inspectorate of Constabulary, 2000). Il ne s'agirait pas juste de faire des rencontres informelles avec la population, comme il ne faudrait pas mettre de côté le volet plus répressif de leur mandat, soit le respect des lois (CCDS, 2005⁷⁵).

Quant à la prévention circonstancielle, elle est importante, mais aux portées limitées. Elle peut cependant permettre de mettre en place des mesures de précautions minimales de sécurité tant sur un problème bien spécifique qu'à la grandeur du quartier. Le modèle des « nids » de surveillance de voisins de quartier qui assureraient la surveillance des résidences a donné, semble-t-il, de bons résultats quant à la baisse des introductions par effraction (CCDS, 2005⁷⁶). Cependant, comme nous l'avons vu, le taux d'introduction par effraction est en baisse dans le quartier. Cela n'empêche pas d'adopter ce type de prévention pour les vols de voiture et de vélos par exemple. La sensibilisation des personnes âgées contre la fraude ou encore des cours d'autodéfense pour les femmes semblent aussi avoir donné de bons résultats. Par contre, des programmes comme « la surveillance de quartier » ou « parents secours » semblent ne pas avoir donné les résultats escomptés. Il faudrait voir ce qui différencie ces programmes de celui des « nids » de surveillance. Peut-être la réponse réside dans une question de grandeur de territoire couvert (un quartier, versus une rue).

Quoi qu'il en soit, ce sont plus les crimes contre la personne commis par des jeunes qui semblent préoccuper les citoyens du quartier. C'est pourquoi, nous préconisons une approche plus tournée vers le développement social des jeunes⁷⁷, c'est-à-dire, tenant compte des facteurs sociaux qui sont à la source de la criminalité dans le quartier.

santé et de services sociaux (CSSS). De plus, on a assisté à la création du Réseaux local de santé qui regroupe les partenaires en lien avec le CSSS (Auclair & al.).

⁷³ Site internet : http://www.ccds.ca/cpds/ccds/f/p_municipal.htm

⁷⁴ Site internet : <http://www.ccds.ca/cpds/ccds/f/sujet.htm>

⁷⁵ Site internet : <http://www.ccds.ca/cpds/ccds/f/pts.htm>

⁷⁶ Site internet : <http://www.ccds.ca/cpsd/ccds/f/pc.htm>

⁷⁷ Cela ne veut pas dire que nous n'encourageons pas les deux premiers types de prévention. Bien au contraire.

Cette approche semble de loin la plus efficace et la plus rentable pour contrer la criminalité, à partir du moment où l'on intervient le plus tôt possible, c'est-à-dire dès la petite enfance. Ceci ne veut pas dire que les adolescents sont laissés pour compte. Bien au contraire. De plus, elle serait plus rentable, car coûtant beaucoup moins cher à long terme que les mesures dites plus traditionnelles. En effet, le taux d'incarcération des mineurs serait plus bas. Autrement dit, cette approche fournit des « bénéfices sociaux collatéraux » positifs, entre autres, comme des relations plus saines entre les gens et les membres d'une même famille et une meilleure intégration sociale des personnes (CCDS, 2005⁷⁸).

Selon le CCDS, maître phare en la matière, il faut tenir compte dans le développement social, tant des facteurs sociaux qui s'expriment dans le quartier (âge, sexe et exclusion sociale) que des facteurs de risque dont, entre autres, la violence, l'emploi, le type de quartier, le rôle des parents, les activités récréatives, l'éducation secondaire et les besoins spéciaux (CCDS, 2005⁷⁹).

Les facteurs sociaux contribuant à la criminalité sont les « changements dans l'âge et la répartition de la population, l'élargissement des agglomérations urbaines, l'augmentation de la pauvreté infantile, l'accès restreint à l'emploi et à l'éducation, et la réduction dans les services aux familles en difficultés. » (CCDS, 2005⁸⁰).

Quant aux facteurs de risque, nous nous sommes intéressés qu'à ceux ayant été soulevés dans la situation du quartier, soit ceux cités plus haut.

Ainsi, il faudrait contourner la violence auxquels sont exposés les enfants et les adolescents. Ces deux catégories de jeunes semblent être les plus réceptives à des interventions sur les facteurs de risque. En plus de s'appuyer sur les forces des individus et du quartier, cette approche permet aussi d'augmenter la participation communautaire et sociale de ces personnes à risque (CCDS, 2005⁸¹). Ce contournement de la violence est l'affaire de tous dans le quartier et passe par le refus de la banalisation de cette violence.

En ce qui concerne l'accès à l'emploi, il a été prouvé qu'un parcours professionnel chaotique à l'arrivée de la majorité, rend plus vulnérable les jeunes adultes de 21-24 ans, à trouver ailleurs, et dans les activités illicites, des sources de revenus (CCDS, 2005⁸²).

En ce qui concerne le type de quartier, il n'est plus à prouver que des enfants grandissant dans des quartiers équipés en infrastructures récréatives, en ressources communautaires, en parcs et bibliothèque, sont des enfants ayant un meilleur développement qui pourrait empêcher des comportements délinquants. La présence d'un centre communautaire avec des programmes de

⁷⁸ Site internet : <http://www.ccds.ca/cpsd/ccds/f/sd.htm>

⁷⁹ Site internet : <http://www.ccds.ca/cpsd/ccds/f/defis.htm> et <http://www.ccds.ca/cpsd/ccds/f/interventions.htm>

⁸⁰ Site internet : <http://www.ccds.ca/cpsd/ccds/f/defis.htm>

⁸¹ Site internet : <http://www.ccds.ca/cpsd/ccds/f/interventions.htm>

⁸² Id.

développement dans un quartier a l'air d'avoir une incidence efficace et positive, surtout chez les jeunes (CCDS, 2005⁸³).

Quant au rôle des parents, ce dernier doit être évidemment positif, dans le sens où le milieu familial représente une barrière protectrice en quelque sorte face à des futurs comportements délinquants. Une autorité parentale trop sévère ou au contraire négligente, une harmonie familiale dysfonctionnelle sont autant de facteurs de risque. Les familles nombreuses et celles monoparentales seraient plus vulnérables à l'apparition des comportements délinquants chez leurs enfants (CCDS, 2005⁸⁴).

Quant aux activités récréatives, elles jouent un rôle important dans les résultats scolaires des enfants, mais aussi dans l'estime de soi et la socialisation. Plus ces trois dimensions seront fortes chez l'enfant, plus le risque de délinquance serait faible (CCDS, 2005⁸⁵).

Justement, des mesures incitatives pour motiver les jeunes décrocheurs à un retour aux études et à obtenir un diplôme semble aussi avoir une incidence positive sur le taux de criminalité (CCDS, 2005⁸⁶).

Pour finir, mettre en place ces sortes d'initiatives, sans tenir compte des besoins spécifiques de la population et des écoles du quartier, seraient une erreur. En effet, si ces besoins ne sont pas comblés, ils peuvent amener à une criminalité future (CCDS, 2005⁸⁷).

À la lumière de ce bref exposé, nous faisons les recommandations suivantes :

✓ **Compte tenu d'un sentiment d'insécurité, d'un manque de cohésion sociale, d'un manque d'occupation des jeunes et d'une forte victimisation cachée, nous recommandons que la deuxième phase de ce projet, soit l'élaboration d'un plan d'action, se fasse dans l'année qui suit, afin de pouvoir le mettre en œuvre à partir du printemps 2006. Le retour des beaux jours étant plus propice à l'émergence des problèmes.**

✓ **Compte tenu de la philosophie du projet et de l'importance vitale d'un partenariat entre les différentes instances présentes dans le quartier, nous recommandons la création d'un comité pilote où devraient siéger : les organismes communautaires, le service de police, le CSSS de Laval, les représentants des écoles, le bureau des Loisirs de la Ville de Laval, les responsables des loisirs communautaires du quartier (citoyens du quartier) et ceux des ligues de basket-ball et autres (citoyens du quartier). Ce comité remplacerait l'actuel comité aviseur.**

⁸³ Id.

⁸⁴ Id.

⁸⁵ Id.

⁸⁶ Id.

⁸⁷ Id.

Il serait important de veiller à ce que ce comité soit représentatif, autant que possible, des communautés présentes dans le quartier et que des jeunes adultes impliqués y soient représentés.

Le mandat de ce comité serait de piloter l'élaboration du plan d'action et par la suite de voir à son application. Par piloter, nous entendons, entre autres, de fixer les objectifs à atteindre dans cette deuxième étape, les moyens de les atteindre et veiller à la bonne marche du projet. Autrement dit, il s'agit de continuer ce que le comité aviseur a fait lors de la première étape. De plus, il est important que les responsabilités de chacun des partenaires soient bien définies dans cette deuxième étape.

✓ Compte tenu d'un manque d'occupation des jeunes dans le quartier, ce qui créerait des attroupements, nous recommandons qu'un des volets du plan d'action porte sur l'élargissement et la bonification des activités récréatives dans le quartier, en tenant compte des ressources communautaires du quartier et des coûts possibles. Il est important de partir des idées soulevées par les participants et les sondés de la recherche.

✓ Compte tenu d'une identification au phénomène des gangs de rue par les jeunes noirs, d'un manque de contact entre les deux communautés québécoise de souche et haïtienne, d'un outillage « déficient » de certains parents pour faire face aux problématiques de leurs jeunes, nous recommandons que soit investiguée la pertinence de l'idée d'un centre communautaire et la faisabilité en fonction des ressources possibles et disponibles du quartier. Il pourrait s'agir d'utiliser les organismes déjà présents sur le territoire.

Ce centre pourrait s'inspirer de l'initiative dans le quartier St-Michel à Montréal, « des patrouilleurs de rue » mis en place par la Maison d'Haïti. De plus, cela permettrait de créer des opportunités d'emploi pour les jeunes adultes du quartier.

En collaboration avec le CSSS par exemple, qui offre déjà un type de soutien parental⁸⁸ en partenariat avec le Centre jeunesse de Laval, chercher à rejoindre de façon créative et adaptée les parents noirs (particulièrement eux car ils sont plus difficiles à recruter), mais aussi tout parent plus démuné face à l'encadrement de leurs enfants. Il semblerait que les réunions de groupe le soir ne semblent pas une stratégie permettant de rejoindre ces parents. Peut-être qu'à travers des activités de loisirs rejoignant les goûts des personnes d'origine haïtienne, cette forme d'intervention pourrait se faire. Il s'agit de faire preuve de souplesse et de sortir des sentiers battus.

⁸⁸ Programme « Parents d'ado... Une traversée ».

De plus, il pourrait être intéressant de faire un lien avec le programme 3-5 ans, Volet interculturel⁸⁹ en matière de prévention précoce.

✓ **Compte tenu de la problématique de victimisation spécifique aux jeunes filles, nous recommandons que les activités visant le développement social des jeunes soient adaptées aussi à la réalité vécue par les jeunes filles.**

✓ **Il pourrait être intéressant de se pencher sur la pertinence de programmes scolaires comme « Vers le pacifique » ou une des variantes qui existe (service de médiation par les pairs), permettant la prise en charge par le milieu de sa propre résolution de conflit. Ce type de programme semble avoir donné de bons résultats en matière de baisse des comportements violents et conflictuels dans les écoles.**

Nous pensons que certaines écoles du quartier ont déjà fait ce genre de démarche. Il serait intéressant de connaître leur expérience et voir qu'est-ce qui pourrait être fait en continuité.

✓ **Il serait aussi intéressant de voir la pertinence d'un service bénévole de médiation de quartier. Ce service pourrait être intégré au centre communautaire. Il représente l'avantage d'être peu coûteux et de redonner aux citoyens du quartier le pouvoir de gérer leurs conflits. Au lieu d'appeler la police, pour une chicane de voisins, qui a une action limitée dans ce genre de conflit, cela permettrait de prendre des moyens plus efficaces pour régler à plus long terme ce type de problème, voire d'éviter d'engorger le système pénal pour des conflits pouvant se régler autrement et de façon plus satisfaisante. Cela pourrait avoir une nette incidence positive sur la perception de la qualité de vie dans le quartier.**

✓ **Pour finir, il serait important de faire de la sensibilisation auprès des différentes communautés pour une vie de quartier plus harmonieuse, moins cloisonnée. Par exemple, l'idée de faire connaître la culture haïtienne par une exposition d'archives historiques ou encore par**

⁸⁹ Depuis, plusieurs années à Laval, un programme avait été instauré pour faciliter l'intégration au préscolaire des enfants des communautés culturelles. Ce programme connu sous le vocable du « Projet 4 ans » existait dans le cadre d'un partenariat entre l'Agence de santé et des services sociaux de Laval et la Commission scolaire de Laval. En 2003-2004, suite au dépôt du bilan des activités de l'année précédente, le projet a été reconduit mais sous une formule modifiée qui d'une part, recentrait l'éligibilité aux familles d'immigration récente du territoire Chomedey pour leurs enfants de 3-5 ans et d'autre part, introduisait un nouveau modèle d'intervention inspiré du modèle de stimulation précoce du Bas-St-Laurent. L'adoption du modèle a conduit à l'offre aux familles immigrantes d'un programme de stimulation précoce en trois volets. Le premier est une offre de services de stimulation à domicile, le deuxième est une offre d'activités de groupe et le troisième est une offre de soutien à l'intégration à un milieu stimulant. En cohérence avec les orientations, principes et la logique du modèle, des objectifs ont été fixés : 1) Favoriser le développement optimal des enfants; 2) Briser l'isolement des familles; 3) Favoriser l'intégration des enfants à des milieux stimulants. La littérature a démontré les impacts positifs de ce type de programme sur la prévention de l'adoption de comportements délinquants. L'évaluation de ce projet dans le contexte de la réforme du système de santé et des services sociaux a mis en lumière l'intérêt de considérer une offre de service aux résidents du quartier St-François (Voir Rousseau, 2005).

le biais de l'art, nous paraît un des exemples intéressants qui mériterait d'être investigué. Il nous paraît important, tous comme certains participants, de ne pas faire des activités directement ciblées sur le rapprochement des différentes communautés, mais plutôt de viser cet objectif de façon plus collatérale (indirectement).

✓ Compte tenu que la mixité à la maison des jeunes du quartier fait en sorte que certains jeunes s'empêchent de la fréquenter et compte tenu de la mission d'une maison des jeunes ou de d'autres organismes communautaires, nous recommandons de voir à la pertinence d'un soutien à l'intervention en contexte multiethnique pour les animateurs et les intervenants des organismes travaillant directement dans ce contexte.

✓ En ce qui concerne la prévention circonstancielle et la méthode traditionnelle de prévention du crime de la police, nous recommandons que les informations concernant les mesures prises dans le quartier soient mieux publicisées. Cela permettra d'éviter, au minimum, qu'une rumeur soit montée « en épingle à cheveux ». Cela passe donc aussi par un rapprochement des policiers et des citoyens et particulièrement des jeunes. Cela permettra avec du temps et de la persévérance, de créer de meilleures relations entre ces deux groupes. Par exemple, l'idée du match de basket-ball soulevée par des participants nous paraît une des bonnes idées qui pourrait être développée.

✓ Pour finir, il faudra inclure dans le plan d'action une troisième étape, celle de l'évaluation des objectifs poursuivis dans la mise en œuvre du plan d'action. Il sera à déterminer à quel moment, il sera le plus pertinent de la réaliser.

Conclusion

Cette recherche a consisté à dresser le portrait du sentiment de sécurité et du climat social tels que perçus par les citoyens (enfants, adolescents, adultes) de St-François, quartier multiethnique de Laval.

Au fil de l'analyse, nous avons vu que les citoyens ayant participé à la recherche expriment un sentiment d'attachement au quartier et dans une certaine mesure, une cohésion sociale. La perception de la qualité de la vie à St-François est toutefois plus mitigée.

En effet, un certain nombre trouve qu'il y a une certaine dégradation de la qualité de la vie dans le quartier. Deux raisons ressortent comme causes problématiques de la situation décrite. La première est la présence d'attroupements de jeunes noirs qui flânent dans les rues. Ces groupes de jeunes sont potentiellement perçus comme des gangs de rue, ce qui fait peur à un bon nombre de citoyens et crée de l'insécurité. Leur présence engendrerait la commission d'actes de victimisation et la loi du silence, surtout chez les adolescents.

Le deuxième problème est un climat social loin d'être harmonieux entre les communautés québécoise de souche et haïtienne, surtout avec le focus fait sur les jeunes noirs. Ces derniers se sentent rejetés et perçus comme des membres de gangs de rue. Ceci ne serait pas étonnant, compte tenu que beaucoup de jeunes noirs semblent s'identifier au phénomène des gangs de rue afro-américaines, en adoptant leur habillement, leurs façons d'être, etc. Ce cloisonnement social entre ces deux communautés se matérialise particulièrement entre les adolescents. Les jeunes noirs sont désignés comme les responsables des problèmes à St-François et les jeunes blancs comme les victimes de ces derniers. Cela engendre une certaine forme de racisme insidieux et d'ostracisme interracial comme intra-racial, dénoncés tant par certains adultes, adolescents et enfants, et ce, quel que soit l'origine ethnique.

Comme nous l'avons vu, saisir l'insécurité par ses causes est un « schéma stérile » qui ne fait, en bout de ligne, que désigner un bouc émissaire (Ackermann et al., 1983 : 9). Il faut analyser sous un autre angle l'insécurité afin de sortir en quelque sorte de ce cercle vicieux qui n'aurait pas de sens. Il faudrait plutôt « [...] montrer comment ce champ [l'insécurité] est structuré par de tels mécanismes, de manifester comment ces interprétations connotent moins l'explication que l'attribution de responsabilité. » (Ackermann et al., 1983 : 9). Ce n'est qu'à ce prix, semble-t-il, que nous pourrions prendre de la distance vis-à-vis des « conceptions réductrices de l'insécurité » afin de l'étudier dans toute sa portée équivoque. Il ne s'agit pas de tenter de l'expliquer, mais de la décrire et de l'interpréter.

Malgré ceci, les conséquences de ces problèmes sont que les citoyens, particulièrement blancs, disent vivre dans un climat de peur, particulièrement ressenti le soir et une victimisation

dépassant les statistiques officielles de la criminalité. En effet, les adolescents ne dénonceraient pas les actes dont ils seraient victimes ou témoins.

Les rumeurs qui circulent dans le quartier et dont la teneur vise souvent la communauté noire, jouent un grand rôle dans ce climat de peur et d'insécurité, tout comme la vulnérabilité ressentie, les médias stigmatisant les Noirs et la présence policière jugée, plus souvent qu'autrement, défailante.

Ainsi, un sentiment d'insécurité est bel et bien vécu de façon subjective autant qu'objective, tout dépendant des événements. Ces deux façons sur lequel repose ce sentiment d'insécurité sont interreliées et s'influencent mutuellement. Il est indéniable qu'une certaine victimisation, surtout des adolescents, est présente. Cependant, la trame de fond dans la situation vécue à St-François nous semble aujourd'hui reposer sur une « inversion de la causalité », c'est-à-dire que serait finalement l'insécurité qui créerait la criminalité (voir Brodeur 1993), c'est-à-dire, en désertant l'espace social, cela laisse la place aux jeunes qui ont l'impression qu'ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent, puisque aucune réprobation sociale ne vient déranger leur tranquillité.

Il n'est plus possible de savoir, quand tout a commencé, si c'est la criminalité qui a engendré ce sentiment d'insécurité ou l'inverse. Cependant, la situation telle que décrite et vécue par les citoyens du quartier au moment de ce rapport nous fait largement pencher sur le fait que l'insécurité ressentie engendre aujourd'hui une bonne partie des comportements dérangeants et/ou délinquants, laissant même la place à une surenchère des problèmes. Les jeunes noirs sont souvent visés comme la cause des problèmes du quartier. Cependant, alors que beaucoup les désignent comme cause, ils sont surtout la conséquence de cette situation : conséquence d'un manque de cohésion sociale dans le quartier engendrant une certaine exclusion sociale de la part du groupe majoritaire, situation compliquée par le partage de responsabilités pas claires entre les divers paliers de gouvernement, perpétuant ainsi une inégalité entre les locaux et les nouveaux arrivants. Ceci ne veut pas dire que nous banalisons les actes répréhensibles se passant dans le quartier et qu'il ne faut rien faire pour y mettre un frein. Loin de là notre intention. Cependant, pour une action pertinente et efficace à long terme, il faut voir les comportements de certains jeunes noirs comme le symptôme du problème et non comme la cause.

À cela s'ajoute un manque d'activités diversifiées et peu coûteuses, ainsi qu'un manque d'infrastructures de proximité pour occuper les jeunes. Des activités et installations adéquates feraient en sorte qu'ils ne traîneraient pas dans les rues et seraient moins enclins à poser des gestes délinquants ou inadéquats. La responsabilité de cet état de fait est attribuée tant aux citoyens eux-mêmes (manque d'implication communautaire) qu'à la Ville de Laval et à la Commission scolaire.

Les adultes mettent l'emphase sur trois axes pour remédier à la situation dans le quartier. Il faut redynamiser le quartier en renouvelant les activités et les infrastructures, il faut contrer le phénomène d'identification aux gangs de rue touchant les jeunes noirs, mais aussi certains jeunes

blancs en faisant de la prévention et il faut améliorer les relations entre la communauté québécoise de souche et haïtienne par des activités visant indirectement la mixité.

Quant à eux, les enfants et les adolescents souhaitent plus d'activités sportives et de loisirs ainsi que des infrastructures adaptées, entre autre, au climat du Québec.

À la lumière de ce portrait, il paraît judicieux de mettre en place un plan d'action afin d'améliorer la situation dans le quartier. Bien que la prévention de type traditionnelle (mesures policières) et celle circonstancielle représentent certains avantages ponctuels, la prévention par le développement social, nous paraît l'approche la plus efficace à plus ou moins long terme.

En effet, cette dernière permet d'intervenir directement sur les facteurs sociaux qui s'expriment dans le quartier (âge, sexe et exclusion sociale) ainsi que sur les facteurs de risque dont, entre autres, la violence, l'emploi, le type de quartier, le rôle des parents, les activités récréatives, l'éducation secondaire et les besoins spéciaux. Plusieurs recherches (CCDS, 2005⁹⁰) ont montré que le développement social a un impact réel et plus efficace dans la prévention de la criminalité que les autres approches.

L'amélioration de la situation à St-François nous paraît très importante. Il serait dommageable que ce quartier, qui souffre déjà d'une réputation négative, devienne le « Montréal Nord », le « ghetto » de Laval, comme déjà ont tendance à le penser certains. Il ne s'agit pas de désigner des boucs émissaires, mais d'intervenir de façon ouverte, créative et respectueuse sur les facteurs contribuant à la situation : meilleure intégration et harmonie des communautés dans le quartier, meilleure occupation pour les jeunes, etc..

Pour conclure, il est bien connu qu'une approche proactive, plutôt que réactive, donne, au final, de bien meilleurs résultats et permet d'éviter une surenchère de problèmes. Ceci ne peut se faire sans un partenariat où, citoyens, instances municipales, scolaires et communautaires, se mettent ensemble autour d'un projet commun, afin de faire « grandir le quartier » pour reprendre l'expression d'un des participants.

⁹⁰ Site internet : <http://www.ccds.ca/cpsd/ccds/f/defis.htm> et <http://www.ccds.ca/cpsd/ccds/f/interventions.htm>

Bibliographie

Ackermann, W., Dulong, R., et Jeudy, H.-P. (1983). Imaginaires de l'insécurité. Librairie des Méridiens, Coll. « Réponses sociologiques », Paris.

Adler, F., Mueller, G., Laufer, W.S. (1998). Criminology. McGraw-Hill. Third edition.

Anderson, D. C. (1995). Crime and politics of Hysteria. New York, Random House.

Auclair M., Samson-Saulnier G. & al., (2004). Projet clinique. Cadre de référence pour les réseaux locaux de services de santé et de services sociaux. Bibliothèque nationale du Québec, Québec.

Becker, H.S. (1963). Outsiders: studies in the sociology in deviance. New York: Macmillan.

Bettinger, K. (1997). « Enquête sur la violence à l'égard des personnes âgées », La Gazette, Gendarmerie royale du Canada, vol.59, n. 3 : 16-20.

Blais, M-F., Cousineau, M-M. (2000). Violence vécue entre jeunes à Laval, Institut de recherche pour le développement social des jeunes, Montréal.

Brodeur, J.-P. (1990). « Police et sécurité en Amérique du Nord », Les cahiers de la sécurité intérieure. Actes du colloque des 2-3 novembre 1989. Paris, IHESI : 203-240.

Brodeur, J.-P. (1991). « Policer l'apparence », Revue canadienne de criminologie, 33, 3-4 : 285-332.

Brodeur, J.-P. (1993). « La peur de la peur », Revue internationale d'action communautaire, *L'insécurité la peur d'avoir peur*, 30/70, automne : 19-27.

Centre canadien de développement social (à compléter).

Centre collaborateur OMS du Québec pour la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes, Réseau de la santé publique et Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, WHO Collaborating Centre on Community Safety Promotion, Karolinska Institutet, Sweden, Organisation mondiale de la santé (1998). Sécurité et promotion de sécurité : Aspects conceptuels et opérationnels, ISBN : 2-89496-084-0.

Chiricos, T., Hogan, M., et Gertz, M. (1997). « Racial composition of neighbourhood and fear of crime », Criminology, vol. 35 (1), février: 107-131.

Cohen, L., Felson, M. (1979). "Social Change and Crime Rate Trends: A Routine Activity Approach", American Sociological Review, n. 44: 588-608.

Comité intersectoriel sur la sécurité dans les milieux de vie (1999). Sécurité dans les milieux de vie : Guide à l'intention des municipalités du Québec. ISBN : 2-89496-097-2

Comte-Sponville, A. (1991). « Le danger de vivre », Les Cahiers de la sécurité intérieure, *Jeunesse et sécurité*, IHESI, n. 5, mai-juillet : 9-10.

Cousineau, M.-M. (1994). « Quelques considérations sur le sentiment de sécurité et la condition d'isolement des victimes de la peur du crime », Cahiers de recherche sociologique, n. 22 : 77-91.

Cousineau, M.-M. (1993). « Personnes âgées et insécurité : le tournant des années 1990 », Revue internationale d'action communautaire la peur d'avoir peur, 30/70, automne : 101-106.

Deslauriers, J-P., et Kérisit, M. (1997). « Le devis de recherche qualitative », dans J. Poupart, J-P. Deslauriers, L-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer, A.P. Pirès, *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaétan Morin.

Dumas, M. (1990). Le chiffre noir de la victimisation des mineurs. Rapport de recherche, L'Antre-temps inc., St-Jérôme.

Équipe de recherche Jeunes et gangs de rue (2005). "Enquête sur le climat social dans Villaray/Petite Patrie/Montréal Nord", IRDS (à paraître).

Ericson, R. V. (1991). "Mass media, Crime, Law, and Justice. An institutional approach", *British Journal of criminology*, 31, 3: 219-249.

Esterle-Hedibel, M. (2002a). « Les bandes de jeunes », Crime et sécurité l'état du savoir, Éditions la découverte : 178-187.

Esterle-Hedibel, M. (2002b). « Jeunes des cités, police et désordres urbains », Crime et sécurité l'état du savoir, Éditions la découverte : 376-385.

Figgie, H. E. (1980). The Figgie report on Fear of crime: America Afraid. Willoughby, Ohio, A-T-O Inc.

Gallant, O. (1991). « Les jeunes et la violence », Les Cahiers de la sécurité intérieure, *Jeunesse et sécurité*, IHESI, n. 5, mai-juillet : 13-25.

Glaser, B.G., et Strauss, A.L. (1967). The discovery of Grounded Theory. Chicago, Aldine.

Green, R.S., Healy, K.F. (2003). Tough on kids: Rethinking approaches to youth justice. Saskatoon: Purich Publishing Ltd..

HM Inspectorate of Constabulary (2000). Beating crime. Available at :www.homeoffice.gov.uk/hmic

Javeau, C. (1982). L'enquête par questionnaire. Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles.

Kelling, G. (1987). « L'évolution de la sûreté urbaine : le contexte historique et politique de la surveillance communautaire », dans *La Police et la collectivité dans les années 80 : progrès récents au niveau des programmes : 13-25*. Solliciteur général du Canada. Approvisionnements et Services Canada.

Kruger R.A. (1994). Focus groups. A practical guide for applied research. Sage Publications.

Lagrange, H. (1989). « L'être de sécurité », *Autrement, Obsession sécurité, série mutations*, 104 : 122-127.

Lagrange, H. (1993). « Médias et sécurité », *Revue internationale d'action communautaire, L'insécurité la peur de la peur*, 30/70, automne : 181-195.

Lagrange, H. (2002). « Les délinquances des jeunes », *Crime et sécurité l'état des savoirs*, Éditions la découverte : 159-167.

Laperrière A. (1994). « Les critères de scientificité des méthodes qualitatives », *Actes du Colloque du Conseil québécois de la Recherche Sociale, 61^e congrès de l'ACFAS*, Rimouski.

Larousse, 1995. Le petit Larousse illustré. Paris, France.

Markova, I. (2003). « Les focus groupes » dans S.Moscovici, F. Bruschini, *Les méthodes des sciences humaines*, PUF.

Mauger, G. (1991). « Les représentations sociales de la jeunesse comme facteurs d'insécurité? » *Les Cahiers de la sécurité intérieure, Jeunesse et sécurité*, IHESI, n. 5, mai-juillet : 69-81.

Maurice, P., M. Lavoie, A. Chapdelaine, et H. Bélanger Bonneau (1997). « Sécurité et promotion de la sécurité : aspects conceptuels et opérationnels », *Document de travail, Maladies chroniques au Canada*, 18(4) : 199-206. [http://www.hc-sc.gc.ca/pphb-dgspsp/publicat/cdic-mcc/18-4/f_f.html]

Mayer, R., et Ouellet, F. (1998). « La diversité des approches dans la recherche qualitative au Québec depuis 1970 : le cas du champ des services de santé et des services sociaux », dans J. Poupart, L-H. Groulx, R. Mayer, J-P. Deslauriers, A. Laperrière, A.P. Pirès, *La recherche qualitative : Diversité des champs et des pratiques au Québec*, Montréal, Gaétan Morin.

Miles, M. B., Huberman, A., M. (1994). *Qualitative data analysis*. Sage Publications.

Paillé, P. (1994). « L'analyse par théorisation ancrée », Cahiers de recherche sociologique, numéro 23 : 147-181.

Parent, G.-A. (1993). « Le réel fiction : les émissions « info-crime » », Revue internationale d'action communautaire, *L'insécurité la peur de la peur*, 30/70, automne : 171-180.

Péretti-Watel, P. (2000). « L'inscription du sentiment d'insécurité dans le tissu urbain », Les Cahiers de la sécurité intérieure, n. 39 : 1-22.

Pirès, A. P. (1997). « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », dans J. Poupart, J-P. Deslauriers, L-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer, A.P. Pirès, *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaétan Morin.

Poupart, J. (1997). « L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques », dans J. Poupart, J-P. Deslauriers, L-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer, A.P. Pirès, *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaétan Morin.

Reiman, J. (1995). *The Rich Get Richer and the Poor Get Prison*. Boston, Mass, Allyn and Bacon.

Robert, P. (2002). « Le sentiment d'insécurité », *Crime et sécurité l'état du savoir*, Éditions la découverte : 367-375.

Robert, P., et Pottier, M.-L. (2002). « Les grandes tendances de l'évolution des délinquances », *Crime et sécurité l'état des savoir*, Éditions la découverte : 13-24.

Roché, S. (2000). « La théorie de la 'vitre cassée' en France. Incivilités et désordres en public », *Revue française de science politique*, vol. 50, n. 3 : 387-412.

Rousseau, L. (2005). Rapport d'évaluation du projet 3-5ans, Volet interculturel. (In press).

Sherman et al. (2002). *Evidence based crime prevention*. New York : Routledge.

Skogan, W. (1990) *Disorder and Decline*. New York, The Free Press.

Skogan, W. (1993). Les politiques de prévention de la délinquance à l'aune de la recherche. Sous la direction de P. Robert, Paris, Éditions l'Harmattan : 226-243.

Skogan, W. (1993). « La police communautaire aux États-unis », Les Cahiers de la sécurité intérieure. Systèmes de police comparés et coopération (I). Paris, IHESI, 13 : 121-149.

Service de police de la communauté urbaine de Montréal (2003). « Le sentiment de sécurité « Mythe ou réalité », Annexe : les Études, Ville de Montréal.

Société de criminologie du Québec (2003). « La perception des Canadiens concernant leur sécurité personnelle va à l'encontre des statistiques les plus optimistes », Ressources et vous, novembre, vol. 8, n. 4 : 3-7.

Spector, M., et Kitsuse, J.I. (1977). *Constructing Social Problems*. Menlo Park, Cummings.

Statistiques Canada (2001). Recensement 2001 [En ligne]
<http://www12.statcan.ca/francais/census01/home/Index.cfm> (page consultée le 20 janvier 2004)

Szykowny, R. (1994). « No justice, no peace : An interview with Jerome Miller », *The Humanist*, vol. 54 : 9-18.

Tajfel, H. (1982). *Social identity and intergroup relations*. Cambridge University Press, Cambridge.
Trudel, M. (1997). « Rapport analytique du sondage C.A.P. », Ville de St-Hyacinthe, Direction du service de la Sécurité publique.

Turgeon, J., et Rinfret-Raynor, M. (1993). « La peur du crime chez les femmes et les différentes formes de violence qu'elles subissent », *Revue internationale d'action communautaire l'insécurité la peur d'avoir peur*, 30/70, automne : 107-115.

Ville de Laval (2004a). St-François, dans *Profil socio-économique des ex-municipalités, 2001* [En ligne].
http://www.ville.laval.qc.ca/wlav2/docs/folders/documents/cartes_de_la_ville_et_statistiques/profil_socio_econo/ex_municipalite/St-Francois.pdf (page consultée le 15 juin 2005).

Ville de Laval (2004b). *Statistiques de la criminalité*, dans *Rapport annuel 2003*, Service de protection des citoyens [En ligne].
http://www.ville.laval.qc.ca/wlav2/docs/folders/documents/cartes_de_la_ville_et_statistiques/serv_communautaires/protection_citoyens/2criminalite.pdf (page consultée le 15 juin 2005).

Wilson, J.Q. et Kelling, G.L. (1982). "Broken windows: The police and Neighborhood Safety", *Atlantic Monthly*, mars: 29-38.

Yin R.K. (1994). *Case study research design and methods*. Sage Publications.

Zauberman, R., Robert, P., et Pottier, M.-L. (2000). « Risque de proximité ou risque lié au style de vie. Enquêtes et évaluation de la sécurité urbaine », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n. 42 : 193-220.

ANNEXES